S!lence
N°350
Octobre
2007
4 €
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Vers la famine

Manger ou conduire il faut choisir

Contrôle

Passe Navigo et vie privée

Politique

Des voies pour une régénération

Décroissance côté femmes



Sommaire

Décroissance côté femmes

La question du féminisme
de Marie Najman 4

La générosité masculine
de Françoise Chanial 12

Femmes

Les Tricoteuses
de Christophe Goby 15

Agriculture

Tous ensemble, éradiquons l'ambroisie
de Fabien 17

Décroissance

Un autre Noël est possible
de Bas Van Zuijlen 19

Environnement

La pollution invisible du Rhône
de Francis Vergier 25

Vers la famine ?

Manger ou conduire, il faut choisir !
de Michel Bernard 31

Littérature et politique

Sous le soleil de Mexico
de Christophe Goby 35

Urbanisme

Raser les banlieues ?
de Gregg West 37

Contrôle

Passe Navigo et vie privée
de Michael Herinx 38

Maraîchage bio et travail coopératif

Sur le perron des ailleurs
de Matthieu Barbaroux 41

Politique

Des voies pour une régénération
de Alain Aubry, Gaston Jouffroy, Christian Lagasse, Julien Lassauque, Thomas Marshall, Lucie Piro 44

Brèves

14 Femmes-Hommes
16 Agribio
18 Alternatives
23 Habitat
24 Déchets
26 Climat
27 Environnement
28 Nord-Sud
29 Energies
32 Nucléaire
34 Annonces
36 Paix
38 Société
40 OGM
42 Santé
43 Téléphonie
47 Politique
48 Courrier
50 Livres

VU de l'intérieur...

Bénévoles

En octobre, nous avons besoin de bénévoles pour tenir un stand (présentation et vente de la revue) :
■ les 4, 5, 6 et 7 à Bourges (Cher) pour le **festival international du film écologique**,
■ les 6 et 7 à Montfroc (Drôme) pour la **foire aux produits biologiques**,
■ les 6 et 7 à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) pour **Horizon vert**,
■ le 7 à Chaumont (Haute-Marne) pour la **foire bio**,
■ le 7 à la Tour-du-Pin (Isère) pour **C'est tout vert**,
■ les 13 et 14 à Guichen (Ille-et-Vilaine) pour le **salon Ille et bio**,
■ le 14 à Saint-Lizier (Ariège) pour **Ariège en bio**,
■ le 14 à Gap (Hautes-Alpes) pour **Vivre autrement**,
■ les 20 et 21 à la Monnerie (Haute-Vienne) pour les **Journées éco-habitat**,
■ les 27 et 28 à Longchaumois (Jura) pour la foire **Humeur bio**,
■ les 2, 3 et 4 novembre à Paray-le-Monial (Saône-et-Loire) pour **Aquaviva**,
Contactez Dorothée le mardi ou laissez vos coordonnées les autres jours au 04 78 39 55 33.
Merci d'avance.

Numéro spécial 25 ans

Pour marquer nos 25 ans, le numéro de novembre sera original : 48 pages en couleurs avec des reprises en photos de certains reportages, des textes inédits, un poster central, et quand même un cahier de huit pages pour l'actualité. Ce numéro est vendu 4 €... mais vous pouvez en obtenir 3 exemplaires à offrir pour le prix de 10 € si vous le commandez avant le 15 octobre (au-delà, prévoir un port supplémentaire de 3,5 €).

Précisions

■ **Erreurs dans le numéro Centre.** Un lecteur avisé de la région Centre a relevé des adresses périmées dans le numéro consacré aux alternatives dans la région : PITEAS, ACDC, GROC, MOC, COA... Nous préparons ces numéros spéciaux longtemps à l'avance en épluchant des revues militantes, des sites internet et en questionnant nos lecteurs. Pour vérifier la validité des adresses, nous adressons un courrier annonçant la sortie de la revue environ un mois plus tôt : les adresses des courriers qui nous reviennent sont alors rayées des listes... mais comme de nombreux petits groupes sont domiciliés chez une personne, souvent le courrier ne nous revient pas, même si le groupe a disparu entre temps.

■ **Traité de crise vélocipédique.** L'adresse pour commander ce petit ouvrage est : Hervé Djaccomo c/o Abadie, 65400 Arras-en-Lavedan.

Faire peur ou faire rêver

Nous envisageons la publication d'un numéro sur ce thème, courant 2008. Nous en appelons aux lecteurs et lectrices pour participer à ce débat et nous envoyer des contributions. La question est de savoir si pour convaincre de nos idées, il faut choisir la peur (que certains appellent la "théorie des catastrophes") ou le rêve (montrer qu'"un autre monde est possible"). Faut-il sortir du nucléaire parce que nous avons peur d'un autre Tchernobyl ou bien parce que le recours aux énergies renouvelables permet d'envisager une société plus décentralisée, moins policière, donc plus démocratique ? Ou bien faut-il l'un pour parler de l'autre ? Quelle importance ont les alternatives concrètes sur notre discours militant ? Quel est le rôle des projets utopiques ? etc. A vous de jouer en nous envoyant vos réflexions, vos exemples... avant fin janvier 2008. Les textes peuvent nous parvenir sur papier, sur disquette, éventuellement par courriel en nous téléphonant d'abord pour avoir une adresse internet.

Venez nous voir le 18 octobre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **18 octobre, 22 novembre, 13 décembre, 24 janvier**...
Vous pouvez également vous investir dans le comité de lecture de la revue où nous décidons des prochains dossiers, des articles que l'on passe, des réponses à apporter aux courriers...
Les prochains comités de lecture se tiendront à **14 h** les **samedis 29 septembre** (pour le numéro de novembre), **27 octobre** (pour le numéro de décembre), **24 novembre** (pour le numéro de janvier 2008), **15 décembre** (pour le numéro de février)...
Vous pouvez proposer des articles à ce comité de lecture jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h.
Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **5 septembre 2007**.

Bulletin d'abonnement page 55



Décroissance au féminin…

Force est de constater que les débats autour de la décroissance se font surtout autour d'hommes ! Que l'on prenne les articles parus dans la presse spécialisée, les intervenants dans les colloques, dans la revue *La décroissance* ou dans *Silence*, on retrouve toujours une large majorité d'hommes. Est-ce à dire que les femmes ne sont pas concernées ?

Sachant que la décroissance ne devrait pas être un retour en arrière, mais une orientation dans une autre direction, plus sobre, plus légère pour la planète… peut-elle être alors aussi plus légère pour la condition des femmes ?

Ceci amène à s'interroger sur les liens possibles entre le féminisme et la critique de la croissance. Les femmes, en entrant dans le monde du travail salarié ne sont-elles, comme les hommes, qu'instrumentalisées par une société mercantile qui tend à faire de tous des consommateurs-consommatrices ?

Florence de Montreynaud dans "*L'aventure des femmes : 20e-21e siècle*" montre qu'à chaque crise économique, les avancées du féminisme sont remises en question. La décroissance peut-elle être vécue autrement qu'une crise ? L'entraide mise en avant par les décroissants peut-elle s'appuyer sur les valeurs plus coopératives des femmes ?

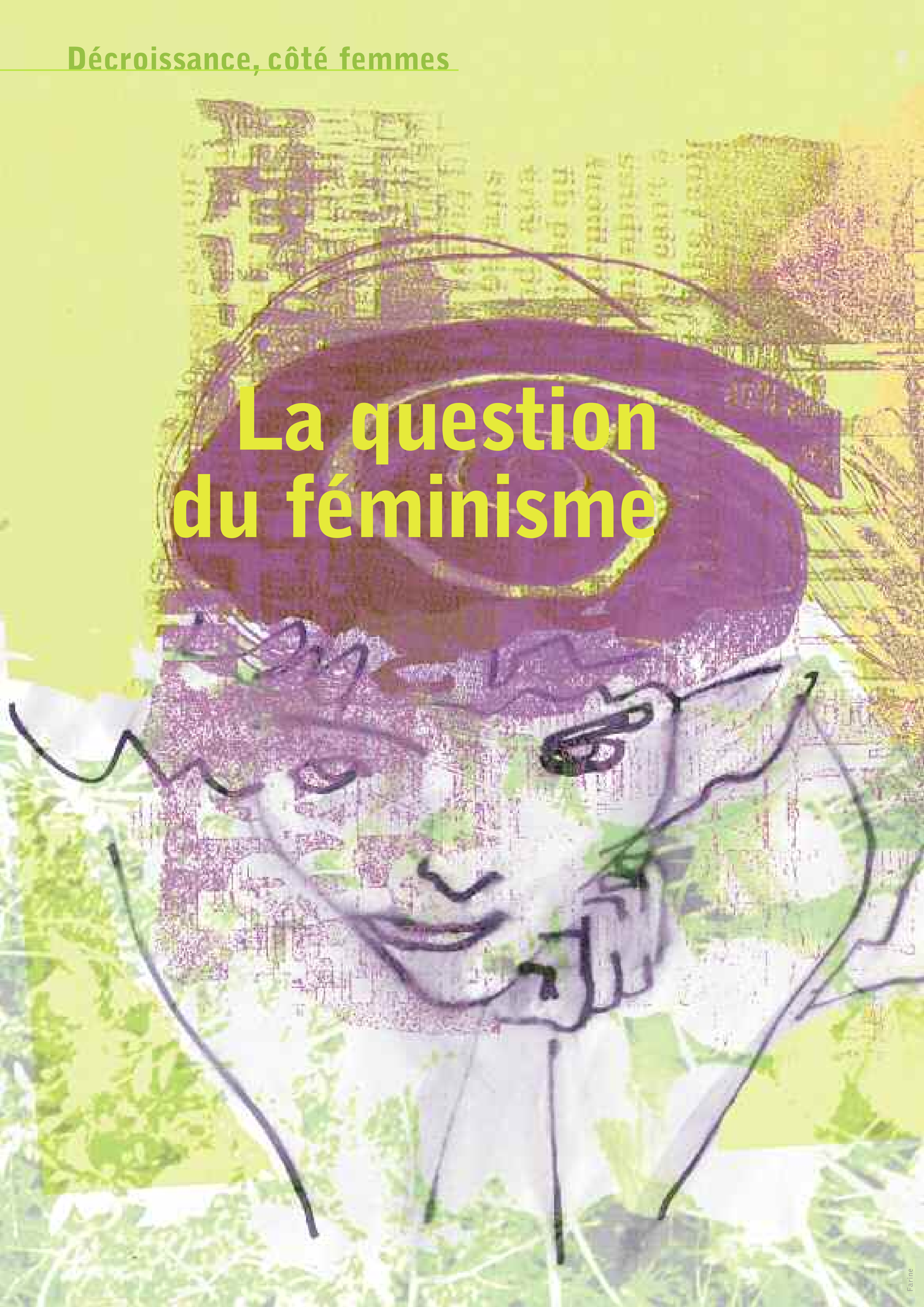
Et comment relier nos préoccupations ici à celles plus lointaines ? Les femmes de nombreux pays sont encore loin d'avoir obtenu la liberté d'action des femmes occidentales. Comment alors penser décroissance et libération de ces femmes ? Ces femmes détiennent des savoirs qui échappent à la sphère marchande (médecine traditionnelle par exemple), comment revaloriser ces savoirs pour en faire des outils de la décroissance ?

Qu'est-ce que ces femmes peuvent apporter dans le débat sur la décroissance ? Comment la décroissance doit-elle se démarquer des sociétés traditionnelles, certes non capitalistes, mais où la différenciation des genres est insupportable ?

Quelques pistes pour amorcer le débat dans les pages qui suivent en espérant que d'autres prennent la suite…

Michel Bernard ■





La question du féminisme

Farine

Le plus souvent, dans les activités sociales et culturelles auxquelles elles participent, les femmes importent les préoccupations qui leur sont aujourd'hui déléguées dans l'espace privé. Il en va de même pour ce qui est majoritairement leurs activités politiques : elles deviennent responsables dans les domaines de l'enfance, de l'éducation, de la santé…

Cela se vérifie aussi dans la mouvance de l'objection de croissance : les femmes sont plus nombreuses à mettre en route des ateliers de cuisine, de cosmétique ou de santé alternatives que de mécanique ou de philosophie.

La plupart des objecteurs de croissance dénoncent très justement l'illusion du progressisme qui consiste à concevoir le Progrès comme le sens prédéterminé de l'Histoire. Cependant, la visée d'une société enfin soutenable, humainement et écologiquement, va de pair avec certains progrès. En est-il qui concernent les femmes ?

Autrefois le domestique était davantage public

Il se trouve que la colonisation de l'espace domestique a été décisive pour l'essor du capitalisme industriel, et cela de deux manières : en dévalorisant les productions traditionnelles des ménages par la publicité pour un idéal de vie "bourgeois" (pain blanc et villa de banlieue, etc. etc.) et en promouvant partout l'avis des experts (médecins, éducateurs ou services sociaux) contre le bon sens et la transmission familiales. Ce sont surtout des activités féminines qui ont été dévalorisées par le capitalisme industriel et les femmes, confinées dans leurs foyers, ont perdu une bonne part de leur influence dans l'espace public, celle que permettaient les activités extérieures (se procurer chaque jour des produits frais, laver au lavoir), mais aussi la mixité sociale et la domesticité dans les quartiers de pleine ville.

Le rapport masculin-féminin demeure hiérarchisé

Nous devons être conscients que cette valorisation publique traditionnelle des activités "féminines" se faisait dans le cadre de la hiérarchie symbolique qui prévaut dans toute l'humanité et estampille comme supérieur ou préférable ce qui est masculin. La plupart de nos concepts ont un versant féminin et un autre masculin (grand-petit, raide-mou, sec-humide, etc.). Les activités des femmes étaient autrefois davantage publiques mais toujours valorisées de façon subalterne par rapport aux activités masculines. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui encore, les femmes les plus aisées et *a fortiori* les hommes cherchent toujours à éviter les activités domestiques en employant du personnel de maison ou en déléguant à des entreprises de service. De même, une place égale des femmes reste difficile à obtenir dans le domaine considéré comme supérieur et célébré comme tel, celui des activités symboliques tels que les actes et les représentations religieuses, politiques ou artistiques, les récits historiques, la pensée philosophique et la recherche scientifique, *a fortiori* lorsque ces activités concernent des pouvoirs publics : l'industrie, la finance ou l'État.

Le rôle civilisateur des activités domestiques est rabaissé par l'économie

Les femmes se trouvent au cœur de l'injustice qui permet la prospérité du Capital. À l'échelle de la planète, c'est majoritairement sur le travail non salarié et peu valorisé des femmes que repose la reproduction d'une force de travail masculine ou féminine qui se vend au rabais dans les entreprises. Les femmes nourrissent, nettoient, reposent…

C'est seulement dans les pays où beaucoup de femmes sont salariées qu'une partie de ces tâches est prise en charge par des structures (cantines, crèches, maisons de retraite, etc.) qui, parce qu'elles sont peu "rentables", peinent à obtenir la part des richesses produites qui leur permettrait de fonctionner correctement. Les soins aux enfants ou aux personnes âgées sont toujours peu valorisés, à la fois d'avoir toujours été assumés par les femmes dans un contexte symbolique qui les place en position subalterne (position qu'elles conservent dans le salariat), et du fait que la domination des impératifs économiques que le capitalisme impose par les manipulations publicitaires nous empêche de penser philosophiquement et politiquement l'importance civilisatrice de ces tâches.

S'appuyer sur l'éducation et le partage intergénérationnel

Cette importance, les objecteurs de croissance sont bien placés pour l'estimer à sa juste mesure : nous savons combien l'éducation de nos enfants est déterminante pour un avenir durable et juste de l'humanité, et combien l'école peine à assurer sa mission alors que sévit la peste publicitaire, basée sur une pensée binaire et la transgression mimée de tous les interdits. De plus, l'éducation, c'est bien plus que les apprentissages disciplinaires auxquels la logique consommatrice et clientéliste tend aujourd'hui à réduire l'offre scolaire.



DR

De même, le partage d'expérience avec nos anciens est un moyen décisif d'acquérir de la sagesse, entre autres la conscience que la vie est une trajectoire douée de forme et nourrie de mémoire, et non une éternité compulsive qui sera malencontreusement interrompue…

La tradition étant ce qu'elle est encore, penser et valoriser les soins aux enfants et la relation avec les personnes âgées ne se fera pas sans la participation des femmes ni une présence féminine accrue dans l'espace public.

Les tâches "féminines" sont prises d'assaut par la publicité

Même si depuis quelques années d'offensive publicitaire, les enfants deviennent les prescripteurs d'un très grand nombre d'achats des familles, c'est encore le plus souvent par les femmes que passe la décision ultime, en tout cas pour ce qui est de l'alimentation, de l'habillage, des jouets et des soins. Pour ce qui les concerne, les femmes ont toujours vécu depuis le 19e siècle dans un climat permanent d'injonctions publicitaires quant à leur physique et leur comportement, autant que pour leurs vêtements ou les produits utiles au foyer ; injonctions d'autant plus efficaces qu'elle s'adressent à une fraction symboliquement subalterne de l'humanité, toujours en quête de reconnaissance et de valorisation par rapport au masculin, et pas seulement dans le domaine sexuel.

Par rapport aux hommes, les femmes sont donc plus souvent des consommatrices compulsives et peu regardantes, mais c'est aussi ce qui les place au cœur de la problématique : consommer rend-il plus heureux ? N'en résulte-t-il pas un bonheur précaire, au prix de l'asservissement à des normes qui, en fin de compte, empoisonnent l'existence en empêchant d'en penser la trajectoire ?

Pour se libérer de la peste publicitaire, les femmes ont besoin des femmes

Qui mieux que d'autres femmes pourraient leur démontrer combien il est agréable de se libérer des injonctions publicitaires en faisant le choix de la décroissance ?

Une telle démonstration ne peut être seulement argumentative. L'exemple est décisif. Il s'agit de donner envie de diminuer sa collaboration aux dégâts humains et écologiques, donner envie de travailler autrement, de vivre à partir de moins d'injustice et de moins d'énergie et de matériaux.

La décroissance a donc besoin, du seul point de vue de la consommation et de la résistance à la publicité, qu'au moins autant de femmes que d'hommes s'impliquent dans ses activités publiques.

Valoriser les pratiques domestiques de non-collaboration

Il nous faut parvenir, dans nos foyers, à renoncer aux productions du capitalisme industriel qui sont coûteuses du point

de vue de la justice humaine (pillage des ressources du Sud, mépris des travailleurs) comme du point de vue écologique (transports, déchets…). La fameuse "grève de la consommation" exige un travail plus important à la maison. Moi qui jardine dans un grand jardin partagé, je vois chaque année des personnes renoncer à leur panier de légumes bio hebdomadaire en raison de la préparation nécessaire pour les cuisiner…

Il faut masculiniser le domestique pour le valoriser

Pas question de charger les femmes au nom d'une prétendue revalorisation du domestique qui resterait subalterne dans le contexte symbolique actuel. Valoriser les problématiques domestiques pour en faire un terrain d'alternative efficace exige de "masculiniser" les tâches concernées. Des hommes, nombreux, doivent participer avec les femmes à la non collaboration aux dégâts de la croissance comme s'approvisionner localement, renoncer aux produits polluants, utiliser des denrées moins transformées et recycler au maximum ; et plus précisément : cultiver et cueillir ou aller faire le marché, éplucher et cuisiner, récupérer, raccommoder et réparer.

Encore une fois, la plupart de ces tâches sont prises en charge habituellement par les femmes et le risque existe qu'elles continuent à leur incomber alors que leur part demande de plus en plus de temps, parce que le choix de non collaboration est minoritaire et qu'il n'y a donc pas ou peu de solutions collectives. Or, ces choix encore minoritaires sont ceux que nous voulons voir se répandre et être adoptés largement, et le plus vite sera le mieux, vu l'urgence humaine et écologique ! Il nous faut donc éviter la connotation "féminine", pas assez enviable, des pratiques de non-collaboration.

La mixité sera aussi un moyen de rendre ces choix efficaces immédiatement, dans un contexte où beaucoup de femmes tiennent à leur "indépendance"salariale.

Elle aura un autre avantage : bien des femmes devront réévaluer leurs exigences quant au ménage, à l'hygiène ou aux repas. Pour les couples, la négociation peut être libératrice autant qu'instructive, et sortir du cadre duel en débattant collectivement des enjeux écologiques et politiques des comportements et des produits peut être un moyen d'éviter l'investissement émotionnel qui la rend si souvent difficile...

L'égalité est un atout dans l'imaginaire pour l'objection de croissance

De fait, on constate que la participation des hommes aux tâches habituellement "féminines" est déjà plus importante dans les milieux de la décroissance qu'ailleurs, preuve que l'enjeu est ressenti, sinon explicité, alors même que la représentation que les Français se font du couple est désormais égalitaire bien que, dans les faits, on soit loin du compte.

La décroissance a ici un atout dans l'imaginaire qu'il serait important de valoriser dans l'espace public, simplement en y existant résolument, avec nos travaux, nos échanges, nos fêtes, nos débats, mais aussi en mettant culturellement en scène ce qui nous mobilise et nous interroge (paroles et écrits, chant, théâtre, installations, vidéos…), ce qui reviendrait à s'opposer enfin à l'influence de la pub sur son terrain même, celui du désir de sens et d'expérience. Car on entend souvent qu'il s'agit de privilégier l'être sur l'avoir, mais c'est sous-entendre à tort que l'avoir serait ce qui motive aujourd'hui la consommation effrénée. Dans les propositions de la pub, c'est de l'imaginaire, du sens, de l'expérience qui nous font avant tout envie, les objets n'en sont que le support !

L'accession des femmes au politique peut socialiser les tâches domestiques

D'un point de vue plus stratégique que tactique, il faut aussi permettre aux femmes de participer en nombre à l'activité politique pour stimuler des réponses collectives à l'objectif de moindre empreinte écologique. Les femmes sont les mieux placées pour porter cette exigence car les efforts de masculinisation préconisés ci-dessus risquent d'être imparfaits et elles ressentiront plus que les hommes l'augmentation des tâches domestiques, tout en ne trouvant pas leur compte de valorisation égalitaire.

L'inventivité des femmes et des hommes est requise car ce sont, non pas des productions domestiques, mais des alternatives industrielles non capitalistes qui seront la plupart du temps les plus économes en temps et en énergie pour que nous puissions nous approvisionner le plus localement possible et recycler au maximum. Elles devraient s'avérer plus productives par une division choisie de gestes et de techniques, mais aussi décentralisées et coopérativement gérées. Nous autres citoyens, hommes et femmes à égalité, avons à conquérir les moyens d'exercer un droit d'inventaire sur ce qui est rendu possible par les sciences et les techniques et, à terme, sur leurs objectifs de recherche.

On peut ainsi concevoir que, dans plusieurs cas, des productions industrialisées, non rentables du point de vue capitaliste qui sévit aujourd'hui, seront de meilleurs choix que des productions domestiques du point de vue humain comme écologique. L'autonomie chère à beaucoup d'objecteurs de croissance n'est sans doute pas la revendication qu'il nous faudrait mettre en avant. Plutôt que d'un imaginaire inspiré par l'individualisme qui sied au capitalisme, nous avons besoin de mettre en œuvre (en actes !) et de cultiver dans nos représentations et nos rêves, une hétéronomie enfin assumée, réfléchie, bref démocratique et écologique puisqu'il s'agit de faire société autrement qu'aujourd'hui mais à partir d'aujourd'hui, en nous demandant : à quoi sommes-nous attachés ? à quoi voulons-nous l'être ?

Il y a là une "spirale vertueuse", des boucles de rétro-actions : dès maintenant, le choix de consacrer moins de temps aux tâches d'un quotidien pourtant plus prenant car plus soutenable doit être possible pour toutes les femmes, donc on a besoin de tous les hommes, et c'est la condition *sine qua non* pour une participation efficace des femmes au politique qui est décisive vers une société plus juste et plus durable, avec une économie enfin assignée au service de cet objectif.

Remettre l'économie à sa place

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à subordonner leur salariat à leurs choix de vie extra-salariaux, d'où temps partiels et moindre ambition carriériste. Elles vivent au premier chef la contradiction entre indépendance financière par assentiment aux choix capitalistes en matière d'emploi et de consommation, et indépendance de vie par choix plus ou moins réfléchi d'activités familiales, sociales ou culturelles.

Les hommes vivent aussi cette contradiction mais, parce que les offres du capitalisme ont toujours privilégié le versant traditionnellement considéré comme plus masculin des comportements (la compétition, l'extraversion et la maîtrise), comportements qui ont toujours été très fortement stimulés chez les hommes, ces derniers sont davantage enclins à céder sur le plan de leurs choix extra-salariaux. Néanmoins, beaucoup vivent cela comme une oppression, ils sont plus nombreux qu'autrefois à oser le dire et constituent autant d'alliés potentiels pour la décroissance.

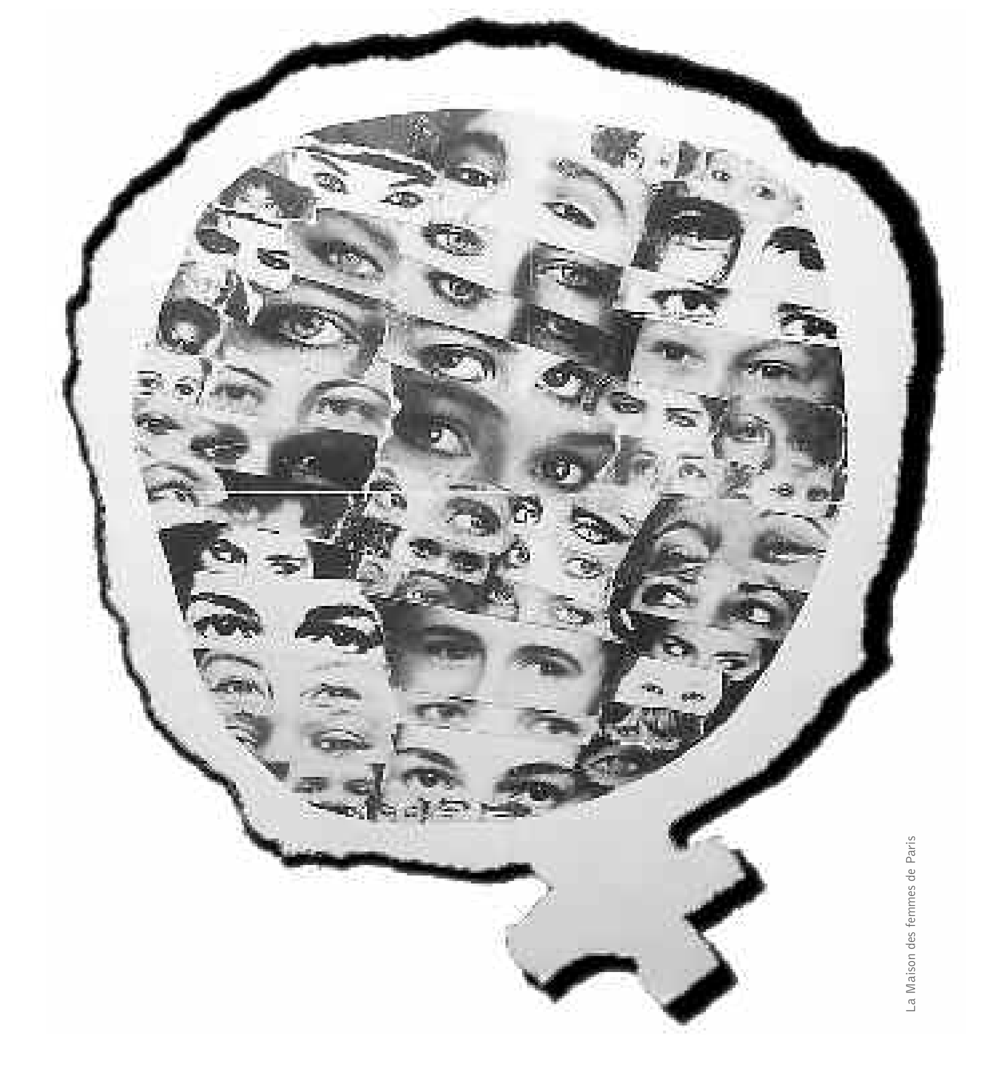
Le débat politique doit aussi exister sur le lieu de travail

On l'a dit plus haut, choisir la non-collaboration à la croissance exige plus d'investissement dans les tâches privées quotidiennes. Si on double cette non-collaboration avec l'activité politique qui va avec, on se sent vite obligé de diminuer son temps salarié.

Bien sûr, le partage traditionnel est possible : l'homme occupe son temps au travail et à l'agit-prop politique pendant que "sa" femme assure la plus grande part des tâches domestiques.

Une telle option chez les objecteurs de croissance (nul doute qu'elle existe), si elle était majoritaire, reviendrait à retarder l'évolution économique souhaitée en ne favorisant pas l'accès des femmes aux débats socio-politiques qui doivent se développer sur les lieux de travail autant que dans l'espace public.

La question des choix de vie que se posent surtout les femmes est une question qui ne demande qu'à devenir, dans les entreprises mêmes, celle du sens des tâches et de l'inventaire des besoins qui importent vraiment à tous. Or, avoir une activité politique exige du temps.



La Maison des femmes de Paris

Partage et socialisation indispensables

Nous avons donc à obtenir ensemble que les choix extra-salariaux des femmes soient plus librement consentis, que ce ne soit pas le "on n'a pas le choix" de l'absence de crèche, du salaire trop bas ou de la tradition non débattue qui leur imposent leur vie, c'est-à-dire que l'essentiel des tâches extra-salariales contraintes, celles de la vie domestique, ne leur reviennent pas encore et toujours, leur interdisant d'exercer leur créativité sociale, culturelle et économique, ainsi que leurs compétences politiques indispensables.

Il faut donc à la fois masculiniser et socialiser autrement ces tâches.

Du point de vue de la décroissance, cette lutte féministe rejoint la revendication pour tous de pouvoir mener une vie avec des tâches pourvues de sens et compatibles avec justice et écologie, une revendication qui exige solidarité et partage entre hommes et femmes, dans l'espace privé comme dans l'espace public.

Donner toute sa place aux femmes

L'objection de croissance constitue la seule option politique qui, parce qu'elle met au premier plan une question aujour-

d'hui majoritairement vécue par les femmes, celle **du sens du travail humain**, se trouve dans la nécessité vitale de faire progresser l'égalité hommes-femmes dans le contenu comme dans le partage des tâches domestiques, avec l'objectif de promouvoir dans l'espace public une vraie démocratie active où les femmes aient toute leur place.

Contribuer aux visées du féminisme, c'est à la fois renforcer les moyens (l'accès des femmes au politique, pour parvenir à subordonner l'économie par la non-collaboration aux dégâts actuels et par la démocratie active) et conquérir une part de la fin (plus de justice et de liberté pour tous les humains).

On peut s'attendre à ce qu'une plus grande égalité dans la sphère privée comme dans la sphère publique avec, à terme, une moindre césure entre ces deux espaces, nous permette de progresser vers la fin de la hiérarchie bipolaire du symbolique (objectif ultime du féminisme) et son découplage d'avec les genres, l'éventail de ces derniers se diversifiant (1) audelà du dualisme masculin-féminin.

Je développe ci-après quelques propositions immédiates.


Construire sa maison en paille (voir l'article sur l'association Hélichryse dans S!lence n° 342).

Marie Clem's

La parité dans les activités publiques de l'objection de croissance

Dans les activités publiques de l'objection de croissance, tout faire pour qu'apparaissent à chaque fois une moitié de femmes et une moitié d'hommes.

Au niveau des responsabilités internes (même provisoires, le temps d'une initiative), s'obliger à la parité chaque fois qu'elle est possible : c'est une question de cohérence politique. On n'attend pas des femmes et des hommes qui prennent en charge l'organisation d'une initiative qu'ils aient des compétences précises mais la seule volonté de coopérer pour réussir. Nul doute qu'une moitié de femmes bouleverse certaines routines, mais ce sera forcément dans le sens de rendre les initiatives publiques plus largement recevables (par les femmes, entre autres…), moins "professionnelles", toutes qualités décisives pour qui veut promouvoir la démocratie active. C'est pourquoi vous avez bien lu : s'obliger à la parité. C'est pourquoi les groupes d'agitateurs politiques devraient toujours se poser la question de la participation des femmes dans les conditions qui sont majoritairement les leurs aujourd'hui (la charge des enfants en particulier…) et trouver des solutions pratiques.

Vivre des activités culturelles

Par des activités culturelles le plus souvent possible publiques, modifier les ressentis et provoquer questionnement et débats avec pour vocation d'influer sur l'espace privé et la répartition des tâches entre hommes et femmes mais aussi le contenu de ces tâches. Lectures, installations visuelles, théâtralisation, vidéos, etc. : tout sera bon pour représenter, dans telle ou telle situation, la bipolarisation hiérarchisée des genres via la conversation, les gestes et les attitudes. Représenter au sens le plus large, le moins manichéen possible : il s'agit d'en appeler aux sensibilités et aux intelligences… Mais il s'agit aussi d'oser farfouiller dans les évidences de l'ordinaire (y compris sexuelles).

(1) De mon point de vue, ce qui a lieu aujourd'hui n'est pas la "dé-différenciation sexuelle" "tellement tendance" que dénonce Paul Ariès dans *La Décroissance* n°37 page 5. Les genres se diversifient, et c'est une bonne chose pour qui estime que l'assignation sociale au "féminin" ou au "masculin" canoniques sont des entraves au développement des personnes et à leur richesse identitaire.


DR

Agir auprès des élus et des institutions

L'éducation des enfants est déterminante : en sachant qu'une bonne part est jouée avant tout enseignement collectif, il faut néanmoins être attentif au matériel éducatif, aux livres et aux vidéos. De la même manière qu'il faut dénoncer les inconséquences écologiques, le sexisme doit être repoussé et la contribution historique des femmes valorisée au nom de la justice et de l'esprit critique indispensables à une vraie démocratie.

Exigeons l'imposition toujours séparée, et de même le statut social en général : ne pas distinguer les personnes qui cohabitent dans l'accès à aucun droit.

Obtenir que la paternité soit valorisée : pour la retraite, reconnaître le travail paternel comme le travail maternel, donner droit à pension pour les pères divorcés en leur confiant plus souvent les enfants, obligation d'un congé de paternité et partage strict entre les tuteurs légaux des absences pour enfant malade.

Obtenir la nomination d'autant de femmes que d'hommes dans les commissions de recrutement, les conseils et le professorat des organismes d'enseignement et de recherche publics (mesure gratuite !).

La question de l'allocation d'existence

Beaucoup de revendications qui amélioreraient ce qui constitue *de fait* la vie de beaucoup de femmes sont pleinement légitimes, comme celle d'un vrai service public d'éducation de la petite enfance (gratuit par redistribution), ou celle de l'égalité des salaires à qualification égale, ou encore celle du droit à un logement correct quels que soient les aléas de la vie. Les bonnes propositions ne manquent pas (voir ce qui précède…), c'est l'activité politique des citoyens qui fait défaut et ce n'est pas la caricature que constitue la démocratie participative (conseils de quartier etc.) qui y changera grand-chose. Quelle visée sous-tend la revendication d'un revenu garanti ou d'une allocation d'existence ? Le souci d'assurer à tous le droit à une vie "décente", un qualificatif à débattre d'urgence : car nous avons à assumer ce souci hautement humain avec la visée non moins nécessaire de diminuer notre empreinte écologique.

Une "allocation d'existence" ne vaudrait qu'avec un montant élevé permettant d'assurer une réelle indépendance de vie, y compris familiale (se loger, élever

des enfants même seul — hélas trop souvent le cas pour des femmes — et avoir assez de surplus pour une vie culturelle). Si cette allocation est faible (à court terme, ce sera très difficile qu'il ne le soit pas : il faudrait, entre autres, en avoir fini avec la domination capitaliste), ce sont les femmes qui y seront assignées en masse comme c'est déjà le cas pour les minima sociaux et les temps partiels.

Ne faudrait-il pas mieux déclarer que notre folle productivité permettrait de donner emploi et revenu à tous en diminuant considérablement le temps de travail de chacun ? Par exemple : *revendiquer pour tous la "semaine de vingt heures pas plus pour le Capital (ou l'État) » (assortie d'un revenu maximal autorisé) ?* Voilà une revendication que le capitalisme ne pourra pas nous servir au rabais, aussi la ressent-on comme hors de portée immédiate, comme une "expérience de pensée utopique" qui nous rappelle la nécessité de conquérir un réel pouvoir citoyen. Tel est l'intérêt des revendications peu enracinées, pratiquement hors contexte : donner à imaginer. Ici : des hommes qui auraient enfin la possibilité de partager avec les femmes le souci du quotidien au lieu que trop de ces dernières soient poussées à se contenter d'une "allocation d'existence" assortie des joies du foyer... ; et tous, hommes et femmes, qui aurions plus de temps pour réfléchir à nos choix de vie et à la marche du monde (entre autres au sens des emplois qui nous sont proposés et de la course à la productivité).

Parmi les lectures qui m'ont été utiles

• Sur les inégalités actuelles : le site de l'INSEE où les données concernant *Femmes et hommes : regards sur la parité* ont été récemment révisées, et celui de l'Observatoire des Inégalités ; tous les deux proposent non seulement des chiffres mais aussi des commentaires très instructifs.

• Sur l'importance de l'égalité dans l'espace privé, la plus récente contribution : Dominique Méda et Hélène Périvier, *Le deuxième âge de l'émancipation,* Seuil 2007, et sur l'imaginaire égalitaire des jeunes générations : cf. l'enquête ISSP France 2002, sur internet.

• Sur l'histoire du féminisme et ses conquêtes : de nombreux livres et sites, parmi lesquels Sysiphe.org. et *Les femmes et la vie ordinaire* de Christopher Lasch, Climats 2006.

• Sur la démocratie active : chercher l'article en ligne de Philippe Zarifian.

• Sur la bipolarisation hiérarchisée du symbolique : *Masculin/Féminin* (tomes 1 et 2) de Françoise Héritier, O. Jacob 1996 et 2002.

Diminuer partout l'importance des relations dominant-dominé

Même lorsque les femmes sont majoritaires dans une association ou un réseau, (et je me demande si ce n'est pas souvent le cas dans l'objection de croissance), les hommes y occupent bien souvent la plupart des responsabilités. Dès la prise de parole, la question de la part des femmes est posée, encore plus massivement que celle des hommes bien que pour des raisons qui se rejoignent : c'est la compétition pour "avoir raison" qui est à l'œuvre, selon le modèle des joutes oratoires héritées de la démocratie athénienne. Sortir de ce modèle profiterait non seulement aux femmes mais aussi à une majorité d'hommes.

Il est certainement vain d'espérer que les routines soient ébranlées par celles et surtout ceux qui les trouvent confortables ou même naturelles : donner à ressentir les contradictions, à vivre de l'inconfort et amener à questionner, à remanier, sont des objectifs qui concernent surtout les arts (voir plus haut)... Mais comme un bon nombre d'humains trouve déjà la situation des genres, non seulement inégalitaire pour les "femmes", mais aussi pénible pour pas mal d' "hommes", la possibilité existe de former des groupes d'agit-prop et de réflexion pour propager la prise en compte de ces difficultés.

Ainsi, *concernant les échanges oraux*, une recherche active de techniques est à mettre au crédit des alternatifs en général, et de l'objection de croissance en particulier. Des propositions ont d'ores et déjà été avancées et expérimentées pour favoriser plus de justice, mais aussi de justesse à l'oral. Vous trouverez beaucoup d'idées dans le manuel *Guérilla kit* de Morjane Baba (éditions La Découverte 2003), aussi sur le site des *Colporteurs* de la décroissance. De plus, une réflexion passionnante est en cours chez *Les Renseignements Généreux* (autre site à visiter).

Un principe élémentaire se trouve déjà à portée immédiate : renoncer aux salles avec tribune et rangées fixes... Soyons conscients qu'il y aura toujours du "pouvoir" mais l'important est qu'il circule, qu'il soit disponible et pas confisqué ! Et des rituels sont à inventer pour, qu'en fin d'échange, il soit remis à la Terre, ou au Vide d'où tout procède, ou dans le Livre Blanc de l'Increé : à nous de faire preuve d'imagination...

Et les productions écrites ? Comment coopérer entre hommes et femmes qui réfléchissent et se documentent pour écrire des interventions plus vivantes, qui ménagent la part de l'incertitude, du choix multiple ? Il existe une tentative technique appelée "hyperdébat", mais il reste beaucoup à inventer en pratiquant. Car il s'agit de proposer des écrits qui donnent envie de réfléchir et de contribuer au maximum de lecteurs. Diverses formes interactives devraient être possibles sur internet, mais pas seulement. L'important est sans doute d'être conscient(e) qu'on réalise une intervention dans un débat plutôt qu'une somme achevée...

Finalement, en matière de débat public, oral comme écrit, il me semble que l'enjeu, pour une reconquête citoyenne du politique, est de sortir des modèles dominants (et dominateurs) plutôt que d'y inclure les femmes...

Marie Najman ■

(texte écrit en mars-juin 2007,
avec l'aide indispensable d'Angéline Delbos,
Didier Laurencin, Marilou Terrien et Bernard Legros)

La générosité masculine

Il y a quelque temps déjà, *Silence* m'avait proposé de réfléchir sur la décroissance "côté femmes". Alors j'ai guetté ce que disaient les lectrices.


Elisa

L'une d'elles se complaît : "Je suis femme et je suis fée…" On pense à Dutronc : "Je fais ma propre publicité, m'essayer c'est m'adopter !" Mais chez lui, c'est de l'humour !

Ce que j'ai lu relève plus ou moins du "corporatisme". On dirait que les femmes ne peuvent plus être heureuses qu'entre elles. Je force le trait, mais il y a de cela.

La solidarité est nécessaire, je la pratique et je l'apprécie mais ma solidarité (féminine) s'enflamme aussi quand je vois par exemple un homme accusé de torts qui ne sont pas les siens !

Voulez-vous faire avec moi un petit pas de côté ?

Parlons-nous des mêmes hommes ?

Ceux que je connais sont intelligents, drôles, serviables, enfin presque tous, à part quelques patrons pires que primates. Et maintenant que je suis vieille, ils ont assez d'imagination créatrice pour me trouver aimable : bravo et merci !

Où sont ces hommes merveilleux ? Pas sur le terrain de la compétition (et moi et moi !) mais sur celui de la solidarité et du partage.

Justement le domaine de *Silence* : vous les avez rencontrés sans les reconnaître !

Vous étiez le nez dans la revendication…

Je ne revendique pas pour nous une meilleure place dans le système mais carrément autre chose.

Je sais qu'il y a beaucoup de femmes exploitées mais aussi d'enfants exploités, d'émigrés exploités… C'est contre l'exploitation que je me bats, que nous nous battons, c'est elle que nous devons attaquer à la racine.

Comment sont distribués les rôles dans un monde solidaire ?

Si on réussit à donner envie d'un monde solidaire, tout changera pour tous. Alors, commençons tout de suite !

Les femmes exigent d'être aimées mais savent-elles aimer ?

Je vais vous donner ma recette : dans notre couple, Michel prenait le parti des femmes et moi le parti des hommes, ça finissait par nous faire rire.

Il agissait pour mon bonheur et j'agissais pour le sien. C'était bien, mais il a été plus efficace que moi puisqu'il est parti de l'autre côté de la vie et que je suis ici, avec ma reconnaissance envers la gent masculine…

Parlons de la beauté

C'est très agréable d'être trouvée belle. Tout ce qu'on dit, tout ce qu'on fait prend un charme supplémentaire.

Rien de tel pour être bien dans sa peau !

D'où vient la beauté ? En fait, c'est surtout une création de celui ou celle qui regarde. C'est une œuvre collective qui se donne des critères variables.

Les critères véhiculés par les médias sont réducteurs : refusons ces étroits "canons" et diversifions, élargissons, humanisons nos critères !

Le désir sexuel joue : loué soit-il, d'autant plus qu'il peut prendre mille formes jusqu'à embrasser l'univers entier !

Au cours des siècles les hommes se sont montrés créatifs au point que maintenant la beauté est presque exclusivement l'apanage des femmes.

Un passage peu connu de la Genèse…

Adam s'ennuyait seul dans l'Eden.
Alors Dieu lui dit :
"Je vais te donner une compagne qui prendra soin de toi et cuisinera de bons petits plats. Elle sera belle et douce, attentive à tes désirs… Seulement voilà, pour la créer, j'ai besoin que tu me donnes une de tes jambes.
- Une jambe ?… Je ne pourrais pas l'avoir pour une côte ?"

... Autre passage encore moins connu

Adam est mort à la sortie de l'Eden et Eve est effondrée. Alors Dieu lui dit :

" Je vais te donner un autre Adam aussi beau que le premier... Seulement voilà, pour le créer, j'ai besoin que tu me donnes une de tes côtes.
- Une côte ? ... Je ne pourrais pas l'avoir pour une natte ?"

Merci, mais c'est trop !

Nous aussi, nous sommes capables d'inventer des critères. Allons, les filles, peaufinons une nouvelle beauté masculine !

Eux aussi sont des paysages, monts et vallées, forêts et sources...

Si nous réussissons à convaincre nos hommes qu'ils sont beaux sans avoir besoin d'exhiber des muscles, ils seront mieux dans leur peau.

Hommes et femmes se modèlent mutuellement.

Les hommes ont conquis le droit d'exprimer de mille façons leur admiration pour les femmes.

Et nous, aurons-nous assez de générosité et de tranquille assurance pour dire notre admiration pour les hommes qui se battent avec nous pour un monde meilleur ?

Ils cherchent leur dignité ailleurs que dans les attributs masculins, orgueil des machos ; c'est bien, mais ce n'est pas une raison pour traiter maintenant par le mépris ces attributs !

Des rôles différents, une égale dignité

J'entends : l'admiration c'est bien beau mais c'est kikiparle en public et kikifait le ménage ?

Si la femme est surchargée de travail, ce n'est pas forcément de la faute de son compagnon. La machine économique s'emballe et nous affole tous.

Il y a aussi, ne le nions pas, des femmes insatiables à qui tout est dû.

Je voudrais que mes jeunes sœurs disent à leur compagnon "mais non, je ne veux pas de richesses, mais non, je n'ai pas besoin que tu fasses des prouesses. Tu es beau dans ta faiblesse comme dans ta force." Qu'elles valorisent le travail accompli et qu'elles valorisent aussi le repos. Voilà une bonne entrée dans la décroissance !

Cela ne désamorce pas encore les revendications sur le partage des tâches mais l'éclairage change.

C'est normal que nous ne fassions pas les mêmes choses : nous sommes différents quant aux forces, aux rythmes, etc.

Il n'est pas sûr que nous soyons autant lésées que le disent les féministes revendicatrices : peu de femmes au cœur des centrales, au marteau piqueur, à la déchetterie... Merci Messieurs de prendre les travaux les plus pénibles mais ce n'est pas juste que vous y laissiez la santé : c'est aussi notre souci de vous en libérer !

Autrement, c'est plutôt lui qui prend la parole en public ? Merci de m'épargner ce stress, je préfère coller les enveloppes.

C'est lui qui conduit la valse ? Comme c'est reposant et dynamisant de se caler sur son rythme !

La plupart des femmes sont comme moi et les hommes non plus ne disposent pas à tout moment de l'énergie qu'il faut pour impulser, coordonner, représenter un grand mouvement. Nous préférons alors l'arrière plan : nuancer, ajuster, transmettre, rapprocher...

La "parité" laisse intacte la concentration des pouvoirs. Et il faudrait que les femmes bougent pour entrer dans ce jeu ? Après l'effet de nouveauté (toute relative), on s'apercevra que le pouvoir concentré a sur elles les mêmes effets ravageurs. Je préfère me bouger pour qu'on accède tous de plein droit à la dignité, qu'on soit dans l'ombre ou sous les projecteurs.

Il y a, pour des raisons à la fois biologiques et culturelles, moins de femmes que d'hommes capables d'assurer le premier rôle ? Ce n'est pas un drame tant que la situation reste fluide et contrôlée.

Pourquoi alors est-ce vécu par certaines comme une frustration ? Parce que l'argent et les honneurs vont à ceux qui guident, alors que les seconds rôles, qui demandent autant de talent, sont sous-évalués. C'est l' inégalité des salaires et des honneurs qui aiguillonne la compétition et fausse tout !

Cassons la rivalité !

La frustration, c'est le nerf du capitalisme. Pactisons au lieu de rivaliser, mieux : prenons fait et cause pour le camp "adverse"! Je parie que tu as cru, lecteur, lectrice, que le titre "générosité masculine" était du second degré. Eh bien non ! Je pense que les femmes doivent reconnaître ce que leur donnent les hommes. Il n'est pas question de dire qu'ils sont parfaits (le sommes- nous ?) mais simplement de se souvenir qu'on a plus de chances d'être perfectible quand on est aimé. C'est à la fois notre plaisir et notre responsabilité.

Françoise Chanial ■



DR



Femmes-Hommes

Petite phrase

"Tant que cette violence spécifique sera occultée ou relativisée, tant qu'elle ne sera pas suffisamment prise en compte par l'Etat et reconnue comme un véritable enjeu par la société toute entière, elle ne cessera pas. C'est à ce prix seulement que la France qui se revendique comme la patrie des droits de l'homme sera aussi celle des droits des femmes" Prune de Montvalon, rapport sur les violences faites aux femmes, Amnesty international, février 2006.



La France ne respecte pas ses propres lois

La loi sur la parité, qui date de 2000, n'est pas respectée par le gouvernement lors de la nomination des hauts fonctionnaires. En témoigne par exemple le faible taux de femmes préfètes (6 % en 2004) ou rectrices (24 % en 2004).

Droit de vote

C'est dans le Wyoming (un des Etats des Etats-Unis) que les femmes ont eu les premières le droit de vote. C'étaient en 1869. En Europe, les femmes ont le droit de vote dans tous les pays… mais en Suisse, elles ont dû attendre 1981 pour l'avoir au niveau confédéral. Les femmes n'ont toujours pas le droit de vote dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie.

SUÈDE

Egalités à revoir

La Suède fait valoir sa grande parité en politique : les femmes représentent 50 % du gouvernement et 49 % des députés. Pourtant, lors des élections législatives du 17 septembre, l'Initiative féministe a présenté de nombreuses candidates. Ce mouvement créé à l'initiative d'une ancienne dirigeante communiste dénonce une parité en trompe-l'œil. Il rappelle que les écarts de salaire se maintiennent (une Suédoise gagne, à travail égal, 18 % de moins qu'un Suédois — l'écart est de 25 % en France), la hiérarchie économique est toujours presque exclusivement masculine : 5 femmes PDG sur les 291 sociétés cotées en bourse. Alors qu'il n'y a que 9 millions d'habitants, on compte 20 000 agressions contre les femmes chaque année et le nombre de viols est en hausse.

ITALIE

Partenariat ouvert

Le gouvernement italien a adopté au conseil des ministres, le 8 février 2007, un projet de loi reconnaissant les unions de fait entre deux personnes, indépendamment de leur sexe. Malgré les condamnations de l'Eglise, ce texte devrait maintenant être adopté par le Parlement et donner un statut aux couples proche du Pacs en France.

Les femmes dans les associations

Fin 2003, sur 880 000 associations, environ 175 000 ont au moins un-e salarié-e dont 21 000 ont plus de dix salariés. Au total, il y a plus de 1,5 million de personnes salariées dans les associations, soit 5 % de la population active, pour 11 millions de bénévoles.41 % des emplois sont dans le sanitaire et le social, 29 % dans l'éducation et la recherche… 60 % des emplois sont subventionnés. Or, 71 % des salarié-e-s sont des femmes !

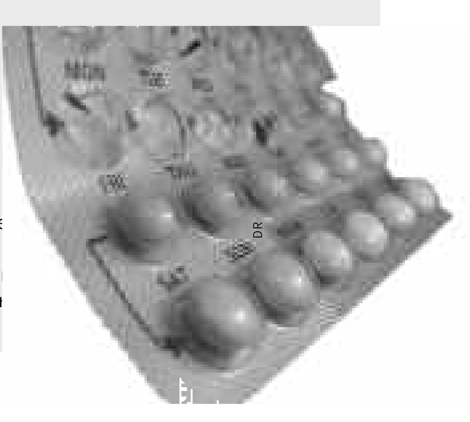
PARIS

13e festival du film gay et lesbien

Le 13e festival du film gay et lesbien se tiendra du 13 au 20 novembre 2007 au cinéma Le Rex (Paris 2e). Thème de l'année : idoles et icônes. Hommage à Dalida. Programme : *FFGLP Festival, 8, rue du Repos, 75020 Paris.*

Baisse de l'usage de la pilule

Des études ont montré un lien entre la prise de la pilule et différentes formes de cancer (du sein, de l'utérus…), particulièrement marqué chez les femmes qui fument. D'où une baisse de l'utilisation de la pilule constatée un peu partout en Europe. Il est clair que contrôler sa fertilité de manière chimique n'est pas innocent. Mais par quoi remplacer la pilule ? Le préservatif, efficace aussi bien contre le sida, les maladies sexuellement transmissibles et la procréation, reste le moyen de contraception le plus sûr et le plus inoffensif pour la santé… mais, comme le préservatif féminin, est un "coupe-amour" pour beaucoup. Les implants, qui évitent les grossesses du fait d'un oubli de pilule, ont sans doute les mêmes inconvénients au niveau de la santé que la pilule. Le stérilet n'est pas supporté par toutes. La pilule du lendemain (dite pilule abortive) bien que de plus en plus utilisée, est perçue comme très violente. Le choix de la contraception reste un casse-tête… qui se traduit par beaucoup d'hésitations `et par le mai[ntien] en France de 200 000 avor[te]ments par an.



DR

Les Tricoteuses

On dit souvent de la révolution française qu'elle fut bourgeoise, comme si on avait tout dit. Non seulement elle fut l'accession politique de la bourgeoisie au pouvoir en éliminant physiquement les symboles de la royauté, en l'occurrence la tête toute symbolique de Louis XVI. Mais, quand on vous tranche le symbole, ça fait quand même mal !

La révolution française fut aussi un combat, une première marche dans l'accession à de véritables droits pour les femmes : Rousseau et son *Emile* avaient remis l'enfant au sein et confiné les femmes à la maison dans l'espace domestique d'où l'enfant de Genève, en intransigeant helvétique ne voulait plus la faire sortir. Ah ! les Lumières n'éclairaient pas tout le monde. Rousseau pensait que les femmes contribuaient à la décadence des mœurs et du goût, en cette fin d'ancien régime marqué par le pouvoir excessif de celles-ci, avec leurs salons. Avec la révolution elles purent divorcer et furent libérées de l'autorité paternelle.

Olympe de Gouges, qui disait que les femmes avaient bien le droit de monter à la tribune puisqu'elles avaient celui de monter à l'échafaud, ne trouva, avec Mme Roland ou Mme de Staël, que bien peu de secours du côté des hommes, mis à part Condorcet ou Poulain de la Barre. Germaine de Staël pouvait écrire : *"Depuis la révolution, les hommes ont pensé qu'il était politiquement et moralement utile de réduire les femmes à la plus absurde médiocrité"*.

Olympe, amazone de la révolution, pensait que la tyrannie exercée sur les femmes était la véritable matrice de toutes les formes d'inégalité. Elle affichait ses textes sur les murs : l'affiche rouge c'est elle ! De nos jours, tout a changé ? De Ségolène Royal humiliée par le mufle Fabius à Edith Cresson rouée dans la fange des machos, en passant par les attaques rustiques des paysans envers Voynet, les arguments sexistes sont à l'appui des critiques politiques quand elles ne sont pas leur seul faire-valoir.

Quand le rap est contestataire, il est violent et affiche des pétasses sur des capots de grosse voitures. Keny Arkana ou Diam's créent dans un genre masculin sans s'affranchir totalement de lieux communs du rap. Pourtant un gouffre les sépare d'un Doc Gynéco !

Sous le Directoire, les hommes, moralistes, anatomistes ou médecins philosophes, trouvaient sous chaque pierre de leur chemin d'hypocrisie un calvaire à imposer au « sexe », celui chargé de la reproduction. Afin de ne pas leur accorder de droits à l'instruction et à la création, on reprochait aux femmes leur hystérie, et quand on avait fini avec cela, c'était le tour de leur impossibilité physique, grossesse ou règles ; Condorcet répondait en demandant si on excluait aussi les hommes atteints de la goutte. Quand on voulait en finir, on leur expliquait que c'étaient bien elles qui gouvernaient le monde, puisqu'elles tenaient le cœur des hommes dans leurs frêles mains, exerçant une tyrannie supérieure à celle des hommes. On les confondait dans l'enfance, dans une minorité éternelle, pour leur ôter tout droit politique.



Olympe de Gouges.

Le raisonneur pur qu'était Kant allait ajouter à la politique du cercle cette remarque : *"La dépendance de la femme l'empêche d'être une personnalité civile"*. Pas moyen d'en sortir.

Il suffit d'ailleurs de tourner, comme le font assez bien les hommes de ce siècle, tout en proverbes, en plaisanteries pour qu'elles deviennent des vérités absolues.

Une femme moins virulente que Théroigne de Méricourt qui elle mettait pantalon pour aller à l'Assemblée, écrivit une *Epître aux femmes* en 1797 (1). Elle y affirmait le droit de ses sœurs à la maternité comme à la création, au savoir comme à l'allaitement. Elle aurait pu prêcher avec virulence comme Olympes de Gouges mais elle choisit la colère modérée qui espérait réconcilier les femmes et les hommes, sans retrancher à ces derniers leurs prérogatives, mais en expliquant poétiquement qu'ils pouvaient gagner à la paternité sans perdre leur "virilité".

Constance Pipelet et ses sœurs Tricoteuses, à l'heure où les grandes écoles républicaines se créaient, devront attendre longtemps avant d'accéder à la culture et au savoir. Quant au pouvoir suprême…

Christophe Goby ■

(1) Constance Pipelet, *Epître aux femmes*.



Agri bio

ITALIE

Retour des coopératives

Avec un million d'hectares en bio, l'Italie est le premier pays européen pour l'exportation de produits bio. Après un fort développement de la vente dans les grandes surfaces, on assiste depuis quelques années à un retournement de tendance et à un fort retour des magasins spécialisés sous forme de coopératives. La restauration collective en bio connaît un grand succès depuis la loi de finances de 2001 qui a pris en charge une aide à la conversion. A Rome, 140 000 repas bio, équitables et locaux sont servis chaque jour dans les cantines publiques. On estime qu'ils sont un million dans toute l'Italie. *(Symbiose, mai 2007)*

Consommation en hausse

Selon l'Agence Bio, 40% des Français mangent au moins un produit bio par mois, 23% au moins une fois par semaine, 7% tous les jours. Si la consommation est nettement à la hausse, la production ne suit plus et les importations prennent de plus en plus d'importance.

Privatisation des semences

Les industriels semenciers ne s'en cachent pas : ils souhaitent faire évoluer les législations des différents Etats pour obtenir que seule l'utilisation des semences commercialisées soit autorisée. Sous prétexte d'invention de nouvelles semences — stériles à la génération suivante — ils essaient d'imposer leurs intérêts commerciaux. Or, si dans les pays du Sud, les semences sont produites entre 80 et 90% par le paysan... ce taux reste important dans les pays gros exportateurs de céréales : 65 à 90% en Argentine, Australie ou Canada. Le principe des semences commercialisables a été introduit dans les accords de l'OMC, Organisation mondiale du commerce. Le principal lobbye des semenciers, l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales, essaie de faire progresser cette obligation juridique en argumentant que les firmes perdent de l'argent en ne commercialisant pas toutes les graines ! Pour en savoir plus : *Grain,* réseau international d'information sur les semences*, Girona 25, pral., E-08010, Barcelona, Espagne, tél : 0034 933011381, www.grain.org.*

BELGIQUE

La fleur bleue

Die blauwe bloem, la fleur bleue, a vu le jour à Gand à l'initiative de Luuk Humblet et Mia Stockman, commerçants. Ayant un magasin spécialisé dans le bio, ils ont proposé à leurs clients de mettre en place un fonctionnement différent : une adhésion à une association permet de financer leur salaire, moyennant quoi, les produits bio sont ensuite distribués sans aucun bénéfice. Les commerçants deviennent salariés de l'association. Cela fonctionne maintenant avec une quarantaine de familles qui essaient au maximum d'anticiper sur leurs achats pour permettre des achats groupés auprès d'agriculteurs partenaires, les deux salariés cherchent les produits de la meilleure qualité possible, livrent les produits une fois par semaine, disposent d'un stock de dépannage pour les courses du dernier moment. Le résultat : pour les consommateurs, une plus grande qualité des produits pour un prix légèrement plus bas du fait de l'absence de gaspillage ; côté commerçant, optimisation du local, du temps, libération de l'idée de faire du chiffre pour pouvoir se payer puisque la rémunération ne dépend plus de la quantité vendue. Les commerçants ont alors un rôle de mise en relation, d'écoute des besoins et des possibles. Une formule entre le groupement d'achat et les Amap, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne. *La Fleur bleue, Lange Steenstraat, 52, B 9000 Gand.*

PUY-DE-DÔME

Altaïr

Altaïr est à la fois producteur, cueilleur et vendeur de plantes aromatiques et médicinales, biodynamiques et biologiques. Catherine et Vincent Segretain se sont installé dans les Combrailles, sur le haut de la vallée de la Morge. Ils accueillent chaque année de nombreuses personnes qui souhaitent se former ou simplement qui souhaitent vivre au plus près des plantes. Les cueillettes de plantes sauvages (une vingtaine d'espèces), dans des lieux privilégiés, se font uniquement manuellement en cherchant le meilleur moment. Les cultures complémentaires (une quarantaine d'espèces) se font sans moyens mécaniques excessifs. un catalogue des plantes séchées est disponible : *Catherine et Vincent Segrétain, Péry, 63410 Charbonnières-les-Vieilles, tél : 04 73 86 92 80.*



Altaïr.



DR

AUTRICHE

Restauration bio

Avec 14,6% de sa surface agricole en bio, l'Autriche détient le record européen. L'aide au développement de la bio dans ce pays a pris différentes formes, mais en particulier une aide importante a été apportée à assurer des débouchés dans la restauration collective. Avec succès puisqu'aujourd'hui il existe trois chaînes d'hôtels spécialisés dans la restauration bio. *(Symbiose, mai 2007)*

RHÔNE-ISÈRE

Insecticides par hélicoptères

La chrysomèle du maïs, un insecte destructeur, ayant été détecté dans l'Est du Rhône, le 4 septembre, cinq hélicoptères ont été envoyés par les services sanitaires pour épandre un insecticide sur les champs de l'est du Rhône et du nord de l'Isère. Sans tenir compte de la présence des agriculteurs bio, tous contaminés pour l'occasion.

Tous ensemble, éradiquons l'ambroisie ?

Croyez-le ou pas, mais il y a des hommes et des femmes courageux et désintéressés, qui luttent pour le bien de tous contre les fléaux qui accablent la planète, en toute discrétion.



Même si on n'entend presque jamais parler d'eux, ils sont toujours en première ligne, dans les combats les plus inégaux. Ainsi, la région Rhône-Alpes se bât depuis des années contre un envahisseur sournois et implacable : l'ambroisie.

L'ambroisie est peut-être, parmi toutes les mauvaises herbes, celle qui mérite le mieux son qualificatif. Non seulement elle colonise champs et jardins, mais en plus, son pollen est particulièrement dangereux et cause allergies, asthme, conjonctivites, eczéma et urticaire. Une personne sur dix est touchée, et ça empire d'année en année. Il suffit de cinq grains de pollen par mètre cube d'air à peine pour que les symptômes apparaissent !

Face au fléau, la région s'est mobilisée. Main dans la main, élus, fonctionnaires, agriculteurs, médecins et enseignants se sont unis dans la lutte.

La région a financé un site internet très complet (1). On peut y apprendre comment reconnaître l'ambroisie à différents stades de sa vie, comment ne pas la confondre avec des plantes anodines. On y apprend comment lutter contre elle, que l'on soit agriculteur, particulier, ou collectivité locale.

On y rappelle même, et c'est assez rare pour être souligné, que les combats environnementaux sont l'affaire de tous : “Le propriétaire, locataire ou gestionnaire doit s'occuper de son terrain en “bon père de famille” en y pratiquant un entretien à la fois régulier et adapté, de nature à empêcher la prolifération des pieds d'ambroisie”.

Parallèlement, puisque face à une telle menace, il serait stupide de lutter sur un seul tableau, les médecins et labos pharmaceutiques ont développé toute une gamme de réponses aux problèmes de santé causés par l'ambroisie : antihistaminiques, collyres et sprays nasaux, anti-allergiques, broncho-dilatateurs, vasoconstricteurs, corticoïdes locaux…

Les établissements scolaires aussi participent à la lutte, en apprenant aux plus jeunes à reconnaître la plante, et en organisant des sorties d'arrachage.

C'est ainsi que malgré les premiers échecs constatés, par le concours de tous, la lutte contre l'ambroisie pourra bientôt être gagnée.

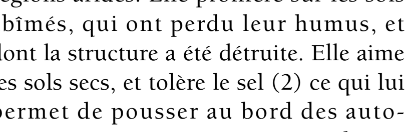
Une bien belle histoire, comme on aimerait en lire plus souvent !

Sauf que…

Sauf que, ce qu'oublient tous ces gens, c'est que l'ambroisie a, comme toutes les plantes, des vertus. Et l'une des vertus de l'ambroisie est d'être, comme beaucoup de plantes, bio-indicatrice. C'est-à-dire que sa présence nous renseigne sur un certain nombre d'éléments, tels que l'état des sols et le niveau de pollution.

Comment ce prodige est-il possible ? C'est simple. Chaque plante a ses forces et ses faiblesses. Si des graines d'une plante donnée se trouvent placées dans une situation qui ne leur convient pas, soit elles ne germent pas, soit la plante pousse trop difficilement pour soutenir la concurrence des autres plantes.

Or, l'ambroisie est une plante des sols pauvres, qui pousse volontiers dans les régions arides. Elle prolifère sur les sols abîmés, qui ont perdu leur humus, et dont la structure a été détruite. Elle aime les sols secs, et tolère le sel (2) ce qui lui permet de pousser au bord des autoroutes. Sa présence massive en Rhône-Alpes nous donne donc une information claire : les sols de la région sont en train de se désertifier, détruits par l'agriculture intensive, la pollution et l'urbanisation mal maîtrisée.



Or il se trouve, et, une fois de plus, ceux qui devraient en premier lieu le savoir ne le savent pas, il se trouve que les sols, c'est important pour l'agriculture, pour la santé (3) et que l'agriculture et la santé, ça pourrait peut-être être important pour l'homme, même au 21e siècle.

Voilà donc des centaines de personnes, représentant une somme de compétences considérable, probablement avec les meilleures intentions du monde, qui mettent depuis plusieurs années, avec un admirable acharnement et l'argent du contribuable, toute leur énergie à… casser le thermomètre qui nous enseigne que nous avons, tous, très très chaud aux fesses.

En donnant consciencieusement l'exemple aux jeunes générations, en plus.

Fabien ■

Association Sens de l'Humus
(Montreuil, Seine-Saint-Denis).

(1) www.ambroisie.info.
(2) Voir www.umwelt-schweiz.ch/buwal/fr/fokus/200508/box2/index.html.
(3) Voir http://senshumus.wordpress.com/2006/09/26/faut-qu%e2%80%99on-parle-du-sol-et-de-votre-sante/.



Autoproduction et développement social

Le Pades, Programme autoproduction et développement social est une association indépendante depuis 2002 mais existait comme programme en lien avec différentes associations depuis 1996. Elle regroupe quatre chercheurs : Guy Roustang, économiste et administrateur, Daniel Cérézuelle, sociologue, directeur scientifique, Muriel Derouard, chargée de mission études et évaluation et Bérangère Regnault, chargée de gestion financière.
Les travaux des deux premiers les avaient conduits au constat suivant : bien que les activités non monétaires jouent un rôle important dans le mode de vie des personnes bien intégrées, les politiques de lutte contre l'exclusion et la précarité ne faisaient rien pour favoriser l'accès des personnes en difficulté sociale aux ressources de l'économie non monétaire. Les quelques initiatives associatives qui allaient dans ce sens paraissaient avoir des effets sociaux intéressants mais elles étaient mal comprises et mal soutenues par des institutions sociales qui, légitimement soucieuses d'insertion dans la vie active, ne se préoccupaient que d'insertion par l'économie monétaire. Peu attentives aux dimensions non-monétaires de la vie économique contemporaine, les politiques de développement social négligeaient ainsi un outil efficace de lutte contre l'exclusion, la précarité et la crise du lien social.
Le Pades a donc mis en place des méthodes d'action pour les associations, les institutions, les collectivités locales en faveur de l'insertion par des activités non monétaires, ce que l'on peut qualifier aussi d'activités autonomes. Deux axes ont été particulièrement développés : les jardins familiaux pour l'autoproduction d'une partie de sa nourriture et la réhabilitation du logement. Le Pades a commencé également un travail sur la maîtrise de l'énergie afin de diminuer le coût de ce secteur dans son budget. *Pades 1, rue du Pré-Saint-Gervais, 93500 Pantin, tél : 01 42 96 22 52.*

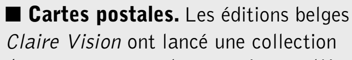
Economie distributive
Nouveaux débats

Nous vivons actuellement dans une société de redistribution avec un Etat qui collecte des impôts et qui les redistribue via des aides en nature (services publics) ou en argent (aides, subventions, crédits d'impôts…). L'économie distributive propose de réfléchir à comment éviter l'étape de l'Etat, source de pouvoir, de spéculations et de nombreux détournements. La revue *La Grande relève* contribue au débat depuis fort longtemps. En supposant que l'on n'ait plus besoin de gérer autant d'argent en bénéficiant tous d'un revenu d'existence et en échangeant plus directement ce dont on a besoin, revient sans cesse la question du travail que personne ne voudrait faire. Plusieurs solutions ont été avancées dont la plus fréquente est celle d'un "service civil" que l'on effectuerait à la fin de ses études pendant un temps proportionnel à la quantité de travaux qui resteraient à faire. Inconvénient de cette proposition : il faudrait un Etat fort pour imposer et contrôler ce service civil, ce qui ne correspond pas à l'approche libertaire de l'économie distributive. Autre solution avancée : un revenu monétaire supplémentaire à ceux qui font ces heures de travail, mais l'on risque alors de retomber rapidement dans les travers du capitalisme actuel. Une nouvelle proposition a été émise par un lecteur : que l'on joue sur le temps de travail. Celui qui accepte de faire du travail pénible ou inintéressant est dispensé de plus de temps sur d'autres tâches où il y a des volontaires pour le faire. Suite des débats dans *La Grande relève, 88, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet, tél : 01 30 71 58 04, http://economiedistributive.free.fr*

Médias

■ **Quatre saisons du jardin bio,** *Terre Vivante, domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.* Après 27 ans et ayant atteint 30 000 abonnés, la revue Quatre saisons du jardinage change légèrement de titre et se lance en kiosque… ce qui nécessite un doublement du tirage. Le contenu est sans changement : aux côtés des conseils de jardinage, une large ouverture à l'habitat sain.

■ **Cartes postales.** Les éditions belges *Claire Vision* ont lancé une collection de 45 cartes postales centrées sur l'écologie avec de belles images de nature et des citations (Hubert Reeves, Nicolas Hulot, Pierre Rabhi, Gandhi…). Avec en bonus un présentoir en bois certifié, des encres végétales et biologiques, des cellophanes biodégradables. *Claire-Vision Editions, parc scientifique, 9, avenue Einstein, B-1348 Louvain-la-Neuve, tél : (32) 10 65 45 90.*





■ **Des guides alternatifs régionaux en poche.** *Le p'tit gavroche* est une nouvelle maison d'édition dont l'objectif est de permettre de retrouver la richesse et la multitude des alternatives écologiques, solidaires et conviviales existant en France, dans chacune des 22 régions. Le tout à travers des guides alternatifs régionaux de poche… pour *alter'routard-e-s*, en quelque sorte ! Dans le cadre d'une coopération réciproque avec la revue écologiste *S!lence*, les éditions *Le p'tit gavroche* vont donc reprendre pas à pas la trace des alternatives déjà découvertes dans les numéros régionaux de *S!lence*,il y a quelques années de cela.
Ainsi, petit à petit, cette maison d'édition souhaite pouvoir faire le tour de France des alternatives, et vous aider à découvrir tout ce qui existe d'intéressant localement, dans votre région comme dans les autres.
Afin de ne pas freiner la diffusion des numéros régionaux de la revue *S!lence*, la maison d'édition s'est engagée à respecter un délai d'un minimum de deux ans entre la parution d'un numéro régional de *S!lence* et sa réactualisation complète possible, sous forme de guide de poche, par les éditions *Le p'tit gavroche*. Vous pourrez commander ces guides directement par correspondance en la contactant, ou en vous rendant en librairies où ces guides seront diffusés par le réseau Dif'Pop. Les premiers guides alternatifs sont :
- *Festivalternatif ! Guide des festivals & rencontres alternatives*(paru),
- *Travaillons moins & autrement ! Guide des métiers & formations alternatives* (novembre 2007),
- *Le Rhône en alternatives* (novembre 2007),

A paraître :
- *Livres comme l'air ! Guide des lieux ressources alternatifs & des librairies indépendantes*
- *Paris en alternatives*
- *La Bretagne en alternatives*

Ce sera ensuite le tour du Limousin, de l'Aquitaine, de la Provence Alpes Côte d'Azur, de la Franche-Comté…
Si l'aventure vous tente, n'hésitez pas à la contacter pour lui faire part de vos contacts, idées, envies, suggestions d'articles, de balades et reportages, afin d'en faire profiter les autres aussi ! Bien sûr, si vous êtes nombreuses et nombreux à aider la collecte des adresses et informations d'une région, la parution du guide alternatif qui lui correspond arrivera plus vite !
Editions le p'tit gavroche, 19, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, tél : 06 72 28 46 31, www.guidaltern.org.

Un autre Noël est possible

Si l'on vous parle de Noël dès maintenant, c'est parce que l'on vous propose une méthode anti-consommation qui demande un peu de temps de préparation.

La fête de Noël, chez les chrétiens comme chez les autres, tourne la plupart du temps à l'échange massif de cadeaux.

Aux Pays-Bas où je suis né, on fête la Saint-Nicolas le 5 décembre au soir. L'histoire rapporte que le saint dépose des paquets "par milliers" dans les chaussures des enfants sages. Pour cela, il se déplace sur un cheval blanc qui sait marcher sur les toits et il se fait aider par des Pierre noirs. Les enfants qui n'ont pas été sages sont emportés avec eux en Espagne… Depuis que l'Espagne est devenue une destination touristique et non plus un concurrent commercial dans les colonies, cela ne fait plus guère peur aux enfants.

Cela signifie que, comme en France, parents, grands-parents et amis se ruent dans les magasins. Ceux-ci annoncent faire un tiers de leur chiffre d'affaires à ce moment-là ! Et on recommence le lendemain parce que, dans les familles aux parents divorcés (tel était mon cas), on offre de nouveau des cadeaux aux enfants, mais cette fois chez l'autre parent.

Heureusement, viennent aussi de ce petit pays surpeuplé, des idées fort sympas. Elles s'appellent "surpriseavond", "lootjestrekken" et "sinterklaasgedichtjes" : soirée des surprises, tirer des noms et les poèmes de Saint-Nicolas. On peut les expérimenter ici pour Noël.

Pour cela, il faut se mettre d'accord en famille — à l'écart des enfants qui croient au Père Noël — le plus tôt possible. Chaque participant écrit son nom sur un bout de papier, les noms des jeunes enfants sont écrits sur un papier de couleur différente. Les papiers sont pliés, mélangés, puis chaque personne tire un papier d'adulte et éventuellement un de jeune enfant. Chaque personne ne va faire un cadeau qu'au seul nom qu'il trouve sur son papier et ceci de manière anonyme. Ainsi, dans une famille qui réunit 12 jeunes enfants et une quarantaine d'adultes, au lieu d'avoir à faire 40 x (12 + 39) = 2040 cadeaux, on n'en fait plus que 12 + 40 = 52. Plus on élargit la famille et plus on diminue le nombre de cadeaux.


DR

Variante 1 : on fixe un prix maximum par cadeau (par exemple 5 €), mais chaque cadeau doit être présenté dans un emballage original, bricolé par soi-même à partir d'objets de récupération, l'emballage devant avoir quelque chose en rapport avec la personne a qui on l'offre. Ainsi, j'ai eu un livre rembourré de tissu car je lisais beaucoup à 12 ans, une chaîne hi-fi en carton à 15 ans et des cassettes de musique, une maquette de chambre d'étudiant à 18 ans, puis une tour Eiffel en carton quand j'ai eu une copine française…

Variante 2 : chaque cadeau est accompagné d'un court texte ou d'une poésie que la personne qui distribue les cadeaux va lire à voix haute sans que celui à qui s'adresse ce texte en connaisse l'origine. Quand on ne sait pas quoi écrire, on peut commencer par "le père Noël pense à toi", la prochaine ligne rime avec "toi" et c'est parti…

Variante 3 : on supprime le budget pour acheter un modeste cadeau et on fait tout soi-même. Ainsi, ma sœur a reçu un théâtre de marionnettes, j'ai eu un ensemble de bain brodé à mon nom, un garage pour mes petites voitures. A l'âge de 10 ans, j'ai fabriqué un puzzle pour une tante… puzzle qu'elle a offert à mon deuxième enfant, son filleul, dix-neuf ans après. Rappelons-nous qu'avec cette méthode nous n'avons qu'un seul cadeau par an à fabriquer, ce qui n'est pas insurmontable. Et ces cadeaux offerts par un membre de la famille ont une valeur inestimable !

Voici quelques idées pour discuter dès maintenant avec vos frères et sœurs ; l'occasion de centrer la cérémonie des cadeaux un peu plus sur la personne et moins sur les objets. Car rappelez-vous que Noël, c'est d'abord la fête de la paix, du respect et de l'amitié.

Bas Van Zuijlen ■

BESANÇON

Confluence 6

En avril 2007, un collectif a décidé d'occuper deux étages des locaux du 6, rue de la Madeleine. Alors que la mairie annonce son intention de construire sur place des logements sociaux, le collectif, lui, rappelle que ces locaux ont été donnés à la municipalité en 1832 par un libre-penseur qui, à l'époque, avait mis comme condition que ces lieux restent "à jamais" un lieu d'éducation populaire.
Depuis le début de l'occupation, un ensemble de manifestations ponctuelles ou régulières a pu être mis en place, qui tend à répondre à ses préoccupations : mise en place d'ateliers d'échange de savoirs (langues, danses, couture, arts plastiques, technologies informatiques, etc.) et d'outils de démocratisation culturelle (ciné-club, université populaire), réappropriation collective de l'espace de la cour (guinguette, répétitions théâtrales publiques, etc.), création d'une scène slam, d'un atelier vidéo, d'un journal d'expression libre, ouverture de débats politiques par la rencontre avec d'anciens et de plus nouveaux porteurs de projets de société et développement de l'autogestion, accueil temporaire de compagnies théâtrales ou des arts du cirque ou de rue… Une association a vu le jour en juin pour servir d'interlocuteur avec la mairie et négocier un bail.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Vivre en conscience, agir autrement

Le collectif "de l'humus à l'humus" né au pays basque en 2005, organise du 2 au 18 novembre une quinzaine autour du thème "vivre en conscience, agir autrement". Au programme : une rencontre du 2 au 4 novembre sur la ferme basque Lurrama, à Bayonne ; un salon de l'écoconstruction et des technologies alternatives du 9 au 11 novembre à Mauléon ; un forum sur le thème du 16 au 18 novembre à Biarritz. Différents films seront proposés dans des salles de cinéma de la région. Le spectacle théâtral *Paroles de Terre* sera présenté par la Compagnie des Enfants du paradis. Pierre Rabhi devrait être présent pour présenter son Mouvement international Terre et humanisme ; une manifestation sur les côtes est organisée avec l'association Surfrider Europe ; des journées portes ouvertes sont organisées dans les AMAP, animation dans les rues avec l'Ethiket bus… *Association ARTS, collectif de l'humus à l'humain, route de Pilota Plaza, 64990 Mouguerre, tél : 05 59 31 89 76 (Christine Jermann).*

PARIS

Festival du livre et de la presse d'écologie



L'édition 2007 du Festival du livre et de la presse d'écologie se tiendra le dimanche 18 novembre, au Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Le thème de l'année est "La ville en vert et pour tous", avec une conférence d'Edgar Morin, la visite de lieux dédiés à l'écologie dans le monde virtuel de *Second Life*, un débat sur "les nouveaux métiers au service d'une ville écologique" avec Denis Baupin, adjoint Vert à la mairie, Roland Castro, architecte urbaniste, Jean-Louis Maupu, chercheur à l'Inrets, des représentants des éco-quartiers Vauban (Fribourg) et Bedzed (Londres). Un festival du Jeune public est organisé avec la revue *La Hulotte*… et différents prix. Entrée libre. Festival du livre et de la presse d'écologie, *Maison des Associations, Boite n° 9, 15, passage Ramey, 75018 Paris, tél : 08 71 37 10 93.*


DR

MORBIHAN

Ecovillage à Silfiac

La commune de Silfiac, 450 habitants, a mis en place une politique de "développement durable" avec plusieurs initiatives concrètes. Cet été, avec l'association Loisir-Vacances-Tourisme, elle a ouvert un centre de vacances de 120 lits avec de multiples recours aux techniques de l'habitat sain et une restauration qui donne la priorité à l'alimentation bio ou de qualité avec des fournisseurs locaux. L'écovillage touristique est interdit aux voitures. Le maire, Daniel Bieuzent, a également mis en place différentes mesures de protection du paysage, notamment en réalisant des haies bocagères le long de chemins de randonnée. En 2003-2004, la commune a créé un assainissement collectif par lagunage.Une association a vu le jour en 2005 pour collecter de l'épargne de proximité avec comme ambition la création et la gestion communale d'un site éolien. 200 000 euros ont ainsi été collectés et un projet de 4 millions d'euros a été adopté. Le permis de construire a été obtenu et les éoliennes devraient fonctionner fin 2007. Afin de maintenir les emplois locaux, une zone artisanale a été mise en place… aux normes HQE. Une collaboration est en cours avec le lycée du bâtiment de Pontivy pour mettre en place sur la commune une école de l'écohabitat. *Mairie, 56480 Silfiac.*

TOULOUSE

Les débats du GREP

Le GREP, Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective, organise des cycles d'information tout au long de l'année. Autour du thème "le désordre mondial", il recevra Geneviève Azam, sur le thème "nouveaux rapports de domination Nord-Sud" (17 octobre), François Morin, "troubles dans le système financier international" (14 novembre), Alain Tarrius, "les réseaux internationaux de l'économie informelle" (28 novembre), François de Ravignan, "comment nourrir 9 milliards d'individus" (12 décembre). Début 2008, un cycle abordera la question des libertés et des menaces actuelles… *GREP, BP 71340, 5, rue des Gestes, 31013 Toulouse cedex 6, tél : 05 61 13 60 61.*

VAR

Vendredi, c'est écologie

Vendredi 5 octobre à 19 h, la coopérative bio de Salernes, Cobionat et Ciné 83 présentent une rencontre-débat avec l'écrivain Laurent Dessart, auteur de "L'Afghanistan, précis historique" (Ed. L'Harmattan, 2005), autour d'un buffet bio suivi de la projection en VO sous-titrée du film "Osama" de Siddiq Barnak, au Cinéma La Tonnelle, à Salernes. Renseignements : *Bernard Blanc, tél : 04 94 70 68 46, berblanc@club-internet.fr.*

VAUCLUSE

Arbories

Jean-François Duch, sociologue de l'environnement, s'intéressait aux usages sociaux de la nature. En 2004, en s'installant dans



Végétarisme

■ **Journées mondiales végétariennes.** Du 1er au 6 octobre, un peu partout, des groupes végétariens proposent des repas, tiennent des stands, favorisent les rencontres. En France, ces actions sont coordonnées par l'A*ssociation végétarienne de France, 11 bis, rue Gallier, 77390 Chaumes-en-Brie.*

■ **Président de la république**. Janez Drnovsek, président de la Slovénie a déclaré : "Je suis végétarien depuis quelques années et tout récemment végan, ce qui signifie que je ne consomme ni lait, ni produits laitiers, ni œufs. Il reste encore un choix abondant d'aliments végétaux qui suffisent amplement à nos besoins".

■ **Bon pour le climat.** La FAO, Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a publié un rapport sur les conséquences de l'augmentation régulière de la consommation de viande dans le monde. Si les troupeaux de bétail produisent moins de CO_2 que les transports, ils produisent énormément de méthane et NO_x, deux autres gaz à effet de serre. La FAO conseille donc d'aller vers une consommation moindre de viande. Le végétarisme est donc aussi une solution pour lutter contre le changement climatique.

■ **Courir nu contre la corrida.** Chaque année, à Pampelune (Pays basque espagnol), se tiennent des fêtes en faveur de la corrida avec des lâchers de taureaux dans la ville. Pour protester contre les corridas et pour le végétarisme en général, chaque année, les associations de défense animale se donnent rendez-vous pour manifester… nu ! Cette année, environ 1500 personnes venues de toute l'Europe ont défilé au milieu des festivités officielles.



DR

■ **Provence : spiruline.** La spiruline est une micro-algue qui contient beaucoup de protéines (30 fois plus à l'hectare que la viande !). C'est un excellent complément nutritionnel pour les végétariens. Cultivée à l'origine dans les pays chauds, elle est aujourd'hui produite sous serre notamment en Provence où une association s'est mise en place : PASS, Producteur associés de spiruline du Sud. Cette association regroupe déjà une dizaine de producteurs dont les adresses sont sur le site *: www.spiruline-filao.com ou sur demande au 04 42 03 49 00*.



Marie Clem's

ALPES-MARITIMES

Hélichryse

L'association Hélichryse propose à partir de novembre une formation en phyto-aromathérapie à Grasse. Elle propose aussi ponctuellement des formations sur les huiles essentielles, sur les médecines naturelles, sur les connaissances des plantes… *Hélichryse, La Commanderie, 06750 Valderoure, tél : 04 93 60 39 63.*

le Lubéron, il crée avec sa femme l'association Arbories, qui étudie comment créer des espaces de vie en lien avec la nature et plus particulièrement la forêt. Il valorise au maximum la récupération des objets pour de petites unités d'habitation, plus ou moins éphémères. *Association Arbories, Les Chênes, 84480 Bonnieux, tél : 04 90 75 80 55*.

BOUCHES-DU-RHÔNE

3e festival du film militant d'Aubagne

Le troisième festival du film militant se tiendra du 9 au 13 octobre à la MJC d'Aubagne avec des films sur l'engagement social, politique, artistique, écologiste, humaniste… et la production indépendante, alternative de films. Le festival est non compétitif : aucun classement, aucun prix ! Du clip au long métrage, tous les formats sont présentés au public. Covoiturage organisé pendant la durée du festival. *Festival du film militant, SPID, Le Voltaire, avenue Roger-Salengro, 13400 Aubagne, tél : 04 42 03 48 61.*



TOULOUSE

Menaces sur la Chapelle

La Chapelle est un lieu d'expérimentation sociale, politique et artistique installé dans une ancienne église depuis 1993, animé par les associations *Planète en danger* et *l'Atelier idéal*. Le lieu a été restauré tout au long des années tout comme le jardin ouvert au public. Il est devenu un lieu d'expositions, de réunions et de spectacles, accueillant également deux AMAP où les habitants du quartier Compans-Cafarelli ont leurs habitudes. Le lieu appartient au diocèse qui n'a jamais demandé l'expulsion. En 2006, les habitants du lieu apprennent que le diocèse est en négociation avec l'association *Habitat et humanisme* pour y construire des logements sociaux. En février 2006, quelques jours avant l'entrée en application du nouveau plan d'occupation des sols de Toulouse, *Habitat et humanisme* dépose un permis de construire. Or ce nouveau POS, à la demande du comité de quartier, classe les trois-quarts du lieu en espace protégé inconstructible. Commence alors une confrontation entre l'association caritative qui veut faire là du logement social… et des militants associatifs qui multiplient les happenings pour interroger sur cette volonté de construire sur un lieu qui allait être classé. *Habitat et Humanisme* souffle le chaud et le froid… jusqu'au 13 août 2007 où un permis de construire est accordé pour la construction d'un immeuble avec parkings, deux étages et neuf logements… sur l'espace vert. L'église serait maintenue… avec un accès par un couloir, ce qui laisse présager une volonté d'étouffement progressif. Les associations qui occupent les lieux ont donc lancé différentes actions pour demander que soit respectée la décision des habitants du quartier. *L'Atelier idéal, 36, rue Casanova, 31000 Toulouse, tél : 05 61 12 37 55, www.abri.org/atelier-ideal.*



DR



Alternatives

AIX-LES-BAINS

Forum Terre du Ciel

Le 19e forum Terre du Ciel se tiendra les 13 et 14 octobre au centre des Congrès d'Aix-les-Bains (Savoie) sur le thème "la force de l'amour, transformation personnelle et participation à la vie du monde". Une bonne vingtaine d'intervenants impliqués dans le développement personnel et/ou la recherche spirituelle. Programme : *Terre du Ciel, BP 1094, 69202 Lyon cedex 01, fax : 04 78 30 86 32.*

ARDÈCHE

Rencontres Nature Culture

Les troisièmes rencontres Nature Culture se tiendront les 9 et 10 novembre au centre des Mésanges, à Darbres. Thème de cette rencontre : comment faire se rencontrer *Homo faber*, l'homme qui fait, avec *Homo sapiens*, l'homme qui pense ? Vendredi 9 au soir : soirée contes ; samedi 10 : ballades nature contées, discussions autour du thème, exposition photographique, forum d'idées et ateliers avec la présence de Louis Espinassous, naturaliste et conteur, Mohammed Taleb, philosophe et écoformateur, Frédéric Jacquemart, président de la FRAPNA-Ardèche et du GIET, Michel Leynaud, photographe, la compagnie Batifol, Richard Morin, poète facétieux... *FRAPNA-Ardèche, Le Village, 07200 Saint-Etienne-de-Fontbellon, tél : 04 75 93 41 45.*

ISÈRE

Festiforum

La deuxième édition du Festiforum se tiendra les 5, 6 et 7 octobre à Saint-Antoine-l'Abbaye. Le vendredi 5, à 19h, débat sur "une fédération des consciences" avec Pierre Rabhi, Philippe Derruder, Jean-Marc Governatory. Samedi 6 et dimanche 7 octobre, ateliers divers : éco-hameaux, écosites, habitats groupés, économie locale sociale et solidaire, écologie et solidarités, synergie entre actions, bioconstruction, écologie pratique... Chaque soir, concerts, bal, théâtre. Villages de la paix avec stands et interventions artistiques. *Association Les Clés, tél : 04 76 64 94 90, www.festiforum.org.*



Fêtes, foires, salons

(le signe ❄ indique que S!lence est présent)

■ **Cher : 3e festival international du film écologique.** 4 au 7 octobre, au parc d'expositions des Rives d'Auron, marché bio, salon de l'éco-construction, espace médias, projections de films, forum des organisations environnementales, remise des prix le samedi soir, projection des films primés le dimanche après-midi. *Agence culturelle de Bourges, BP 121, 18003 Bourges cedex, tél : 02 48 24 93 32.*

■ **Poitiers : 6e Respire, bio et bien-être.** 5 au 8 octobre au parc des expositions Les Arènes. Alimentation bio, habitat naturel, espace bien-être, commerce équitable, démonstrations et conférences. *Loire-Evénement, 19, place de la Paterne, 48400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.*

❄ **Isère : 2e Festiforum.** 5 au 7 octobre, à Saint-Antoine-l'Abbaye sur le thème "un monde en marche". *Association Les Clés, écosite de la Clairière, 38160 Dionay, tél : 04 76 64 94 90.*

■ **Drôme / Alpes-de-Haute-Provence : 24e foire de Montfroc.** 6 et 7 octobre à Montfroc, entre Sisteron et Buis-les-Baronnies. L'une des foires les plus importantes en plein air et aussi l'une des plus conviviales. *Amis de la foire bio de Montfroc, Nadine Bonis, Le Coulet, 04200 Les Omergues, tél : 04 92 62 01 08.*

■ **Belgique : 25e Aubépine.** 6 et 7 octobre au Hall polyvalent d'Arlon. Thème de l'année : l'eau. Conférences du samedi : le sommeil naturel (15h), le compostage à domicile (15h), GSM, téléphonie mobile et santé (17h), conférences du dimanche : les indiens contre les rois du pétrole (11h30), créer une mare (13h), fertiliser naturellement (13h), les conserves naturelles (15h), l'eau en bouteille (15h), boire son eau de pluie (17h)... *Nature et Progrès, 520, rue de Dave, 5100 Jambes, tél : 063 22 57 46.*

❄ **Lot-et-Garonne : 19e Horizon Vert**. 6 et 7 octobre, parc des expositions de Villeneuve-sur-Lot, 280 exposants dans tous les domaines de l'écologie. Conférences : Comment les riches détruisent la planète avec Hervé Kempf (vendredi 5 à 21h), quel climat pour demain ? (samedi 6 à 14h), Alimentation citoyenne et AMAP (15h30), Nucléaire, la grande arnaque avec Stéphane Lhomme (17h15), les enjeux du vélo en ville (18h30), banques françaises, banques fossiles ? Avec Sébastien Godinot (dimanche 7 à 11h), Face à la croissance capitaliste, décroissance ou développement avec Jean-Marie Harribey et Jean-Paul Besset (14h), techniques de construction écologique (17h15)... *Horizon vert, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 10 10.*

■ **Haute-Loire : 7e fête bio de Beaulieu.** 7 octobre, sur la place du village, produits bio, stands associatifs, fabrication de pain en continu, dégustation de fromage bio... *Haute-Loire biologique, Hôtel interconsulaire, BP 343, 43012 Le Puy-en-Velay cedex, tél : 04 71 07 21 19.*

■ **Isère : 7e Définitivement bio.** 7 octobre dans la grande cour de l'Abbaye de Saint-Antoine-l'Abbaye. Une cinquantaine d'exposants, au sein du Festiforum sur le même week-end. *Office de tourisme, place Ferdinand-Gilibert, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 44 46.*

❄ **Isère : C'est tout Vert.** 7 octobre au Centre Equinoxe de la Tour-du-Pin (à côté de la gare). Le 6 au soir : conférence sur les déchets. *Association GUEPE, 645, grand chemin de Leyssins, 38490 Chimilin, tél : 04 76 32 59 00.*

❄ **Haute-Marne : 5e foire bio de Chaumont.** 7 octobre sous le marché couvert et dans la rue piétonne voisine. *GAB 52, FRAB, BP 525, 51009 Châlons-en-Champagne, tél : 03 26 64 96 81.*

■ **Bouches-du-Rhône : Hélios, salon des énergies renouvelables.** Du 12 au 14 octobre à l'Europole d'Aix-en-Provence. *Sud Events, Patrick Rostan, 30, avenue de la Grande-Bégude, 13770 Venelles, tél : 04 42 64 60 60.*

■ **Yvelines : 4e Ecofestival "Changeons d'air".** 13 octobre à la base de loisirs de Verneuil-sur-Seine. Thème de l'année : l'eau. Conférences, animations, concerts, stands associatifs... *Energies solidaires, espace Senet, 121, rue Paul-Doumer, 78510 Triel-sur-Seine, tél : 01 39 27 33 82.*

❄ **Ille-et-Vilaine : 16e Ille-et-Bio.** 13 et 14 octobre à l'espace Galactée de Guichen, thème de l'année : "le monde se réinvente". 25 conférences. 170 exposants. *Culture Bio, 43, rue des Fagues, 35580 Guichen, tél : 02 99 52 02 90.*

❄ **Ariège en bio**. 14 octobre à Saint-Lizier (Couserans), 130 exposants, marché de producteurs, pôle habitat écologique et énergies renouvelables, artisanat local et commerce équitable, village associatif, conférences et ateliers. *Civam Bio, Cottes, 09240 La Bastide-de-Sérou, tél : 05 61 64 01 60 ou Office de tourisme de Saint-Lizier, tél : 05 61 96 77 77.*

■ **Gap : vivre autrement.** 14 octobre, avenue Jean-Jaurès : alimentation bio, construction saine et énergies renouvelables, santé au naturel, artisans d'art, artistes. *Acteurs économiques de Gap sud, 75, avenue Jean-Jaurès, 05000 Gap, tél : 06 76 93 28 73.*

❄ **Haute-Vienne : 4e journées de l'éco-habitat.** 20 et 21 octobre, sur le site de la Monnerie, entre Cussac et Oradour-sur-Vayres. Espace professionnel, espace sensibilisation, espace débat avec différentes tables-rondes. *Parc naturel régional Périgord-Limousin, 24300 Abjat-sur-Bandiat, tél : 05 53 60 34 65.*

■ **Haute-Garonne : 2e Erables 31.** Dimanche 21 octobre au parc de la Ramée à Tournefeuille, près de Toulouse. Foire aux produits bio, écologiques, solidaires. Thème de l'année : la biodiversité. Une centaine d'exposants. *Erables 31, Endoumines, 31350 Escanecrabe, tél : 05 61 88 73 16.*

■ **Angers : 3e Respire, bio et bien-être.** 26 au 28 octobre au parc des expositions. Alimentation bio, habitat naturel, espace bien-être, commerce équitable, démonstrations et conférences. *Loire-Evénement, 19, place de la Paterne, 48400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.*

■ **Jura : 6e Humeur bio.** 27 et 28 octobre à Longchaumois (vers Morez). Techniques agricoles respectueuses de l'écologie, échanges entre producteurs et consommateurs. *Humeur bio, 12, rue de la Poyat, 39200 Saint-Claude*

■ **Saône-et-Loire : Aquaviva.** 2 au 4 novembre à Paray-le-Monial. *Centre France Organisation, 8, champ du Montillet, 71800 Gibles, tél : 03 85 28 06 18.*

■ **Tarn-et-Garonne : 4e Santé nature.** 3 et 4 novembre à Castelsarrasin, salle Jean-Moulin. Entrée gratuite. *Le Trèfle Vert, La Gayre, 82370 Varennes, tél : 06 75 38 62 29.*



Formations

DR

■ **Aisne : construction en fibres végétales.** Les associations Globe 21 et La Maison en paille organisent du 22 au 26 octobre, au lycée agricole de Crézancy, un stage de formation sur ce thème. Renseignements : *David Descamp, Globe 21, ferme du ru Chailly, 02650 Fossoy, tél : 03 23 71 68 60.*
■ **Allier : concevoir et construire un bâtiment basse consommation.** L'association Apromer propose des journées "approche globale des critères bioclimatiques des bâtiments à basse consommation, choix des matériaux, recours aux énergies renouvelables" les 6, 20 et 27 octobre. Renseignements : *APROMER, Canivet, 03250 Le Mayet-de-Montagne, tél : 04 70 59 76 59.*
■ **Loire : architecture bioclimatique.** Le Greta du Roannais, avec l'association Oïkos, organise différentes formations sur l'architecture bioclimatique : le pisé (3 au 5 octobre), l'eau dans la maison (8 au 10 octobre), les énergies renouvelables (10 au 12 octobre), solaire passif et éco-matériaux (16 au 19 octobre). *Greta du Roannais, 4, impasse Champromis, 42300 Roanne, tél : 04 77 23 05 05.*
■ **Savoie : habitat sain.** L'ASDER, Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, avec l'association Oïkos, propose plusieurs modules de formation : le développement durable appliqué à la construction (8 au 10 octobre), les matériaux et les ressources (11 et 12 octobre), maîtrise de l'énergie dans l'habitat (15 et 16 octobre), les renouvelables dans l'habitat (17 et 18 octobre), l'ossature bois et bottes de paille (22 au 25 octobre), chaux pour bétons et enduits (12 au 14 novembre), l'eau (19 et 20 novembre), l'installation électrique (22 et 23 novembre), les peintures naturelles (26 et 27 novembre). *ASDER, 562, avenue du Grand-Arietaz, 73094 Chambéry cedex 9, tél : 04 79 85 88 50.*

GRANDE-BRETAGNE

Projet d'éco-villes

Gordon Brown, successeur de Tony Blair, a présenté le 13 mai dernier le plan "logement" des travaillistes. Constatant le manque de logements sociaux, il a proposé une accélération de la construction de ces logements en les incluant dans un concept d'écovilles. Cinq quartiers sont ainsi en projet où les logements seraient neutres ou faiblement émetteurs de gaz à effet de serre, où l'électricité serait produite localement, où les réseaux de distribution donneraient la priorité aux piétons, aux vélos et aux transports en commun. Le projet le plus avancé est le site d'une ancienne caserne militaire du Cambridgeshire (est de l'Angleterre) actuellement utilisé comme centre pour les demandeurs d'asile et où pourraient être construits 10 à 20 000 logements économes.

L'ancien aussi doit respecter des normes

Si l'on sait faire des maisons qui ne consomment plus rien (maisons passives), voir qui produisent de l'énergie (maisons à énergie positive), le problème est que le renouvellement du parc de l'habitat est extrêmement lent : environ 2 % par an, alors que les maisons anciennes sont très consommatrices d'énergie. Jusqu'à maintenant, la rénovation de ces maisons ne relevait d'aucune contrainte. A partir du 1er novembre 2007, il n'en sera plus de même : un décret du 21 mars 2007 complété par un arrêté du 17 mai 2007 oblige désormais le restaurateur à atteindre un minimum de performances énergétiques. Les contraintes concernent aussi bien l'enveloppe du bâtiment (nécessité d'isoler), que les systèmes de chauffage et de production d'eau chaude, de refroidissement, de ventilation et d'éclairage.

PARIS

Bâtir écologique

La quatrième édition du salon Bâtir Écologique se tiendra les vendredi 30 novembre, samedi 1er et dimanche 2 décembre 2007 à la Cité des Sciences et de l'Industrie, à Paris. Les résultats d'un concours lancé dans les écoles d'architectes sur "la salle d'eau saine et écologique" seront présentés au public. Une centaine d'exposants et de nombreuses conférences. Programme : *La Maison Écologique, Le Petit Bourg, 35630 Bazouges-sous-Hède, tél : 02 99 37 06 97.*

LOIRE-ATLANTIQUE

Exposition itinérante

La commune de La Chapelle-sur-Erdre a mis en place une exposition de 300m² dédiée à l'habitat et au jardinage écologiques. Présentée comme une maison avec ses différentes pièces, l'exposition sera visible pour la première fois au festival Solid'air que la commune organise du 23 au 25 novembre 2007. Elle sera ensuite disponible en location pour d'autres événements ou pour des associations. *Emmanuel Dion, Hôtel-de-Ville, 44240 La Chapelle-sur-Erdre, tél : 02 51 81 87 87.*

Effinergie Label basse consommation



L'association *Effinergie* a lancé un label pour les bâtiments basse consommation, label qui reprend les grandes lignes du label suisse *Minergie*, mais adapté à la législation française et en tenant compte des particularités climatiques des régions. Elle espère ainsi contribuer à accélérer la prise de conscience concernant l'énorme potentiel d'économie d'énergie présent dans l'habitat. Le label est donc attribué régionalement à des bâtiments où les besoins de chauffage et de climatisation sont très faibles, où l'isolation est renforcée, où la qualité de l'air est garantie malgré une forte étanchéité, où le chauffage résiduel est assuré par des systèmes performants (récupération de chaleur, chaudière à condensation...), où sont utilisées les énergies renouvelables, le tout avec une qualité de mise en œuvre. Plusieurs régions se sont associées à la démarche : Alsace, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes ainsi que le CSTB ou des associations comme l'AJENA. *Collectif Effinergie, 126, rue du Cep-de-Vigne, 34160 Castries, tél : 06 61 51 61 51 ou 4, avenue du recteur-Poincaré, 75016 Paris.*

DR

Les logements "Bedzed " au sud de Londres.



Déchets

LONDRES

Tri sélectif

Sur un "dépôt" qui occupe une superficie de près de deux hectares et demi et qui comprend un personnel de 700 agents (…) il entre quinze à vingt voitures par heure, jour et nuit, toute l'année (…) les détritus et rebuts amenés sont répartis en deux catégories différentes : les ordures végétales ou organiques et les ordures sèches (…) la majeure partie des ordures végétales est directement déchargée dans un chaland amarré le long du quai. Il y en a 852 qui sont destinés à transporter ces ordures jusqu'à certains villages situés aux bords de la Tamise où des fermiers les rachètent comme engrais (…)". Certains déchets trop mélangés vont en incinérateur "on recueille avec soins les cendres que les briquetiers rachètent". Le reste est "envoyé aux magasins de triage, vaste hangar couvert, d'une vingtaine de mètres de longueur où s'agite une armée de vieillards, d'enfants et de femmes surtout". "Le papier que l'on trouve en assez grande quantité est réuni en paquets de 250 kg et envoyé en Allemagne ou en Hollande (…) les bons bouchons sont retaillés, les mauvais réduits en poudre servent à la fabrication des paillasson et du linoléum. Les bouteilles d'eau non cassées sont en général rachetées par des maisons de gros (…) Un entrepreneur paie pour avoir le droit d'emporter toutes les boîtes en fer blanc, (…) la ferraille et la ficelle". Nous sommes à Londres en 1895 (article paru à l'époque dans la revue *Nature*). Comme quoi nous n'avons guère fait de progrès dans la gestion de nos déchets ! Si ce n'est qu'aujourd'hui ils sont plus complexes et plus toxiques.

Recyclage en panne

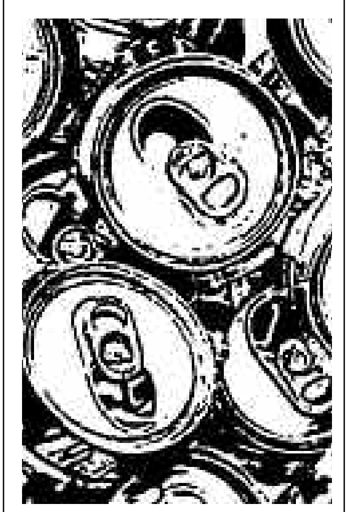
Depuis août 2005, la loi oblige ceux qui vendent des appareils électroménagers à accepter le retour des appareils usagés afin de faciliter le recyclage de ces encombrants. Une étude faite par l'*UFC-Que Choisir ?* un an après dans 1303 points de vente montre que 53% d'entre eux refusent de reprendre les anciens appareils.

Directive européenne dangereuse

Officiellement, l'Union européenne s'apprête à adopter une déréglementation des emballages pour permettre aux entreprises d'avoir toutes les formes d'emballage possible pour éviter la place perdue du fait du vide parfois observé actuellement et aussi pour mieux coller "aux besoins des consommateurs". Différentes associations, dont le Cniid, sont intervenus pour protester : cette déréglementation risque de provoquer une multiplication des formes, pour des raisons de marketing essentiellement, la multiplication du suremballage allant jusqu'aux emballages individualisés… et va remettre en cause des politiques intelligentes comme en Allemagne où les bouteilles de boisson sont forcément en verre, de seulement quelques formats différents pour pouvoir être réutiliser n'importe où et éviter de coûteux transports de recyclage. *Cniid, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.*

Que faire du mercure ?

L'Union européenne a interdit l'usage du mercure, un métal lourd particulièrement toxique. Le 28 juin 2007, le Conseil des ministres de l'environnement s'est penché sur la question suivante : que faire du mercure disponible ? Un collectif d'associations dont, en France, le Cniid, Centre national d'information indépendante sur les déchets, demandent au minimum l'interdiction de son exportation et un stockage sous surveillance. Les ONG dénoncent les exportations vers les pays les plus pauvres où le mercure provoque des contaminations graves. Elles demandent que cette interdiction s'applique également aux composés mercuriels pour éviter la tentation de passer par ce biais pour se débarrasser d'un déchet gênant et dangereux.
Cniid, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.



Recyclage ou réutilisation ?

Si le recyclage constitue une économie évidente de matière première, le débat reste ouvert sur d'autres domaines. Du fait des distances parcourues pour assurer ce recyclage (selon l'Ademe, un tiers des poids lourds circulant en France transportent des déchets !), le bilan énergétique et donc celui sur les émissions de gaz à effet de serre, peut être très négatif… non par rapport à une fabrication, mais par rapport à des solutions de réutilisation. L'exemple des ressourceries qui favorisent la réutilisation locale dans un certain nombre de domaines devrait servir d'exemple pour étudier comment généraliser la réutilisation… quand on ne peut empêcher la production.

BRETAGNE

Pollution à la dioxine

Des échantillons de lait collectés en Ille-et-Vilaine, dans le Morbihan et en Loire-Atlantique, présentaient, début août, des taux anormaux de dioxine (jusqu'à 13 picogrammes alors que la limite autorisée en France est de 3). Le lait des exploitations concernées a été confisqué et des recherches sont menées pour connaître l'origine des dioxines… le plus souvent présentes dans les fumées des incinérateurs.

PUY-DE-DÔME

Manifestation contre l'incinérateur

L'agglomération de Clermont-Ferrand compte 710 médecins. 468 d'entre eux ont signé un appel dénonçant les risques sanitaires que pose l'incinération et conteste la volonté de l'agglomération de construire une usine à Beaulieu. Malgré cela, les élus s'entêtent, estimant qu'il n'y a pas d'autres solutions. La réduction des déchets à la source n'a pourtant pas été prise en compte dans le plan d'élimination des déchets départemental.
Une manifestation contre l'incinérateur est organisée le samedi 6 octobre à 14h30 devant le conseil général, rue Saint-Esprit à Clermont-Ferrand.
Cciipac, Collectif contre l'implantation d'un incinérateur à proximité de l'agglomération clermontoise, chemin du petit Gandaillat, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 28 39 02 ou 06 08 99 05 65.



Semaine pour la réduction des déchets

Cette semaine, organisée par l'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, se déroulera du 3 au 11 novembre 2007.
Des initiatives sont proposées par les collectivités, les établissements scolaires, les associations… Programme sur le site internet : *www.reduisonsnosdechets.fr*.

La pollution invisible du Rhône

Une grave pollution aux PCB descend lentement les eaux du Rhône depuis une vingtaine d'années… et atteint aujourd'hui, la Méditerranée.

Le Grand Large est un vaste plan d'eau, en amont de Lyon, où les amateurs peuvent s'exercer aux sports de voile. Comme le parc de Miribel Jonage voisin et ses nombreux lacs, il sert de réservoir d'eau pour la communauté urbaine de Lyon en cas de pollution de l'eau du Rhône. Aujourd'hui, on peut y voir, comme partout au bord du fleuve, des pancartes qui annoncent *"l'extraction de tout produit de l'eau pour la consommation humaine ou animale est interdite"*. La pollution au PCB, qui touche le Rhône depuis une vingtaine d'années, a réussi à passer au-delà des barrières symboliques : là aussi, les poissons présentent des taux alarmants de ces molécules proches des dioxines.

Un produit Monsanto

Les PCB (polychlorobiphényles) sont des molécules artificielles mises au point par la multinationale Monsanto dans les années 30. Aux Etats-Unis, elles étaient vendues sous la marque *Aroclor*, en France sous le nom de *Pyralène*. Les PCB ont été utilisés pour leur propriété à résister à des températures plus élevées que les huiles de moteur. Ils ont ainsi été utilisés massivement dans les transformateurs électriques, les condensateurs, dans des systèmes hydrauliques et d'échange thermique. Les PCB présentent la particularité d'être facilement solubles dans les solvants organiques…

Multiples accidents

Alors que plus d'un million de tonnes ont été commercialisées dans le monde, on s'est rendu compte assez vite que ces molécules très stables avaient l'inconvénient de passer dans les graisses et d'y rester… d'où leur accumulation le long des chaînes alimentaires.

En 1978, à Taiwan, plus de 2000 personnes sont contaminées par l'ingestion d'huile contenant des PCB. En 1982, l'incendie d'un transformateur à Silkwoth, aux Etats-Unis, provoque une contamination massive. Cet incendie va conduire, en 1985, à l'interdiction des PCB aux Etats-Unis.

En France, à partir de 1977, les usages de PCB sont progressivement restreints et il n'est plus autorisé que comme huiles dans les transformateurs. En 1984, un accident dans une centrale thermique, au Havre, provoque l'écoulement d'une tonne de PCB dans un atelier : des ouvriers sont touchés. Le 14 janvier 1985, un incendie se déclare dans un transformateur se trouvant dans un immeuble à Reims. 200 personnes sont contaminées, l'immeuble sera rasé. Un incendie dans un transformateur de l'usine hydroélectrique de Cusset, à Villeurbanne, près de Lyon, le 29 juin 1986, relâche un nuage chargé de dioxines. Cinq cents personnes y sont exposées. La coupe est pleine et, le 1er juillet 1986, les PCB sont définitivement interdits (1).

Que faire des stocks ?

Au moment de l'interdiction, EDF estime qu'il y a des PCB dans plus de 11 000 de ses transformateurs… et dans environ 100 000 transformateurs privés dispersés dans les différentes usines.

Le gouvernement confie alors à l'usine Trédi, dans la zone industrielle de Saint-Vulbas, au bord du Rhône, à côté de la centrale nucléaire de Bugey, la mission de brûler sous très haute température ces molécules toxiques. En théorie, si les PCB sont brûlés à plus de 1400°C, on évite la formation de dioxines. L'usine peut alors en brûler 5000 tonnes par an. Ses capacités seront progressivement revues à la hausse. L'usine est alors présentée comme étant propre. Mais entre la théorie et la pratique…

Lente pollution

Rapidement, la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) interroge les autorités sur le fonctionnement de l'usine, craignant une pollution du Rhône. Progressivement, les autorisations de rejets de l'usine sont revues à la baisse et aujourd'hui, l'usine Trédi (groupe Séché depuis 2002) se voit obligée d'aller vers le rejet zéro.

Des analyses réalisées par des pêcheurs montrent pourtant l'arrivée d'une pollution au niveau des graisses des poissons. Le 14 octobre 2005, le préfet de région publie un arrêté interdisant la consommation de poisson du Rhône entre l'usine Trédi et Lyon. De nouveaux arrêtés sont pris au fur et à mesure que les analyses montrent que les poissons sont contaminés en aval. L'interdiction est étendue jusqu'à Vienne (Isère), puis Valence (Drôme), puis Avignon (Vaucluse), enfin le 7 août 2007, l'interdiction a été portée jusqu'à l'estuaire en Camargue… soit plus de 250 km de pollution !

Les analyses montrent une pollution de quatre à dix fois supérieure aux limites autorisées, avec des records pour les poissons de fond qui fouillent dans les vases et les sédiments. Trédi a accusé des rejets sauvages dans le fleuve, mais les analyses montrent un triplement de la pollution entre l'amont et l'aval de l'usine.

Les analyses sur les poissons permettent de découvrir d'autres pollutions ignorées jusqu'alors. En particulier, la présence de dioxines provenant le plus probablement du ruissellement de l'eau de pluie sur les résidus provenant des incinérateurs.

Les institutions officielles (Cemagref, Diren…) ont mis en place des mesures de surveillance et d'analyse, mais mesurer la pollution ne l'arrête pas. Vu la durée de vie des PCB, on peut penser que le Rhône restera contaminé, avec ou sans nouvelle pollution, pendant encore de nombreuses années.

Principe de précaution ?

Ainsi une molécule mise au point par Monsanto dans les années 30, interdite dans les années 80, continue son œuvre de destruction aujourd'hui. Voilà qui nous annonce des perspectives inquiétantes : aujourd'hui, la même firme Monsanto essaie de nous imposer ses OGM, mais aussi son sucre artificiel, l'Aspartame (2), et d'autres produits chimiques dont nous ne mesurerons les effets sans doute pas avant des années.

Francis Vergier ■

(1) *Silence* n°84, 14 septembre 1986.
(2) Molécule inventée en 1974, commercialisée en 1976… elle fait l'objet de nombreuses suspicions depuis 1980. *The Ecologist* de septembre 2005 y consacre un dossier.

Petite phrase

"Une augmentation de 2°C n'est pas si grave, la preuve, nous avons 12°C d'écart entre le jour et la nuit", *Claude Allegre*, ancien ministre de l'éducation sur France 2. Quel est l'écart entre ce personnage et l'intelligence ?

Elargissement des accords de Kyoto ?

Les accords de Kyoto n'imposent un contrôle des émissions de gaz à effet de serre qu'à 38 pays. Comment les élargir à l'ensemble de la planète ? Comme il est évident que l'on ne peut pas demander aux pays les plus pauvres de diminuer leurs émissions, c'est bien aux pays "développés" de se fixer des objectifs plus ambitieux. Greenpeace a calculé que pour atteindre une réduction mondiale de 50 % des gaz à effet de serre d'ici à 2050, il faut que l'on atteigne au moins 80 % dans les pays industrialisés, soit une division par 5. Les mesures prises actuellement par les différents gouvernements ne permettent pas d'envisager de diminution, tout au plus un maintien au niveau des années 90.

Incidents climatiques

Les scientifiques constatent une multiplication des incidents climatiques extrêmes : inondations en Grande-Bretagne, en Inde et au Bangladesh (2000 morts) ; températures records cet été en Europe du sud-est, en Iran, neige record en Afrique du Sud... En France, les pluies abondantes pendant juillet et août ont évité les hautes températures. L'Inde et le Bangladesh ont connu des records de pluviométrie, la moitié du Bangladesh se retrouvant sous les eaux. Les pays d'Europe du nord ont aussi connu des précipitations records pour l'été. Enfin, le sultanat d'Oman a connu son premier cyclone, signe que la température de la mer a atteint un record.
L'OMM, Organisation météorologique mondiale, annonce qu'entre janvier et avril 2007, la planète a connu des températures records. Les experts estiment que la question d'un dérèglement du climat qui s'ajouterait à celle du réchauffement est posée : la chaleur favorise notamment l'augmentation de l'évaporation donc ensuite des précipitations ; la chaleur contribue également à augmenter la force des vents donc des tempêtes.

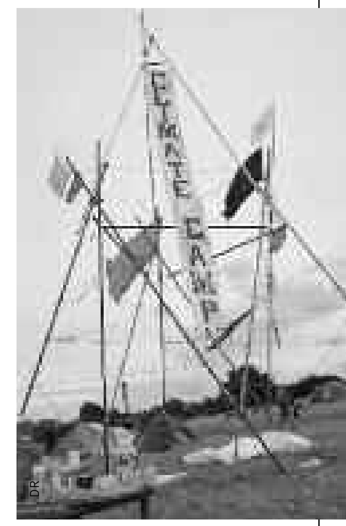
Le mythe des "actions carbone"

Plutôt que de renoncer à se déplacer en avion, l'un des moyens les plus sûrs de détruire la planète, des sites internet vous proposent de payer à des associations de solidarité internationale des actions en faveur du reboisement ou de l'installation d'appareils solaires... ceci permettant en théorie d'économiser à l'autre bout de la planète le pétrole gaspillé ici. De même certaines firmes automobiles communiquent déjà sur les plantations qu'elles font dans les pays du Sud. Une curieuse approche très "développement durable" qui masque une réalité bien difficile à appréhender : outre le fait qu'un arbre planté en Afrique mettra des dizaines d'années à emprisonner la même quantité de carbone que celle libérée en quelques heures par un avion, continuer à fréquenter les avions incite à poursuivre leurs exploitations, avec 98% des passagers qui ne participent à cette opération de compensation. On peut aussi s'interroger sur les rapports Nord-Sud ainsi mis en place : le Sud a-t-il vocation à économiser ce que gaspille le Nord ?

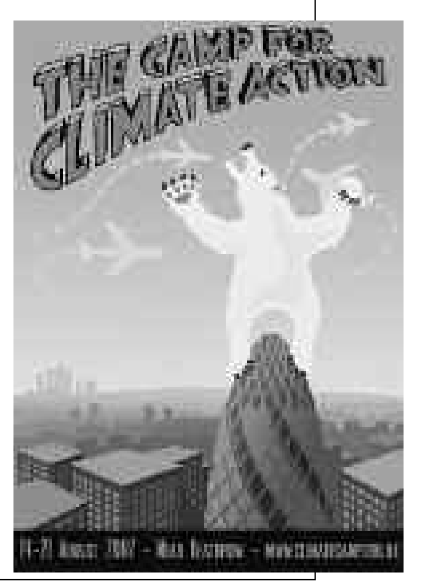
GRANDE-BRETAGNE

Camp contre l'extension de l'aéroport

Dès le 12 août, un "camp pour le climat" s'est mis en place à proximité de l'aéroport de Londres-Heathrow, le plus grand aéroport d'Europe. Environ 1500 personnes ont planté leurs tentes deux jours avant le début d'une semaine d'action. Alors que le gouvernement annonce vouloir diminuer de 50 % les émissions de gaz à effet de serre, un cinquième terminal est en construction pour 2008 et un sixième envisagé pour 2020. Des actions non-violentes ont eu lieu tout au long de la semaine pour alerter la population sans volonté d'entrer sur les pistes. Environ 200 militants ont tenté de planter leur tente sur un parking de l'aéroport avant d'être évacués par la police. Des banderoles ont été accrochées à différents endroits. Des manifestants se sont collé les mains sur les barres de la porte d'entrée du ministère des transports. Une chaîne humaine a été constituée autour du champ où est prévu le cinquième terminal. Tout au long de la semaine, 49 personnes ont été arrêtées. Les activistes ont lancé un concours de clip vidéos sur internet sur le thème "Une autre fin du monde est possible". On peut les voir (en anglais) sur *www.climatecamp.org.uk*.



DR



Ouragans en hausse

Une étude réalisée par des climatologues de Miami portant sur la fréquence des ouragans et des tempêtes tropicales montre un doublement de leur nombre depuis un siècle. Entre 1900 et 1930, dans l'Atlantique, on ne comptait que six épisodes dépressionnaires importants par an — quatre ouragans et deux tempêtes. De 1930 à 1940, on en comptait déjà une dizaine ; entre 1995 et 2005, la moyenne est montée à une quinzaine.



DR

Les Français schizophrènes ?

Un sondage réalisé le 1er février 2007, au moment du sommet mondial sur le climat, indique que 92% des Français sont inquiets pour les générations futures, que 79% estiment que la "maison brûle" et que les gouvernements regardent ailleurs... Mais seuls 41% seraient d'accord pour que des mesures soient prises afin de limiter l'usage de la voiture. Les ventes de voitures ont augmenté de 1,8% en 2006.



Menaces sur la biodiversité

Connaissant une période d'excédents agricoles, l'Union européenne avait mis en place une politique de jachère. Avec la baisse de la production constatée aujourd'hui (mauvaises récoltes au niveau mondial, concurrence des biocarburants) et la hausse de la consommation, l'Union européenne a annoncé la suppression de cette politique de jachère dès 2008. Les associations de protection de la nature s'y opposent : les jachères ont des rôles positifs, elles permettent aux terres de se reposer et de se reconstituer dans un contexte d'agriculture trop intensive ; elles constituent une garantie de biodiversité et un habitat naturel qui ont permis de constater une amélioration dans la population de nombreux oiseaux notamment.

Transports

■ **Rail : rien ne va plus.** Les syndicats ont appris lors d'un conseil d'administration de la SNCF que celle-ci mise à l'avenir de plus en plus sur les TGV et envisage dans les années à venir de fermer 2900 km de voies... soit un quart du réseau actuel.

■ **Amsterdam teste le fret par tram.** Comment interdire complètement le centre-ville aux véhicules à moteur sans pénaliser ceux qui, industriels ou commerçants, ont besoin de se faire livrer du matériel volumineux ? Depuis plusieurs années, des expériences ont lieu pour essayer de coupler un système de livraison par rail avec les réseaux de tramways existants. Depuis novembre 2006, Amsterdam fait des essais avec la société City Cargo pour coupler une livraison sur des plates-formes au niveau des arrêts du tram et le couplage avec de petits véhicules électriques pour distribuer au porte à porte.

■ **Toulouse : la liaison multimodale veut passer en force.** Le 27 mars 2007, la préfecture a signé la déclaration d'utilité publique concernant la LMSE, Liaison multimodale sud-est, portée par le Grand-Toulouse, une nouvelle voie de contournement de la ville. Problème : le commissaire enquêteur avait émis des réserves sur la création d'un nouveau pont sur le canal du midi, ce pont obligeant à couper une zone protégée. Les associations de protection de la nature ont porté l'affaire en justice en juillet dernier après avoir constaté que l'étude d'impact n'avait trouvé ni reptiles ni amphibiens sur le passage de la future voie... alors que la zone protégée abrite au moins 4 amphibiens et 5 reptiles, tous protégés. *Nature-Midi-Pyrénées, 14, rue de Tivoli, 31068 Toulouse cedex, tél : 05 34 31 97 32.*

DEUX-SÈVRES

Festival de Ménigoute

Du 30 octobre au 4 novembre se tient le 23e festival international du film ornithologique de Ménigoute. Outre la projection des 40 films en compétition, on y trouve une centaine de stands associatifs, un salon d'art animalier, des débats sur la sauvegarde de l'environnement, des animations nature. *Association Mainate, 16 bis, rue de Saint-Maixent, BP 5, 79340 Ménigoute, tél : 05 49 69 90 09.*

GIRONDE

Terminal méthanier menaçant

Le pic du pétrole approchant, les investisseurs du fonds de pension Carlyle-Riverstone ont décidé d'investir dans la construction d'un terminal méthanier et d'une usine de regazéification pour produire du GPL pour les véhicules. Celui-ci se ferait à Verdon-sur-Mer, dans l'estuaire de la Garonne, sur des terrains appartenant au Port autonome de Bordeaux, juste en face des plages de Royan. Un collectif s'est mis en place pour refuser ce projet : *Une pointe pour tous, BP1, 33123 Le Verdon-sur-Mer, tél : 06 85 49 17 26.*

TOULOUSE

Chaîne humaine contre les Portes de Gascogne

Les Portes de Gascogne est un projet de centre commercial géant situé à l'ouest de Toulouse. Plus de 20 000 personnes ont déjà signé la pétition contre ce méga-projet qui prévoit l'implantation de 28 grandes surfaces et 138 boutiques. Parce que l'avenir est aux magasins de quartier que l'on peut joindre sans voiture, une manifestation est organisée le samedi 20 octobre à 11 h sur la place de la Poste à Plaisance-du-Touch. *Collectif citoyen, Présence des Terrasses de la Garonne, 44, rue de la Traverse, 31830 Plaisance-du-Touch.*

Vélo



■ **Claire Morissette.** Auteure du célèbre livre "Deux roues, un avenir" (éd. Ecosociété, 1994), la québécoise Claire Morissette est décédée le 20 juillet dernier à l'âge de 57 ans d'un cancer des os. Elle animait différentes associations sur le vélo (Le monde à vélo), le recyclage des vieux vélos pour le sud (Cyclo Nord-Sud) et le covoiturage (Communauto). Pionnière des manifestations cyclistes, elle avait traversé le Saint-Laurent à la rame pour protester contre l'impossibilité pour un cycliste de traverser le fleuve dans les années 70.

■ **Paris : le vélo gagne !** Début janvier, l'association MDB, Mieux se déplacer à bicyclette a participé à la mesure, organisée par la ville de Paris, des temps de parcours sur dix itinéraires reliant Châtelet à différentes portes de la capitale. Les mesures ont été faites à différents moments de la journée (heures de pointe, soir, semaine, week-end). Les cyclistes qui ont fait les trajets se sont engagés à respecter strictement le code de la route. Résultat : les cyclistes ont fait les différents trajets à une vitesse comprise entre 13,3 km/h et 14,4 km/h; faisant jeu égal avec le métro lorsque pour celui-ci il n'y a pas plus d'une correspondance ; dans tous les autres cas de transports, le vélo fait mieux. A noter que les piétons (5 km/h) arrivent souvent même avant les voitures si l'on tient compte du temps qu'il faut pour trouver une place de stationnement. Bien que le vélo soit déjà en tête, le MDB fait remarquer qu'il pourrait être encore plus performant si le code de la rue était prévu en sa faveur (notamment avec contre-sens autorisé). *MDB, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél : 01 43 20 26 02.*



ADAV

■ **Gard : remorque vélo.** Vous avez besoin d'une remorque vélo pour un usage spécifique ? Laurent Rump vous propose de vous aider à la construire vous-même et vous donnera un coup de main pour les soudures délicates, les calculs de résistances. Il vous donnera des conseils pour avoir une remorque équilibrée, solide, peu chère... Prendre contact avec lui : *Laurent Rump, 18, rue du Puy-Couchoux, 30000 Nîmes, tél : 04 66 21 92 81.*



Nord/Sud

INDE

Novartis perd son procès

Après des années de procédures, le 6 août 2007, le tribunal indien en charge de l'affaire a estimé que la production de médicaments génériques par l'Inde ne peut être condamnée, les brevets ne pouvant s'appliquer qu'aux médicaments présentant des "innovations réelles"... ce qui n'est pas le cas des médicaments attaqués par la multinationale. Ce verdict permet à l'Inde de continuer à produire de nombreux médicaments à bas prix et d'en fournir ainsi à de nombreux autres pays du Sud.
Lors de ce procès, l'organisation Médecins sans frontières avait lancé une pétition de soutien au gouvernement indien. Elle a recueilli 420 000 signatures dont 80 000 en France.

CONGO

Population contaminée

L'usine Somika est implantée à Lubumbashi, dans le sud de la République démocratique du Congo. Elle laisse s'écouler des acides qui polluent la nappe phréatique qui abreuve près d'un million de personnes. Localement, des associations ont essayé en vain de demander son déménagement en dehors des zones urbaines. Le Ganve, Groupe d'action non-violence évangélique a alors lancé un appel au niveau international pour obtenir un soutien. Le 5 juin dernier, une campagne de sensibilisation a été lancée par le Mir, Mouvement international pour la réconciliation, avec comme objectif de partir de ce cas pour mettre en place une méthode de travail pour les nombreux autres cas similaires en Afrique. *Mir, 68, rue de Babylone, 75007 Paris, tél : 01 47 53 84 05.*

Commerce équitable

■ **Contestation dans les grandes surfaces.** Le 27 avril 2007, Monoprix indiquait dans un communiqué : "convaincu que seule la rémunération à sa juste valeur peut permettre aux pays en voie de développement de s'orienter vers un développement durable, Monoprix soutient activement les initiatives en faveur du commerce équitable". Prenant ce texte au mot, le 4 mai 2007, le plus grand mouvement de grève jamais vu dans cette chaîne de magasins paralysait les supermarchés pendant une journée. Rappelant que Monoprix a vu ses bénéfices progresser de 18,6% en 2006, soit une hausse de 260 millions, les salariés ont demandé à bénéficier d'un commerce équitable. A Monoprix, sur 18 000 salariés, plus de la moitié travaillent à temps partiel imposé avec des rémunérations sur la base du Smic. Thierry Tréfert, secrétaire fédéral de la CFDT a enfoncé le clou : "les enseignes de grande distribution feraient bien de s'appliquer à elles-mêmes ce qu'elles vendent dans leur communication sur le commerce équitable !". On les soutient.

Françafrique

"L'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire. Le paysan africain qui, depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès".
Ce discours méprisant et colonialiste a été dit, le 27 juillet 2007, à l'université de Dakar, devant des étudiants africains, par Nicolas Sarkozy... sans qu'en France personne ou presque ne relève ces délires colonialistes.
Dans le même discours : "La colonisation n'est pas responsable de toutes les difficultés actuelles de l'Afrique. Elle n'est pas responsable des guerres sanglantes que se font les Africains entre eux. Elle n'est pas responsable des génocides. Elle n'est pas responsable des dictateurs. Elle n'est pas responsable du fanatisme. Elle n'est pas responsable de la corruption, de la prévarication. Elle n'est pas responsable des gaspillages et de la pollution". Non, c'est vrai, cela ne s'appelle plus la colonisation, mais le pillage par les multinationales dans le cadre de la Françafrique.
Encore ? "La civilisation musulmane, la chrétienté, la colonisation, au-delà des crimes et des fautes qui furent commises en leur nom et qui ne sont pas excusables, ont ouvert les cœurs et les mentalités africaines à l'universel et à l'histoire". Merci aux chrétiens colonisateurs ! L'intégrale sur le site de l'Elysée : *www.elysee.fr*.


DR
Le roi Sarko à Dakar.

INDE

Janadesh 2007
Pour le droit à la terre

Crée en 1990 par Rajagopal, le mouvement paysan gandhien *Ekta Parishad* agit avec les populations les plus pauvres pour une meilleure organisation sociale dans le cadre d'une amélioration des conditions de vie et d'un respect de leur droit aux ressources essentielles ; et en direction des politiques, en menant des campagnes d'opinion et de pression.
Il aide à l'organisation des populations pour mieux revendiquer leurs droits ; lutte contre les abus de pouvoir ; organise un mouvement des travailleurs sans terre ; mobilise des populations pour qu'elles participent à des marches de protestation ou des grèves de la faim contre des projets, d'entreprises multinationales ou de l'Etat, détruisant l'environnement ou chassant les populations indigènes de leur territoire, etc.
Aujourd'hui *Ekta Parishad* travaille dans huit Etats indiens. Son action couvre 4000 villages et on estime à plus de 10 millions le nombre de personnes concernées par son activité.
Depuis quinze ans, *Ekta Parishad* utilise le Padyatra, marche de protestation, pour faire valoir ses idées. Les marcheurs organisent en moyenne 3 à 5 réunions villageoises chaque jour, de nombreux grands rassemblements tout au long du parcours, des manifestations devant des bâtiments administratifs, dans l'esprit de l'action directe non-violente. Les problèmes des villageois rencontrés sont soigneusement notés dans des registres et pétitions revendiquant l'application des lois, dont celles relatives à la distribution des terres à ceux qui n'en ont pas, et envoyés au gouvernement.
Voila de nombreux mois que celui-ci a promis de redistribuer les terres dans le cadre d'une réforme agraire. Or les mouvements paysans attendent et ne voient toujours rien venir. Aussi, *Ekta Parishad* a décidé d'une initiative sans précédent : la mobilisation « Janadesh » ("le verdict du peuple"). Au mois d'octobre 2007, une marche rassemblant 20 à 25 000 personnes couvrira les 300 kilomètres qui séparent Gwalior de Delhi. A l'arrivée, le mouvement compte rassembler 100 000 personnes face au Parlement. *Ekta Parishad* est bien décidé à rester devant ce haut lieu de débat et de décision politique tant que des engagements formels n'auront pas été pris par les responsables en termes de réforme agraire et de redistribution des terres en faveur des petits paysans.
La marche d'octobre 2007 veut être un moment de convergence internationale entre les mouvements qui luttent pour un accès à la terre sur les différents continents. En Europe et en France, des manifestations sont organisées en soutien à cette initiative. Pour toute information, contact ou soutien : *Peuples Solidaires, Réseau Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53, www.peuples-solidaires.org ou www.france-fdh.org.*


DR


DR



ILE-DE-FRANCE

Equitexpo

Marie Clem's

La deuxième édition du salon Equitexpo, pour un commerce équitable, se tiendra du 26 au 28 octobre pour le grand public, le 29 octobre pour les professionnels, à la Nef de l'Ile-de-Vannes, à l'Ile-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis, M°Mairie de Saint-Ouen, ligne 13 ou RER C, station Saint-Denis). L'entrée est gratuite. Outre la présence d'environ 200 exposants regroupant des activités issues d'une trentaine de pays, l'intérêt de ce salon repose sur sa capacité interroger les acteurs sur le concept du commerce équitable. Le but du salon est d'aller vers un commerce équitable, en ayant conscience que celui-ci ne le sera jamais parfaitement. Au programme, de nombreuses rencontres : rencontres territoriales de l'économie solidaire (vendredi), l'évolution du commerce équitable au cours du 20e siècle (samedi), comment rendre le commerce mondial plus équitable (samedi) la filière coton (dimanche), semences paysannes (dimanche), commerce équitable et héritage du passé : esclavage, colonisation, discriminations (dimanche), relocaliser l'économie (lundi), coopération décentralisée et développement économique (lundi). Sont également organisés des ateliers sur l'impact du commerce équitable au nord comme au sud, la décroissance et le commerce, la corruption et l'éthique commerciale, les réseaux de distribution alternatifs, les pratiques de la grande distribution, la question du transport (empreinte écologique et conditions sociales), le tourisme solidaire, la labellisation en bio et la norme en commerce équitable, les logiciels libres, la souveraineté alimentaire, l'indépendance des médias, l'économie populaire… *Equitexpo, Minga, 1, rue du Square, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 09 92 53.*

■ **ESR, nouvelle identification.** Ecocert, organisme certificateur dans la bio, a lancé cette rentrée un certificat ESR, "équitable, solidaire, responsable" qui se veut une nouvelle identification pour le commerce équitable. Leur approche constitue un progrès par rapport aux démarches précédentes : un produit du sud ne peut prétendre à obtenir ce certificat s'il concurrence un produit disponible localement, les produits alimentaires sont forcément bio, toutes les étapes de production qui se déroulent au sud doivent être équitables et non seulement la première… mais cela ne répond pas à toutes les questions sur le commerce équitable : ESR ne garantit rien sur les conditions de transport (avion et camion pollueurs, navire avec pavillon de complaisance…), il ne dit rien non plus sur le mode de distribution final (possibilité d'être en grandes surfaces… avec comme seules restrictions l'absence de marge arrière et pas de marge supérieure aux produits équivalents). C'est mieux, mais ce n'est pas encore ça… et le réseau Minga a refusé de participer à un cahier des charges qui n'intègre pas toute la filière. *Ecocert, BP 47, route de Clermont, 32600 l'Isle-Jourdain, tél : 05 62 07 34 24.*

LOIRE

Fête africaine

L'association Manef Yam organise du 5 au 7 octobre à Sorbiers, au nord de Saint-Etienne, sa deuxième fête africaine. La compagnie lilloise *Sens ascensionnels* y présentera le spectacle "Café équitable et décroissance au beurre" qui sera suivi d'un débat (vendredi 5 à 20 h à la salle de spectacle de l'Arc-en-Ciel). Samedi, à la salle du Boulodrome et à l'Arc-en-Ciel, exposition, vente de produits issus du commerce équitable (nord-sud) et du commerce solidaire (locaux), danse africaine, jonglage, conte, apéritif "équitable", concert à 20h30 avec les Froggy Blues. Dimanche : conseil municipal des enfants, contes africains, défilé de mode africaine… *Manef Yam, maison des sociétés, 18, rue Rambert-Faure, 42290 Sorbiers, tél : 06 23 19 29 81.*



Energies

Electricité verte

Tous les fournisseurs d'électricité que le consommateur peut choisir depuis le 1er juillet 2007 affichent une proposition de contrat en "électricité verte". Même EDF s'y est mis, ce qui semble indiquer une forte volonté du public d'aller dans ce sens. Mais que signifie fournir quelques contrats certifiés "écolos" (et de fait surtout hydroélectrique) si, à côté, on fournit le reste en énergie nucléaire ? Pas grand-chose. *Poweo* annonce sa volonté de se fournir également en éolien, *Direct énergie* dit faire la promotion des économies d'énergie… mais finalement, toutes les associations qui ont étudié les contrats proposés concluent que la meilleure offre est celle d'*Enercoop*, qui ne propose que de l'énergie propre, avec en plus la possibilité de devenir coopérateur comme 650 professionnels l'ont déjà fait lorsque le marché leur était ouvert à eux seuls. *Enercoop, 11, rue des Réglises, 75020 Paris, tél : 01 73 02 69 25, www.enercoop.fr.*

Eolien

■ **Spéculations maritimes.** En Allemagne, de nombreuses petites compagnies, des coopératives et des collectivités locales avaient acheté des concessions dans la mer du Nord et la mer Baltique pour y expérimenter et y installer des éoliennes offshore. Mais le marché est si florissant que l'on assiste à une surenchère actuellement, les grands groupes rachetant tout ce qu'ils peuvent à un prix important… en prévision du développement de l'éolien offshore à grande échelle. Les permis de construire délivrés par Berlin portent déjà sur 24 000 MW… soit cinq fois plus que ce qui est déjà installé dans toute l'Allemagne. Largement de quoi dépasser l'objectif de produire 20 % de son énergie grâce à des ressources renouvelables d'ici 2020. Les éoliennes les plus puissantes qui atteignent aujourd'hui 5 MW fournissent de l'électricité avec un rendement bien meilleur que les anciennes et avec des plages de vent plus étendues. Le prix du kWh produit chute donc rapidement… ce qui fait que certaines

Fin du pétrole

■ **Déclin dès 2010 ?** Alors que les prix du pétrole se maintiennent à un haut niveau, *The Independent* du 14 juin 2007 a titré en une : "*Un monde sans pétrole*" avec un dossier dans lequel le Centre d'analyse sur la décroissance des ressources en pétrole annonce que le pic de production est proche, probablement avant 2010. Selon ce dossier, le déclin de la production pourrait ensuite être plus rapide qu'estimé jusqu'alors, et les conséquences sur l'économie mondiale "massives". Les experts estiment que la question risque d'être autrement plus dramatique que le changement climatique. *Business Week* du 25 juin 2007 revient sur ce thème : "les solutions de remplacement ne seront pas prêtes (…) N'ayant pas de solution de secours, la courbe de la croissance économique mondiale va ralentir puis s'inverser ; les tensions internationales se développeront lorsque les nations chercheront à se procurer les ressources en diminution".

■ **Pic de production.** L'Agence internationale de l'énergie, longtemps optimiste sur les ressources pétrolières, a changé de discours. Elle constate que l'exploitation du pétrole en mer du Nord baisse plus vite que prévu, que les pays de l'Opep ont peu de possibilités de produire plus et qu'ils risquent de ne plus pouvoir faire face à la demande croissante… d'ici 2010-2012. L'Agence estime par ailleurs que les solutions de rechange — exploitation de nouveaux gisements ou développement des carburants agricoles — ne permettra pas de faire face à la crise. *(Alternatives économiques, septembre 2007)*

■ **Iran : hausse du pétrole.** Alors que le pays est devenu importateur de pétrole, le gouvernement iranien a procédé, fin mai, à une hausse de 25% du prix des carburants pour en freiner la consommation et essayer de cesser ses importations.

éoliennes offshore de taille modeste — moins de 1 MW — sont déjà démontées pour en mettre de plus puissantes. Les projets actuels font souvent plus de 500 MW (soit plus d'une centaine d'éoliennes à la fois). Les financiers estiment que le prix du kWh éolien devrait chuter à 0,03 €/kWh en 2020, soit 50% de moins qu'aujourd'hui... l'éolien offshore devenant alors la source d'énergie de loin la plus rentable.

■ **Grèce : contre le gigantisme.** Le gouvernement grec a donné son feu vert pour la construction de centrales éoliennes sur de nombreuses îles... mais les habitants de ces îles contestent l'importance des parcs envisagés (jusqu'à 333 MW sur l'île de Skyros). Alors que les machines envisagées culminent à 150 m, plusieurs conseils municipaux ont pris des arrêtés pour interdire les constructions de plus de 50 m de haut.

■ **Antilles : les éoliennes résistent à l'ouragan.** 216 éoliennes Vergnet sont installées dans quinze parcs en Guadeloupe et Martinique. De petite taille, elles peuvent être repliées en cas d'ouragan comme ce fut le cas le 16 août. Toutes ont résisté aux vents de plus de 260 km/h... alors que 50 % du réseau électrique des deux îles a été détruit.

■ **Technologies des bateaux à voiles.** Partant de la technologie des voiliers, Pierre Dieudonné a mis au point un système d'éolienne à axe vertical qui, en principe, permet de capter une plus grande part de l'énergie du vent, pour un coût moindre. Il cherche maintenant à concrétiser ses calculs avec un organisme de recherche et un industriel.
Pierre Dieudonné,
8 impasse des remparts,
54290 Bayon, 03 83 72 45 57.

Carburants végétaux
Crise de l'eau prévisible

Réunis à Stockholm, lors de la semaine mondiale de l'eau, du 13 au 18 août, des experts du climat ont alerté les scientifiques sur le risque que posent les biocarburants : non seulement ils confisquent les terres agricoles, mais ils sont très gourmands en eau.
La nourriture risque donc de manquer, mais l'eau également. Selon un expert du GIEC, Groupement international des experts sur le climat, environ 50 % des hospitalisations dans le monde sont déjà dûes à un manque d'eau et par conséquent d'hygiène... Avec les cultures de carburants végétaux, la situation pourrait empirer rapidement.

SAINT-ETIENNE
Record de photopiles

Une tribune du stade Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne a été recouvert de cellules photovoltaïques. Avec une surface de 2600 m², cela en fait la plus grande installation en France.

Maîtrise de l'énergie

■ **Ampoules économes.** Après l'Australie et la Californie, l'Union européenne a annoncé, avec le soutien des industriels, sa volonté de mettre fin aux ampoules à filament d'ici 2015. Elles seront remplacées par les ampoules fluocompactes... et progressivement par les diodes électroluminescentes.

■ **Informatique consommatrice.** La multiplication des usages de l'informatique fait que la consommation des centres informatiques, qui gèrent internet, a doublé entre 2000 et 2005, passant de 22 à 45 milliards de kWh dans le monde. Une étude réalisée par l'université de Berkeley (Californie) chiffre à 1,2 % de l'électricité nationale la consommation de ces centres... mais avec une telle progression que l'on pourrait atteindre 76 % d'ici dix ans !
Rien que pour faire tourner le site de Google, il faut l'équivalent de 450 000 ordinateurs individuels ! *(Le Monde, 23 juin 2007)*

■ **Machine à laver économe.** Si vous devez acheter une machine à laver le linge, choisissez-en une de classe A, classe dans laquelle la consommation d'énergie et d'eau est plus modeste. Si vous avez déjà un lave-linge, vous pouvez aussi faire des économies en lavant les tissus un cran en dessous des températures indiquées sur les étiquettes. Une étude réalisée par un Öko-institut allemand, avec la participation des grandes marques de lessives, montre en effet que l'on ne perd pas en qualité de lavage en passant par exemple de 60 à 40°C ou de 40 à 30°C... mais que l'on fait une économie d'énergie qui va de 30 à 47 %.

■ **Allemagne : sortir des non-renouvelables.** Après des années de débats sur la sortie du nucléaire (il reste 19 réacteurs à fermer d'ici 2021), le gouvernement allemand — coalition droite-socio-démocrates — a annoncé le 28 juin 2007 son intention d'aller beaucoup plus loin et de préparer une sortie des énergies non renouvelables (gaz, pétrole, charbon). Angela Merckel a présenté un programme ambitieux d'aide à la rénovation des bâtiments anciens en vue de baisser leur consommation : 3,5 milliards d'euros d'aides sont prévus. Les aides en faveur de la cogénération et des énergies renouvelables vont être revues à la hausse. Le gouvernement s'est fixé comme objectif de baisser ces émissions de CO_2 de 40 % d'ici 2020 par rapport à 1990. Les énergies renouvelables devront alors fournir 20 % de l'énergie contre 11,6 % en 2006. Le gouvernement espère ainsi pouvoir fermer non seulement la plupart des réacteurs nucléaires, mais aussi 18 des 21 centrales au charbon. Il espère diminuer de 15 % ses importations de gaz et de pétrole. Ce plan estime qu'en 2020, plus de 500 000 personnes travailleront dans le domaine des énergies renouvelables.

■ **Eclairage des villes : retournement de tendance ?** Depuis les années 80, EDF fait la promotion de l'éclairage nocturne dans les villes et les campagnes et subventionne la mise en lumière des bâtiments... Avec des visées économiques évidentes : les centrales nucléaires produisent trop d'électricité, et la nuit, on ne sait plus qu'en faire. Il s'agissait donc pour EDF d'écouler sa surproduction. Mais voilà, ces illuminations ont un coût ! Selon l'Ademe, Agence de la maîtrise de l'énergie, les 8 millions de lampes de l'éclairage public consomment 18% de l'énergie des communes et coûte 23% de leur facture énergétique.
Depuis 2000, on assiste progressivement à un retournement de tendance. C'est Lille qui a lancé le mouvement en signant un contrat avec l'entreprise ETDE qui se charge de son éclairage public. Celle-ci doit faire baisser de 40% la consommation d'énergie. Cela s'est traduit par l'enlèvement des lampes-boules qui éclairent autant vers le ciel que vers le sol, par le choix d'ampoules plus efficaces, par des réductions de puissance, par des variations de l'éclairage en fonction des heures — à part financer EDF, rien ne sert d'éclairer des monuments entre minuit et 6 h du matin. L'Ademe estime que l'on peut diviser par deux cette consommation d'énergie.
Au niveau européen, le programme *Greenlight* a été lancé dans ce but et les villes de Dunkerque (Pas-de-Calais), Lille (Nord), Lyon et Bron (Rhône), Illkirch (Bas-Rhin) y adhèrent.


DR
Lyon la nuit.

Manger ou conduire, il faut choisir !

Au départ, l'idée de produire des carburants sur les terres laissées en friche pouvait paraître bonne. Mais très vite, les carburants ont commencé à grignoter les terres cultivables et aujourd'hui, les conséquences sur la nourriture nous atteignent directement.



Raymond Vignal

Alors que l'on assiste au pic de production du pétrole et à l'impossibilité d'en extraire plus, il est logique que nos sociétés de plus en plus consommatrices d'énergie se tournent vers des solutions alternatives. Or ni le nucléaire ni les énergies renouvelables ne peuvent, pour le moment, remplacer les carburants de nos véhicules de transports d'où le recours à ce que l'on appellent abusivement les "biocarburants".

Comme nous l'avons déjà dit dans le numéro de juin 2007 (1), dans les pays du Sud, la concurrence au niveau des terres cultivées a eu comme conséquence que les paysans préfèrent vendre aux pays du Nord du carburant plus rémunérateur que les cultures alimentaires. La baisse des surfaces de celles-ci a provoqué un manque de production et donc logiquement une envolée des prix.

Nous pensions alors à l'époque que cette hausse de produits alimentaires nous épargnerait. Mais il n'en est rien. Du fait de la place prise par les biocarburants principalement dans les pays du Sud, mais aussi aux Etats-Unis, la demande en riz et blé a dépassé au niveau mondial la production. Une sécheresse en Australie a encore amplifié le phénomène.

Conséquence, sur le marché mondial, la tonne de blé est passée en un an de 100 euros à 200 aujourd'hui. Cette hausse se répercute maintenant dans notre consommation quotidienne puisque cela a provoqué une hausse du pain d'environ 12 % depuis début 2007, une hausse limitée car le prix du travail du boulanger reste le poste le plus important. Par contre, dans le secteur des pâtes où la transformation demande moins de travail, la hausse atteint entre 30 et 40 %.

Nous touchons là tout de suite un problème de société. Les plus pauvres étant ceux qui consomment le plus de pâtes et de pain, ce sont eux qui sont les plus touchés par cette hausse. Une hausse masquée dans les évaluations de l'inflation où les calculs mélangent allégrement cette hausse alimentaire avec la baisse des produits électroniques. Le problème, c'est que le mégaoctet n'est pas très nourrissant.

Peut-on inverser la tendance ?

La hausse du prix du pétrole a provoqué une hausse proportionnelle des bénéfices des grandes compagnies pétrolières. Celles-ci ne veulent donc évidemment pas entendre parler d'une restriction de l'usage du pétrole. De même, les promoteurs des carburants végétaux, une alliance entre ces mêmes pétroliers et l'industrie agro-alimentaire, font des affaires en or avec la hausse généralisée des produits agricoles. Il n'y a donc rien à attendre de leur côté et de celui des politiques qui nous gouvernent qui y trouveront une nouvelle source pour leur sainte croissance puisque l'on compte en euros et non pas en kilos de blé !

Pour éviter le recours à ces nécro-carburants et faire face à la baisse progressive des ressources en pétrole, il faudrait qu'apparaissent un fort mouvement de refus de les consommer – ce qui passe par une redéfinition des usages –, une remise en cause de la mobilité, une société plus sobre, une agriculture moins gourmande en énergie et centrée sur l'alimentation… Des questions liées à la décroissance qu'aucune force politique ou syndicale ne semble à ce jour prête à prendre en compte. Faute d'intervention politique forte, nous allons donc vers un appauvrissement des plus pauvres au Sud comme au Nord.

Michel Bernard ■

(1) Biocarburants impossibles à grande échelle, *Silence* n°347.



Nucléaire

JAPON

Surgénérateur remis en route ?

En décembre 1995, un incendie de sodium provoque l'arrêt du surgénérateur de Monju. Ce surgénérateur de 280 MW a connu, comme tous les réacteurs de cette filière, de nombreux incidents. Cette fois-ci, l'incident est jugé suffisamment grave pour que les autorisations de fonctionnement soient retirées. En 1997, en France, Superphénix, le surgénérateur français de 1200 MW est définitivement abandonné. On pense alors que cette filière va être abandonnée. Mais depuis 1995, le réacteur de Monju a été maintenu en état : le sodium du circuit secondaire a été pompé dans des cuves où il a été maintenu à 200°C pour rester liquide, le sodium du circuit primaire a continué à circuler à vide. De vastes travaux ont été engagés sur le circuit secondaire et douze ans après des procédures ont été engagées pour demander l'autorisation de redémarrer. Les opposants font remarquer que comme pour la centrale de Kashiwasaki-Kariwa, les normes séismiques du réacteur sont insuffisantes et que vouloir redémarrer un réacteur mis à l'arrêt pendant 12 ans est à haut risque. *(Nuke info Tokyo, juillet 2007)*



La fuite, en décembre 1995.

DR

CALIFORNIE

Principe de précaution

Alors que se discute aux Etats-Unis la question du renouvellement des réacteurs nucléaires (le plus jeune a 34 ans), la Californie a adopté le 17 avril 2007, une nouvelle loi sur l'énergie qui spécifie que ne seront pas autorisés de nouveaux réacteurs nucléaires tant que la question des déchets n'a pas été résolue. Autant dire que la Californie vient d'adopter sa sortie du nucléaire.

RUSSIE

Militant anti-nucléaire tué

Pour protester contre la mise en route de l'usine d'enrichissement d'uranium d'Angarsk, en Sibérie, des groupes antinucléaires avaient mis en place à partir du 14 juillet, un camp d'été à proximité. La police a essayé de les déloger à plusieurs reprises. Une vingtaine de militants dormaient sur place dans la nuit du 20 au 21 juillet quand le campement a été attaqué vers 5 h du matin par un groupe chantant des champs nationalistes. Celui-ci a frappé les tentes à coups de barres de fer, de battes de base-ball et de haches. Huit personnes ont été blessées et une tuée. La police a interpellé quatre des assaillants. Ilia Bondarenko, 26 ans, était arrivé la veille sur le camp. Il faisait parti du groupe anarchiste "Action autonome".



Climat le mythe d'une énergie propre

Le ministère de l'environnement allemand a réalisé une étude sur les filières énergétiques afin de comparer leurs émissions de gaz à effet de serre depuis la source jusqu'aux déchets finaux. Cette étude officielle permet de prendre conscience que le nucléaire produit plus de gaz à effet de serre non seulement que les énergies renouvelables (hydraulique, éolien ou biogaz), mais également que les chaudières à cogénération fonctionnant au gaz. En effet, si les réacteurs nucléaires n'émettent que très peu de CO_2, il en est tout autrement si l'on se tourne vers les mines d'uranium et son acheminement jusqu'à sa consommation dans un réacteur ! L'étude allemande conclut au classement suivant : 23 g/kWh pour l'éolien, 39 g/KWh pour l'hydraulique, entre 31 et 61 g/kWh pour le nucléaire selon l'origine de l'uranium... le photovoltaïque faisant pire avec 89g/kWh. L'étude allemande insiste sur les besoins : non seulement, nous avons besoin d'électricité, mais aussi de chaleur. Si l'on intègre les deux, la cogénération (production d'électricité et récupération de la chaleur) devient de loin la solution la plus intéressante d'où la conclusion du ministère allemand : "Si l'on veut vraiment enrayer les changements climatiques, on n'a pas besoin d'électricité nucléaire supplémentaire mais de davantage de cogénération".

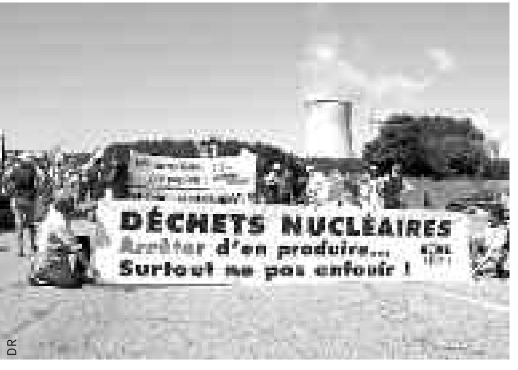
ISRAËL

Vanunu recondamné !

En 1986, Mordehaï Vanunu est enlevé en Italie par les services secrets et condamné à 18 ans de prison en Israël pour avoir révélé qu'Israël possédait la bombe atomique. Libéré en 2004, il s'est vu imposer par le tribunal une interdiction de quitter le pays et d'avoir des contacts avec des

Bure Un site plus fissuré que prévu

Le choix de Bure (limite Meuse et Haute-Marne) pour l'étude de l'enfouissement des déchets avait été fait car en principe, selon l'ANDRA, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, les couches d'argile du sous-sol sont particulièrement stables dans le temps. Une hypothèse fortement contestée par les géologues. La commission nationale d'évaluation, CNE, a fait part de ses doutes dernièrement : "*Le laboratoire souterrain n'est disponible que depuis deux ans. Des phénomènes inattendus (formations de fractures en chevron lors de l'avancement des galeries) ou plus amples que prévu (déformations différées) y ont été observés*".
Donc après deux ans, ça se fissure déjà, alors que la durée de vie des déchets qu'on veut y mettre dépasse parfois le million d'années ! Plusieurs reportages réalisés sur place par des journalistes font également état de ces problèmes de fissures. Autant dire que logiquement, la politique d'enfouissement des déchets devrait être immédiatement remise en cause... ce qui ne semble pas le cas pour le moment.
Ce serait plutôt la fuite en avant : si le "laboratoire" de Bure ne convient pas, on cherchera à enfouir ailleurs ! L'ANDRA a prévu d'étudier au moins six autres lieux possibles dans la région. Les opposants ont découvert des forages sur la commune d'Houdelaincourt (Meuse).
Le 24 août, un rassemblement d'une centaine de personnes s'est tenu devant la mairie de cette commune pour demander des renseignements. Pour l'occasion, un faux colonel Khadafi s'est dit très intéressé par ces possibilités de stockage. Trois autres sondages sont également programmés à Couvert dont un descendra jusqu'à 2000 m. Evidemment, tout cela est payé par nos impôts et ne figure pas sur votre facture d'électricité. Une "transmutance" a réuni environ 200 marcheurs entre cette commune et Bure, le 26 août 2007.



DR

NORMANDIE

Contre l'EPR

■ **Contre les lignes à haute tension.** Pour montrer les dangers des risques électromagnétiques à proximité des lignes à haute tension, rien de tel qu'une petite démonstration. Dans plusieurs villages déjà traversés par ces lignes, des réunions d'information ont été faites, avec à la fin une marche sous la ligne, de nuit, avec des tubes néons à la main : les personnes présentes peuvent constater que les pertes sont suffisantes pour que les tubes s'allument !

■ **Inquiétudes à Réseau transport d'électricité.** RTE, Réseau transport d'électricité, qui gère la construction et l'entretien des lignes électriques depuis le début du processus de privatisation d'EDF, a fait savoir au gouvernement son inquiétude sur la faisabilité de nouvelles lignes à très haute tension en Normandie et en Bretagne pour évacuer le courant du futur réacteur EPR. RTE fait remarquer qu'il n'est pas possible de surveiller de manière continue des lignes qui s'étendent sur des centaines de kilomètres et que plusieurs lignes en France ont déjà dû être annulée du fait de l'opposition locale. Les opposants à l'EPR l'ont bien compris d'ailleurs : s'il sera difficile d'empêcher le chantier de l'EPR de se faire sur un site sur-militarisé, plusieurs coordinations locales dont la Confédération paysanne, ont déjà annoncé qu'elles empêcheraient les lignes de se construire.


DR

■ **Sondage** : Selon un sondage BVA, pour le compte d'Agir pour l'environnement, et rendu public le 25 avril, réalisé après la publication du décret autorisant la construction du nouveau réacteur, seuls 39% des Français sont d'accord avec l'idée de construire de nouveaux réacteurs.

■ **Qui va payer ?** Avec 18 mois de retard après seulement deux ans de chantier, l'EPR en construction en Finlande provoque maintenant un débat économique : qui va payer le surcoût déjà estimé entre 1 et 1,5 milliard d'euros (pour un prix initial de 3 milliards !) ? L'électricien TVO, qui a commandé le réacteur, a indiqué le 31 août 2007 qu'il ne renégocierait pas le prix proposé par Areva. La Coface, service de l'Etat qui assure - avec l'argent du contribuable - en principe que nos exportations soient bien payées, semble réticente à payer une telle somme… son fonctionnement étant régulièrement contesté. Reste Areva… qui pourrait voir là s'évaporer plusieurs années de bénéfices.

ressortissants étrangers ou des journalistes. Mordehaï Vanunu a depuis lancé un appel pour qu'un pays accepte de le reconnaître comme un de ses ressortissants, ce qui lui permettrait de quitter Israël. En vain. Le 2 juillet 2007, il est de nouveau passé au tribunal pour, selon ce dernier, ne pas avoir, à au moins 14 reprises, respecté les restrictions imposées. Il a été condamné à 6 mois de prison ferme et 6 mois avec sursis. Mordehaï Vanunu a fait appel. Il est toujours dans l'attente d'un procès plus général devant la cour suprême car il conteste sa condamnation initiale et les restrictions actuelles.


DR
Mordehaï Vanunu.

Libye

■ **Dessalement solaire.** Dans une tribune publiée le 7 août 2007 dans *Le Journal de Montréal*, Hubert Reeves s'étonne du choix de la France de fournir un réacteur nucléaire à la Libye pour… soi-disant alimenter une usine pour dessaler l'eau de mer. Il rappelle que la Libye possède de l'espace et du soleil, ce qui peut lui permettre de produire de l'énergie pour une telle usine, technique déjà utilisée en Californie. Il rappelle également que le Laboratoire des sciences du génie chimique (LSGC) de Nancy a mis au point un procéder de dessalement particulièrement économe en énergie et que, si la France veut se placer sur ce marché, elle ferait mieux de développer une filière solaire qu'une filière nucléaire dangereuse.

■ **Kadhafi veut un EPR**. *Le Parisien* a révélé le 13 août que le gouvernement libyen avait précisé être intéressé par un réacteur nucléaire EPR. Areva a déjà averti qu'un réacteur de cette taille nécessite une modification des capacités du réseau électrique libyen, ce qui pourrait prendre dix à quinze ans… Cet intérêt pour l'EPR pourrait surtout signifier que les spécialistes du nucléaire en Libye y voient une manière plus facile de détourner un tel réacteur à des fins militaires.

Radiographie

Dangers du nucléaire médical

Le manque de formation et d'effectifs, des machines défaillantes, des dangers sous-estimés… tout ceci conduit à une multiplication des révélations sur des malades qui ont été plus ou moins gravement irradiés du fait d'une mauvaise utilisation des sources radioactives en radiothérapie, le plus souvent pour le traitement du cancer : des rappels de patients ont eu lieu ces derniers mois à Epinal, Grenoble, Lyon, Toulouse, Nancy, Montpellier, Paris, Tours… Dans plusieurs villes, des procédures juridiques ont été engagées par des collectifs de malades. Quand on voit cette multiplication des incidents dans un milieu sous haute surveillance, on ne peut qu'être inquiet sur ce qui se passe dans les centres d'ionisation des aliments où les contrôles sont beaucoup moins sévères.

GENÈVE

Présence permanente devant le siège de l'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, date de l'anniversaire de l'accident de Tchernobyl, quelques personnes sont présentes silencieusement au carrefour de la rue des Morillons, à Genève, devant l'entrée de l'OMS, Organisation mondiale de la santé. Les militants silencieux dénoncent l'accord qui lie l'OMS à l'AIEA et qui empêche l'OMS de donner sa version des faits sur la question du nucléaire dans avoir au préalable subi la censure de la très pro-nucléaire Agence internationale de l'énergie atomique. L'action est prévue pour durer le plus longtemps possible, au moins jusqu'en mai 2008, date d'une réunion mondiale des ministres de la santé. Pas de foule un jour, mais quelques personnes chaque jour. Un appel est lancé pour se relayer sur place. Les organisateurs cherchent des volontaires à partir de novembre. *Contact : André Larivière, tél : 04 71 76 36 40 ou 06 76 69 54 98, Yann Forget, tél : 04 50 92 64 69.*



P.Roullaud
Vigies près de siège de l'OMS à Genève, 1er Mai 2007.

Nucléaire

Rhône-Alpes sous surveillance

Le 4 mai, la région Rhône-Alpes a passé une convention avec la Crii-Rad, Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, pour que celle-ci mette en place un contrôle de la qualité de l'air sur l'ensemble de la région. Une reconnaissance pour l'association créée au lendemain de l'accident de Tchernobyl... qui a maintenant du travail sur la planche, la région Rhône-Alpes étant l'une des plus nucléarisées du monde : centrales de Bugey (Ain), de Saint-Maurice-l'Exil (Isère) et de Creys-Malville où sont stockés cinq tonnes de plutonium (Isère), du Tricastin (Drôme), site d'enrichissement de l'uranium à Pierrelatte (Drôme), fabrication du combustible à Romans (Drôme)...


Centrale de Cruas

J.Nefzger

Transports radioactifs

Selon le CEA, chaque année 400 000 colis de matières radioactives circulent en France, pour deux-tiers à usage médical. Entre 80 et 85 % des paquets circulent par la route. La CRII-Rad a réalisé à plusieurs reprises des mesures sur des véhicules transportant ces colis. Le 8 novembre 2006, sur l'aire d'autoroute de Dijon Brognon, sur l'A31, un camion de la société Pema immatriculé en Suisse, porteur du trèfle radioactif stationne sur une aire pour poids lourds et caravanes. Dans la voiture de la CRII-Rad qui se gare à côté, la mesure indique déjà près de 1000 fois la normale. Autour du camion, les appareils mesurent jusqu'à 2000 fois la normale, la hausse de radioactivité est sensible jusqu'à l'entrée des toilettes situées à 50 m (encore 3 fois la normale). Les passagers d'une voiture qui reste à proximité atteignent le seuil de "risque non négligeable" en un quart d'heure. Quelqu'un qui dormirait une nuit à côté du camion recevrait l'équivalent du quart de la dose limite annuelle. Ces chiffres énormes sont malheureusement conformes aux limites fixées par la réglementation ! *CRIIRAD, Le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél. : 04 75 41 82 55.*

DRÔME

Stages CRII-Rad

La CRII-Rad, Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, organise à destination du grand public deux sessions de formation : utilisation d'un compteur Geiger (24 octobre), radioactivité et radioprotection (27 octobre). *CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.*



Annonces

Entraide

■ Afin d'optimiser les activités de l'association l'art Roussille (boulange, librairie, réseau d'échanges de graines), je souhaite finir deux chantiers urgents : la rénovation d'un fournil et la fabrication d'une véranda. Le tout s'inscrit dans une démarche de vie simple/pauvreté/décroissance. Outillage manuel, énergies renouvelables, déplacements en vélo. Pour terminer les travaux avant mi-novembre, je cherche une aide. Accueillerais 3 ou 4 personnes ayant à échanger savoir-faire. Chantier gratuit, nourris/logés, avec enfants bienvenus. *Thierry Chuinard, La Roussille, 23250 Chavanat, tél : 05 55 67 59 58.*

■ Confie trois chèvres alpines/saamen habituées à la compagnie des hommes, des chiens, chevaux, cochons... contre bonnes conditions de vie. Très bonnes débrousailleuses et amies, sans avenir de "chèvres à lait" par suite de problèmes de mammites légers mais récurrents. *Franck Fabri, Le Bourg, 42430 Champoly, tél : 04 77 65 09 26, fianke@no-log.org.*

■ Nous avons planté dix scions de pommiers greffés de vieilles espèces locales. Nous désirons les faire pousser en espaliers, mais nous n'y connaissons rien. Nous cherchons des conseils et + pour commencer à donner forme. Nous sommes dans le Morbihan et si vous guidez notre main, nous serions heureux de vous accueillir à notre table. *Tél : (Claude ou Christine) 02 97 26 98 17.*

■ Recherche pierre en forme de menhir, d'une taille de 1,50m ou plus. R*omain Dominé, Les Pins, 42720 Vougy, tél : 04 77 65 37 34 ou 06 99 55 01 29.*

Vivre ensemble

■ Nous cherchons une terre d'accueil qui nous permette d'aider nos enfants (3 et 4 ans) à grandir pleinement au plus proche de notre mère nourricière et à nous-mêmes pouvoir œuvrer (maraîchage, musique, théâtre, utilisation du cheval comme outil de travail, cuisine végétarienne, soins par les plantes...) plus profondément pour elle et ses habitants en offrant un maximum de place à un maximum d'espèces en même temps qu'une petite place pour nous abriter. Petit budget mais volonté féroce d'aider à la prise de conscience de l'infime subtilité de l'être humain et de l'énorme nécessité de la diversité. Etudions toutes propositions. *Marina Bondi et Franck Fabri, Le Bourg, 42430 Champoly, tél : 04 77 65 09 26, fianke@no-log.org.*

Rencontres

■ JH, 37 ans, prof de guitare, végétarien, non-fumeur, sans enfants, aimant la nature, la poésie... souhaiterait rencontrer JF cool, tolérante pour amitié et plus. *Jean-Philippe Gautier, 68, rue des Martyrs-d'Autun, 71130 Gueugnon, tél. : 06 24 44 33 95.*

Emploi

■ Maraîcher "organique" recherche un ou une associé(e). Travail en BRF et permaculture, région péri-urbaine (Sud de Paris). Compétences en agriculture souhaitées, pour asso type EARL et partenariat avec une AMAP existante. Contact: *Lionel, tél. : 01 60 10 33 24 ou 06 72 66 95 40, lionel.furic@club-internet.fr.*

■ Maçon généraliste en écoconstruction, je propose mon aide technique à autoconstructeur (statut salarié) sur Midi-Pyrénées et Pyrénées-Orientales. *Tél : 05 61 87 13 46.*

■ Offre emploi évolutif et varié à personne motivée par l'écologie dans boulangerie épicerie bio à Civrieux-d'Azergues, Rhône. *Girasole, 131, route de Marcilly, 69380 Civrieux d'Azergues, tél : 04 78 43 76 39.*

Logement

■ Cherche maison habitable de suite, site dégagé, 120 m² environ, sur terrain assez plat de 2 à 4000 m², orienté SO, campagne calme, à 5-8 km d'un village, pour y vivre le plus écologiquement possible, région Tulle, Argentat. Faire offre au *01 69 02 00 86.* Merci.

■ Cherche maison à acheter (éco-construction ou ancien rénové éco), env. 100 m² habitables + terrain pour potager et agrément. Si possible avec source. 1/4 Sud-Est France (préférence Rhône-Alpes, Auvergne). Prix raisonnable. *Tél : 06 86 16 90 89.*

■ Dépts 64 ou 65 : couple (35/40 ans), 1 enfant 4 ans, cherche logement montagne ou campagne avec jardin pour potager contre travaux agricoles, d'entretien ou de bricolage. *Elsa et Franck, tél : 06 76 21 30 52.*

Gratuites *: Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.* **Domiciliées** *: Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.*

Sous le soleil de Mexico

Paco Ignacio Taibo II, le plus célèbre écrivain mexicain depuis Juan Rulfo, était de passage en France, et à Marseille, en mai 2007.

Paco Ignacio Taibo II, un nom pareil ça ne s'invente pas ! Sa tête non plus. Il pourrait ressembler à un personnage qu'il adore : Speedy Gonzalez, vous savez, cette souris mexicaine connue comme la plus rapide du sous-continent.

Pour autant, Speedy Gonzalez est né dans les studios Disney, qui n'est pas vraiment le verre de mezcal de Taibo II, tout comme Peter Pan, un autre héros dont Paco Ignacio nous explique que sans lui nous manquerions d'humanité. Et pour lui, l'humanité et ses vertus, c'est la gauche. Par les temps qui courent, on le remercie déjà d'être venu.

L'auteur mexicain, en visite aux éditions de l'Ecailler à Marseille et en conférence à L'Alcazar, la bibliothèque de la ville, vient de publier en espagnol la biographie de Pancho Villa, le libérateur du nord au début du 20e siècle. Vous savez, le copain de Zapata, celui du sud. Pancho Villa qui manqua de peu l'invasion des Etats-Unis. Après la biographie de Che Guevara et plusieurs dizaines de polars et d'essais, il vient aussi d'achever à quatre mains et une cagoule, un roman avec le sous-commandant Marcos : *Des morts qui dérangent* (Rivages 2006).

S'il y a de la fantaisie et de l'humour dans les romans de Paco I. Taibo, c'est une bien maigre chose par apport à son éloquence et à sa faconde quand il se lance dans des anecdotes interminables en traitant de *hijos de puta* une grande partie de la classe politique mexicaine, ou quand il développe des théories littéraires entremêlées d'opinions personnelles et de conversations avec des objets usuels. C'est avec son téléphone ou son parapluie qu'il peut disserter de la nature humaine ou questionner l'histoire à partir du peigne de Che Guevara. En tout cas, un bon conseil pour les asthmatiques, faites comme le natif de Rosario, traversez le continent à mobylette, nagez dans des fleuves pour embrasser des pestiférés, battez-vous comme un beau diable contre votre maladie. Seule une balle saura vous arrêter, mais jamais l'héroïsme.

Les héros de notre jeunesse

Selon lui, et s'inspirant très largement des figures de la littérature française, les héros de notre jeunesse inscrivent en nous certaines valeurs ineffaçables. Ainsi la lecture des *Misérables* ou des *Trois mousquetaires* nous donnerait le goût de la justice et la haine des prisons autant que le plaisir de l'amitié à toute épreuve. La vie nous décevra sans doute. Paco cite avec allégresse comme s'il venait de le relire la veille, *Le Comte de Monte Cristo* expliquant qu'Edmond Dantès ne décide pas d'acheter des titres en bourse ou de s'offrir des voitures avec des filles à poil avec son trésor, mais de consacrer sa fortune à se venger, du procureur, du juge, de tous ceux qui ont fait sa perte et l'ont condamné au cachot. Cela, c'est un exemple admirable pour la jeunesse.

Son personnage, un privé nommé Hector, est à mi-chemin entre Jean Valjean et Guevara et assassiné par la police, il ressuscite sous la pression populaire. Voilà de quoi réveiller les formes plus réglées du polar en y mêlant l'imaginaire de Fuentes.

Et c'est peut-être pourquoi il a choisi le polar, un genre populaire, pour faire passer ses opinions gauchistes, me direz-vous ? Non pas exactement, répond-il. Il n'écrit pas de la littérature engagée mais sa culture le lie avec l'histoire populaire et les révolutions. L'histoire de sa famille qui a fui l'Espagne franquiste en 1958 le traverse naturellement, ce qui explique pourquoi un des plateaux scéniques de la *Bicyclette de Léonard* se passe dans la Barcelone anarchiste.

Entre autres anecdotes, il rapporte que son grand-oncle lui racontait que petit, Paco voulait faire trois métiers : trapéziste, pompier et écrivain ! Et son grand-oncle de lui demander : "*Bien y ahora, que vas a hacer* ?" : "bon et maintenant qu'est-ce que tu vas faire ?". C'était il y a deux mois seulement...

Une culture de l'engagement

Paco Taibo résiste sur bien des fronts. Avec la mairie de Mexico, il participe à l'envoi de livres dans les quartiers, essayant par là de sauver ce média contre la toute-puissance de l'image. Il est aussi engagé dans la campagne zapatiste depuis le début. Le polar, c'est continuer la lutte par d'autres moyens mais sans assujettir le roman à l'engagement.

L'écriture, il aimerait bien lui consacrer plus de temps, mais, raconte-t-il, à la moindre grève oubliée, on fait appel à lui pour qu'il écrive un article dans la *Jornada*. Des ouvriers d'une usine de fers à repasser sont isolés dans une grève depuis un an ; ils l'appellent : *"Il faudrait que tu fasses une chronique sur nous !"* Lui a trois romans sur le feu et réfléchit mais le combiné du téléphone lui dit : "*Eres de izquierda o no ?"* : "Tu es de gauche, oui ou non ?" Et voilà comment il doit interrompre son récit et repartir se mêler de politique car être de gauche, c'est un sacerdoce familial.

Dans la salle quelqu'un lui demande ce qu'il pense de la décision de Chavez de sortir du FMI. Il répond simplement, en haussant les épaules comme pour une évidence : "Si, que està bien !" ("c'est bien !"). Paco Ignacio n'est pas venu faire de la politique et confirmer ce qu'on attend de lui. Ce Sancho Pança moderne, agité, volubile, qui reconnaît un verbe poétique à Marcos mais peu de rigueur dans la construction romanesque, pense qu'il faut garder une tension dramatique dans le récit, l'obligation faite à l'auteur de garder le contrôle face au lecteur. Pourtant il est le spécialiste des digressions propres au réalisme merveilleux. On y verra un rapport avec ce que fut le roman de Cervantès à Kundera. Mais c'est aussi la vraie différence avec Marcos, fidèle au récit collectif relatant un temps cyclique, échappant aux contraintes du temps et au fameux suspense. Paco I. Taibo, lui, écrit des romans d'aventures plus que des romans policiers en utilisant la langue des "barrios" (les quartiers).

Il a accepté d'être le nouveau directeur de la collection l'Atinoir chez L'Ecailler, une collection qui, comme son nom l'indique, publiera du polar sud-américain..

Christophe Goby ■

Derniers ouvrages parus en français :

- *A quatre mains*, en BD, éd. Emmanuel Proust, 2007, 2 tomes.
- *A quatre mains*, éd. Rivages, 2006.
- *La bicyclette de Léonard*, éd. Rivages, 2006.
- *Des morts qui dérangent*, polar écrit avec le sous-commandant Marcos, éd. Rivages, 2006.
- *D'amour et de fantômes*, éd. Rivages, 2005.
- *Adios Madrid, éd. Rivages*, 2005.

Paix

Apprendre la violence à l'école ?

Si l'armée organise, au nom de la défense de notre nation, des interventions dans les établissements scolaires, on peut se demander comment il est possible que des fédérations de chasse viennent y vanter leur pratique. Au moment où nous sommes à la recherche d'une culture et d'une éducation non-violente, les écoles ne devraient pas accepter de telles "animations". Des lettres de protestation sont envoyées dans ce sens par le *Rassemblement anti-chasse, BP 20, 25270 Levier.*

Un Grenelle de la défense ?

Nicolas Sarkozy a annoncé le 24 août son intention de réaliser un "livre blanc de la défense" d'ici mars 2008... mais avec qui ? Essentiellement avec les partisans du système actuel et surtout pas les associations, partis ou syndicats qui contestent par exemple la force de frappe, le rôle de l'armée française à l'extérieur des frontières, les choix de modernisation des armes, le rôle du citoyen dans la défense, la possibilité de se défendre autrement (défense civile non-violente, désarmement unilatéral). Rien sur les obligations de la France de respecter le traité de non-prolifération nucléaire (et donc interdiction de vendre des réacteurs à la Libye !), rien non plus sur les ventes d'armes... Bref, rien qui ressemble à un début de débat démocratique.

RHÔNE-LOIRE

La médiation

L'IFMAN, Institut de formation du mouvement pour une alternative non-violente, propose un cycle de trois soirées sur la médiation les mardis 2, 9 et 16 octobre à la salle Paul-Langevin, 24, rue Paul-Langevin, à Vénissieux (sud de Lyon) : comment devenir médiateur et intervenir dans un conflit, garder la bonne distance, favoriser le dialogue entre les parties, rechercher des solutions... *IFMAN, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28.*

Armes nucléaires

■ **Californie : grève de la faim contre les armes nucléaires.** Du 8 au 23 mai 2007, 40 étudiants et anciens étudiants de l'Université de Berkerley en Californie ont fait une grève de la faim pour demander que l'établissement rompe ses accords de collaboration avec les centres de recherche de Los Alamos et de Lawrence Livermore qui sont en train de planifier la fabrication d'une nouvelle génération de bombes nucléaires à hydrogène, en violation du traité de non prolifération signé par les Etats-Unis. Le 23 mai, ils ont lancé un appel national "plus jamais de nucléaire en notre nom" et souhaite voir leur mouvement repris sur les autres campus aux Etats-Unis ou ailleurs. Les informations sont sur internet sur le site : *http://nonukeshungerstrike.blogspot.com.*

■ **Libye : la malhonnêteté de Sarkozy.** Bousculé après avoir signé un accord avec la Libye, Nicolas Sarkozy s'est défendu ainsi (agence Reuters, 24 août 2007) : "*Naturellement qu'il faut permettre à la Libye d'accéder au nucléaire civil pour démontrer la malhonnêteté des dirigeants actuels de l'Iran qui veulent faire du nucléaire militaire*". Manipulation de notre président qui n'ignore sans doute pas que la technologie nucléaire de l'Iran provient d'un accord passé... avec la France, avant la révolution islamique de 1979 !

■ **Ecosse : rejet des sous-marins nucléaires.** Le 17 juin 2007, le parlement écossais a rejeté par 71 voix contre 16 les demandes de crédits pour le renouvellement des sous-marins britanniques de type nucléaire Trident, stationnés à Faslane en Ecosse. Le gouvernement de Londres a décidé de passer outre.

■ **France : six sous-marins nucléaires de plus !** C'est le 22 décembre 2006 que, fort discrètement, un contrat a été passé entre le gouvernement, le DCN, Direction des constructions navales, Areva-Technicatome et le CEA, Commissariat à l'énergie atomique. Ce contrat prévoit, entre 2016 et 2027, la construction de six nouveaux sous-marins nucléaires *Barracuda* pour un montant de 7,9 milliards d'euros (à la même date, 70 millions ont été attribués aux sans-logis : cherchez combien de SDF on peut reloger avec le prix des sous-marins nucléaires !). Ces sous-marins nucléaires seront "écolos" puisque le contrat précise qu'ils feront l'objet d'un "passeport vert" qui garantira la traçabilité de tous les matériaux et facilitera les opérations de démantèlement. Ah, le développement durable des armes nucléaires !

Bush dégoût

■ **Les démocrates baissent les bras.** Après cinq mois d'opposition, la majorité démocrate au congrès et au sénat des Etats-Unis, ont fini par accepter de retirer du texte sur la loi de financement du budget militaire, le calendrier de retrait des troupes d'Irak. Le 25 mai 2007, le budget a donc été validé par 80 voix contre 14 au Sénat et par 280 voix contre 142 au parlement. Les démocrates ont ainsi renoncé à bloquer l'escalade militaire : Bush a immédiatement annoncé l'envoi de nouvelles troupes... avec 200 000 militaires déployés en Irak cet été. De pire en pire.

■ **Armée de plus en plus jeune.** Sur un million de militaires, plus de 600 000 se sont engagés à l'adolescence. Une étude réalisée aux Etats-Unis confirme les propos des antimilitaristes : l'armée recrute des individus psychologiquement immatures grâce à des techniques de relations publiques très élaborées. L'étude en question, réalisée par l'Institut national de la santé, montre qu'avant 20-22 ans, le cerveau des jeunes reste souvent perméable aux sollicitations et incapable de raisonnements permettant de contrôler ses pulsions. L'étude remarque qu'actuellement 81 000 militaires ont moins de 20 ans... dont la moitié dans les Marines, le corps militaire le plus dur. L'armée a répondu à cette étude en confirmant que la volonté d'engagement était maximale vers 16-17 ans, puis déclinait rapidement ensuite... d'où sa forte propagande sous différentes formes, notamment les jeux, dès le début de l'adolescence. Le ministère de la Défense consacre 4 milliards de dollars par an au recrutement, et emploie pour cela 22 000 personnes. De très nombreuses familles immigrées se font piéger parce qu'elles maîtrisent mal la langue et croient que le service militaire est obligatoire.



■ **Refus de l'impôt.** Un mouvement de désobéissance civile concernant le versement des impôts a été lancé dans la mouvance pacifiste. Les objecteurs fiscaux savent qu'en fin de compte, cela leur coûtera plus cher, mais ils entendent ainsi faire pression et rendre visible l'opposition à la guerre en Irak.

■ **Mercenaires.** comme s'il n'y avait déjà pas assez de militaires en Irak, le *Los Angeles Times* estimait début juillet que les sociétés américaines présentes sur place employaient 182 000 personnes pour leur sécurité : 118 000 Irakiens, 21 000 Etats-Uniens, 43 000 provenant d'autres pays. Avantage pour le gouvernement : lorsque ceux-ci sont tués, ils ne sont pas comptabilisés comme des victimes militaires. Des mercenaires sont également présents pour protéger des sociétés d'autres nationalités : au moins 40 000 de plus.

Raser les banlieues ?

Un récent article (1) a raison de souligner le fait que c'est plus la pauvreté que la densité de l'habitat qui rend ces endroits parfois difficiles à vivre et que la destruction représente un gaspillage considérable d'énergie. Il me semble toutefois qu'il y a bien d'autres facteurs à considérer dans les décisions de détruire ou pas selon les urbanistes que je connais et suivant mon expérience d'enfant du ghetto d'une ville moyenne des Etats-Unis.

Depuis longtemps, les villes ont tendance à concentrer le logement social dans quelques zones bien densifiées. Même si ceci permet aux services sociaux d'apporter des aides de manière "efficace" moins éparpillée, et malgré le fait que ce regroupement permet peut-être dans certains cas aux démunis de mieux organiser leur vie associative et aux communautés culturelles défavorisées d'établir des centres de culture forts, cela pose aussi beaucoup de problèmes.

En gros, densification plus concentration des logements sociaux = ghettos avec regroupement dans les mêmes écoles des enfants des familles des milieux socio-économiques les plus fragiles et donc avec les plus de difficultés financières, le niveau d'éducation le plus bas, et tous les problèmes que ceci entraîne pour ces enfants... et pour les écoles qu'ils fréquentent. Les habitants de ces quartiers subissent la délinquance de ceux qui, dans leur pauvreté, cherchent des façons pour s'en sortir, ils subissent les dégradations des révoltés, ils subissent les rackets et la loi du silence de ceux qui parviennent à y créer leur propre domination sur les dominés. Les enfants finissent par imiter des comportements de ces dominateurs afin de survivre et de se faire intégrer dans ce microcosme... comportements qui leur nuiront à l'extérieur.



L'immeuble "V6" à Vaux-en Velin, Rhône.

Mixité sociale et qualité de vie

Si démolition il y a, il faudrait, lors des reconstructions, une loi très contraignante qui stipule que chaque rue de chaque quartier de chaque ville de chaque agglomération doit porter sa part de logements sociaux afin de créer une véritable société mixte sans possibilité d'y échapper par le paiement d'amendes ou autres subterfuges des classes dominantes qui ne veulent pas vivre avec les "autres." Sinon, on ne fera que reproduire l'exclusion.

Une deuxième considération, c'est que ces ensembles ont tendance à être peu écologiques dans leur conception et gestion (vide-ordures sans tri, isolation murs et fenêtres minimale, chauffage électrique parfois, pas de récupération des eaux de pluie, absence de gaz de ville, aucune utilisation de l'énergie solaire passive ni de chauffe-eau solaire...) ce qui ne fait qu'empirer la pauvreté. Toute future construction devrait être aux normes HQE au minimum et PassivHaus (voir page 34 du numéro 346 également) de préférence.

Troisièmement, les sociologues ont constaté que les gens finissent par trouver "beau" et "agréable" l'environnement de leur enfance et que ces grands ensembles les programment donc pour préférer le béton à la verdure. Mieux vaudrait déconditionner les gens par la construction d'ensembles moins gigantesques avec verdure et un soin de l'esthétique bien plus développé.

Un quatrième aspect qui est à évoquer, c'est que les urbanistes ont constaté que des caractéristiques de certains grands ensembles facilitent les dégradations : un accès à trop d'appartements à partir d'une seule entrée conduit à l'anonymat, l'absence d'appartements avec des jardins "privés" et des fenêtres qui donnent sur l'environnement au rez-de-chaussée génère une attitude d'indifférence envers le traitement de l'environnement immédiat par des passants, l'absence de zones commerciales réduit le passage des piétons et donc la surveillance de ce qui se passe dans la rue, et une multitude de passerelles en hauteur et de structures labyrinthiques donnent une possibilité aux délinquants de fuir facilement sans être interpellés. Il s'agit de sensibiliser architectes, urbanistes et décideurs au fait qu'il ne suffit pas de dépenser : il faut aussi réfléchir afin d'éviter ces pièges.

Enfin, après tout cet effort à faire sur l'urbanisme, la pauvreté demeure, bien sûr, mais sans que l'urbanisme contribue à l'exacerber, et avec une intégration géographique qui faciliterait moins d'inégalité sociale devant la carte scolaire, une émulation des comportements de réussite (même si l'on peut se poser bien des questions sur ce que c'est la réussite...), et une société qui n'évacue pas, mais entoure ses membres en difficulté.

Gregg West ■

(1) Voir S!lence n° 346 "Faut-il raser les banlieues ?", de Michel Bernard.

Téléopérateurs
Un métier dangereux

Ils sont jeunes et font de la prospection commerciale par téléphone. Ils se font rabrouer par des personnes excédées d'être dérangées pour de la publicité. Une étude de l'université Lyon-1, portant sur 2130 salariés du secteur (72 % de femmes) montre que 36 % souffrent d'un état de détresse psychologique et 20 % prennent des anxiolytiques ou des antidépresseurs.
Le nombre d'arrêts de travail dans cette profession est supérieur à la moyenne : 60 % des salariés ont au moins un arrêt de travail dans l'année précédente. Peu de chances que ces personnes cherchent à travailler plus !

Informatique et dépendance volontaire

Des collectifs d'associations publient de l'information sur les risques que nous font courir l'informatisation de plus en plus d'activités : carte vitale pour la santé, vote électronique, puçage des animaux et bientôt des enfants, surveillance par Internet, caméras de vidéo-surveillance… Là où cela devient surréaliste, c'est lorsque l'on cherche à rencontrer ces collectifs… qui, pour la plupart, ne communiquent que par Internet. Schizophrénie assurée sur le site des "Big Brother Awards" qui vous averti qu'avant de les contacter, il faut avoir conscience que le courriel passe par différents serveurs où il peut donc être lu ! Mais le site ne donne aucun autre moyen de correspondre ! Les auteurs de ces sites devraient relire le texte d'Etienne de la Boétie intitulé *Discours de la servitude volontaire*, datant de 1576, aujourd'hui disponible sur Internet ! En résumé : pour qu'un tyran domine un peuple, il faut que le peuple accepte d'être dominé.
■ *Acis Vipi, 9, route de Toulouse, 31180 Castelmaurou.*
■ *Souriez, vous êtes filmés, http://souriez.info*
■ *Big Brother Awards, http://bigbrotherawards.eu.org*



Crise du logement

La mairie de Paris a passé un accord avec le Crédit Mutuel et CIC, propriétaires de l'immeuble occupé par le Ministère de la crise du logement : l'immeuble racheté accueillera prochainement 21 logements sociaux.

Europe d'extrême-sud

Après avoir renforcé pendant des années la surveillance de nos côtes méditerranéennes pour éviter d'être envahie par "toute la misère du monde", l'Europe est maintenant abordée sur son flanc : les bateaux de réfugiés arrivent aux îles Canaries qui, bien qu'espagnoles, sont au large du Maroc. Frontex, l'agence européenne chargée de "la coopération internationale au niveau des frontières" a mis en place avec la France, l'Italie, l'Espagne et le Luxembourg, une flotte de 116 navires, 27 hélicoptères et 21 avions qui patrouillent, officiellement pour aider les bateaux en perdition, dans les eaux internationales… jusqu'au large du Sénégal. Comme quoi, l'Europe s'est sensiblement agrandie vers le Sud.


DR

La carte Orange est une carte associée à un coupon (au même format qu'un ticket de métro) sur lequel il y a une bande magnétique. Le coupon est valable une semaine ou un mois. Quand on monte dans le métro, le RER ou le bus, le composteur lit le numéro enregistré sur la bande magnétique du coupon. Il est donc possible de retracer le chemin parcouru par une carte Orange, de point de compostage en point de compostage. Mais il y a des limites :
• L'usager sait quand le numéro de sa carte est lu : quand il met lui-même son coupon dans le composteur.
• Le numéro d'une carte Orange ne peut être lu qu'aux points de compostage, ou par un contrôleur équipé d'un lecteur de carte portatif.
• Les coupons étant valables pendant au maximum un mois, il n'est possible de pister le coupon d'une carte Orange que pendant au maximum un mois (ce qui est déjà long). Ensuite l'usager va acheter un autre coupon pour le mois suivant, donc avec un autre numéro.
• Il n'est pas nécessaire de donner une quelconque information personnelle pour acheter une carte Orange.

Le passe Navigo est une carte dans laquelle est insérée une puce RFID, système qui permet que la carte soit lue à distance. Pour valider le passe Navigo il suffit de l'approcher de la machine à composter, cette machine lit le numéro de la puce et fait un « ting » pour informer l'usager que son passe est validé. Il n'est pas nécessaire de sortir son passe de sa poche ou de son sac : les machines à composter arrivent à lire les passes Navigo jusqu'à une distance d'environ 10 cm.


DR

Contrôles à distance

Mais le passe Navigo n'est pas renouvelé tous les mois. Il est associé à un compte à la RATP, et régulièrement il faut « recharger son passe Navigo », c'est-à-dire qu'on paie pour une nouvelle période, ce qui valide le compte associé au passe. Le passe (et donc la puce qu'il contient) n'étant pas changé, il est techniquement possible de retracer le chemin parcouru par un passe pendant beaucoup plus longtemps.

De plus, pour avoir un passe il faut donner beaucoup d'informations personnelles : sexe, nom, prénom, date de naissance, adresse postale complète, photo,

Passe Navigo et vie privée

Depuis plusieurs mois la RATP, à Paris, fait une forte pression sur ses abonnés pour qu'ils passent de la carte Orange au passe Navigo (1). Ce passage pourrait sembler anodin, mais il y a des différences techniques entre ces deux systèmes d'abonnement.



signature et, facultatif, téléphone fixe, téléphone portable, courriel. La présentation du formulaire permet de comprendre qu'il va faire l'objet d'une saisie informatique automatisée. La photo est scannée et imprimée sur le passe.

Une puce RFID étant lisible par toute sorte de lecteurs, techniquement, rien n'empêcherait de faire des détecteurs capables de lire les passes Navigo à plusieurs mètres de distance.

Donc il est techniquement possible de suivre le chemin d'un passe Navigo pendant des durées beaucoup plus longues qu'un mois, avec des points d'enregistrement qui ne sont pas nécessairement les points de compostage et d'associer tout cela immédiatement à l'identité, l'adresse et la photo du porteur du passe.

La RATP argumente que tout cela est fait pour faciliter les statistiques de fréquentation, et que les données personnelles (lieux et heures de passage) ainsi collectées ne sont pas communiquées à des tiers et sont effacées au bout de 8 jours. C'est certainement vrai actuellement.

Dérives possibles

En 1996, Jean-Pierre Chevènement a créé le STIC, un fichier dans lequel sont inscrites toutes les personnes qui ont été en contact avec la police, même si elles n'ont pas été ensuite condamnées ou poursuivies (actuellement 22 millions de personnes sont fichées). A l'époque le STIC devait être un fichier utilisé par les policiers. Depuis, Nicolas Sarkozy est passé par là, la loi a été changée, et maintenant le STIC est également consultable par les administrations, notamment au niveau scolaire ou universitaire (2).

Pour en revenir au passe Navigo, imaginons que dans quelques années ce passe soit très répandu et que tout le monde s'y soit habitué. Sous prétexte d'améliorer ses statistiques de fréquentation et de permettre d'adapter en temps réel le nombre de trains au nombre de personnes qui attendent sur le quai, la RATP pourrait installer des détecteurs un peu partout dans les couloirs des stations de métro, à l'entrée des quais, etc.

Imaginons maintenant qu'arrivent des lois obligeant la RATP à signaler immédiatement à la police l'heure, le lieu et le sens de passage des personnes figurant sur une liste de personnes recherchées !

Imaginons qu'arrivent des lois permettant aux policiers d'être équipes de lecteurs de passe Navigo portatifs et d'avoir accès en temps réel au fichier de la RATP qui permet de retrouver l'identité et la photo des porteurs des passes (très efficace dans une manifestation par exemple) !

Imaginons qu'arrive une loi obligeant la RATP à conserver les données de fréquentation pendant plus longtemps que 8 jours et à fournir ces données à la justice en cas de demande (comme c'est déjà le cas pour les téléphones portables, les cartes bleues et les connexions à internet) !

Imaginons enfin qu'arrivent des lois permettant l'installation de lecteurs de passes dans des lieux publics divers...

Et il reste aussi l'éventualité que les fichiers informatiques de la RATP soient piratés et que des petits malins profitent ainsi de toutes ces données personnelles sans y avoir été invités.

Le passe Navigo n'est sans doute qu'un étape pour habituer les gens à toutes ces pratiques avant d'intégrer la technologie RFID à la carte d'identité (3).

En conclusion, la technologie RFID est déjà très peu compatible avec le respect de la vie privée, et le fait d'y associer ainsi un fichier informatique regroupant autant d'informations personnelles est révoltant.

Michael Herinx ■

(1) Il y avait notamment un stand RATP pour cela au salon Marjolaine en novembre 2006.
(2) Conférence « Société et alimentation sous surveillance : gare à la dérive sécuritaire » lors du salon Marjolaine 2006, intervenant : Gilles Sainati.
(3) Voir S!lence n° 329, p. 7.

Passe Découverte

Alors que nous bouclons cet article, début septembre, la RATP annonce le lancement d'un passe Découverte fonctionnant comme le passe Navigo, mais non nominatif… pour un coût annuel supplémentaire de 5 euros. Il semble que cela soit suite à une réaction de la CNIL, Commission nationale informatique et liberté, que la RATP ait mis en place cette nouvelle formule.



FRANCE

20 000 hectares de trop !

Alors que les semenciers annonçaient au printemps un objectif de 50 000 hectares d'OGM en France, le gouvernement n'en a recensé qu'environ 19 800 hectares. Selon le ministère de l'Agriculture, deux départements, la Haute-Garonne et le Tarn-et-Garonne dépassent les 2000 hectares. Les OGM sont surtout concentrés dans le sud-ouest de la France : Aquitaine, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, mais aussi Rhône-alpes et région Centre. En 2006, il n'y avait qu'environ 5000 hectares.

Le gouvernement cherche à éviter le débat

Après un été où les OGM et les fauchages ont encore occupé largement les médias, le gouvernement essaie d'allumer des contre-feux. Jean-Louis Borloo a annoncé qu'une loi serait soumise au Parlement, oubliant de dire qu'il y était obligé par la directive 2001/18 de l'Union européenne, au risque de devoir poursuivre à payer d'importantes amendes.
Il a également annoncé la création d'une haute autorité sur les OGM... sans doute pour remplacer la commission mise en place précédemment et totalement discréditée du fait de ses liens avec les semenciers. Au vu des problèmes de contamination actuels et de l'impossibilité de la coexistence avec d'autres cultures, seule la position du moratoire serait une réponse appropriée permettant enfin d'ouvrir un débat entre partisans (peu) et opposants (86 % de la population selon les sondages).

Les régions demandent un moratoire

Dans le cadre de la préparation du Grenelle de l'environnement, Jean-Jacques Queyranne, président de la région Rhône-Alpes et coordinateur de l'association des régions de France, a annoncé le 3 septembre que les régions demandent une quinzaine de mesures... dont un moratoire sur les cultures d'OGM en plein champ.

L'OGM, L'ADN et l'huissier
(Conte moral)

Quand vous êtes malencontreusement arrêtés volontairement vers Marmande dans un champ rempli d'OGM, pas forcement des tomates, on vous déplace au tribunal en voiture bleue et on vous colle trois mois de sursis. Bon... c'est cher pour du maïs mais on ne fait pas de pop corn sans faucher...
On peut aussi vous garder dans une luxueuse gendarmerie où un scientifique vous entreprend l'ADN, votre intime de vous-même, pour le donner à regarder à Nicolas Sarkozy ou à un autre criminel du siècle, comme Georges Bush, celui qui a congelé ses bébés en Irak. On peut aussi vous juger comme ces "*deux violeurs en série*"Benjamin Deceunink ou Bernard Coquelle et vous demander 500 € en repassant par la case départ : Guantanamo ?
Aussi **on peut**, comme c'est arrivé à Chantal Gascuel et Patrice Goutagny, deux truands notoires de La Confédération Paysanne en Auvergne, être auditionné par un juge qui voudrait vous coller « une association de malfaiteurs » parce que vous vous promenez le dimanche en famille dans *le milieu* des champs de Biogemma. Certes une famille de 400, ça prend de la place pour le déjeuner ! Surtout le Parrain...
On peut à la rigueur se constituer en un collectif nommé "*Alerte OGM*" et comme Nicol-Timoléon, le guerrier créole, un des personnages de Chamoiseau engranger toutes les preuves qui viendront condamner les véritables malfaiteurs dans quelques années.
Enfin **on peut** comme c'est arrivé à Franck et Monique, des faucheurs fauchés, de la célébrissime butte de Nonette se voir réclamer 5000 misérables euros par les huissiers de Limagrain.
On peut se faire garder comme José Bové qui ferait mieux de faire *wouah* à bord d'un deltaplane au-dessus d'une tribu africaine comme son confrère Nicolas Hulot qui remporte, lui au moins des suffrages, au lieu de neutraliser 2000 tonnes d'OGM en se faisant tirer dessus !
En matière d'OGM, achetez tranquille, citoyens, même l'UMP est contre maintenant, ***on peut*** donc continuer à fréquenter les supermarchés, ils sont si jolis et si bien éclairés... en ces temps d'obscurs dentistes.

Christophe Goby



P-E Weck

Jacques Boutault, maire du 2e arrondissement de Paris, soutient Gilles Lemaire, menacé d'expulsion après une condamnation pour fauchage OGM.

Faucheurs

■ **Ardèche : destruction nocturne.** Un agriculteur de Lussas a retrouvé son champ de maïs OGM, 1,7 ha, entièrement détruit le 9 août au matin. L'action n'a pas été revendiquée. Une affichette laissée sur place comportait la citation du chef indien Sitting Bull : "La terre n'appartient pas à l'homme, c'est l'homme qui appartient à la terre".

■ **Ariège : manifestations pro-OGM.** environ 250 agriculteurs ont manifesté à Saverdun,le 11 août, pour protester contre la tenue d'une réunion des Faucheurs volontaires. Pro et anti sont restés à distance. Une banderole côté pro disait : "Faucher est illégal, cultiver est légal". Certes. Mais la loi ne représente pas toujours l'intérêt général et seule la désobéissance peut la faire changer. Rappelons que plus de 4 Français sur 5 sont contre la culture des OGM, et que c'est également le cas de 2 agriculteurs sur 3.

■ **Hérault : deuxième passage.** Les faucheurs volontaires avaient symboliquement arraché un pied de maïs le 5 août dernier dans un champ de Murviel-lès-Béziers. Le 16 août, le propriétaire du champ de deux hectares a constaté que son champ avait été entièrement piétiné.

■ **Eure-et-Loir : soixante personnes convoquées.** Le samedi 18 août, une soixantaine de faucheurs volontaires ont détruit une parcelle de maïs OGM à Janville puis ont rendu publics leurs noms. La parcelle appartient à Monsanto. Ils ont été convoqués à la gendarmerie pour d'éventuelles poursuites. Dans les soixante, on comptait au moins cinq militants déjà condamnés dont Dominique Plancke, conseiller régional Vert du Nord-Pas-de-Calais.
Les faucheurs ont dénoncé le projet de Grenelle de l'environnement qui ne fait pas des OGM un sujet de discussion.

FAUCHEUR VOLONTAIRE D'OGM

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Parcelles bio sabotées

Avec le financement de la région Aquitaine, les organisations de l'agriculture biologique avaient mis en place deux parcelles expérimentales avec de nombreuses variétés de maïs bio pour pouvoir ensuite mesurer une éventuelle pollution par les pollens de maïs OGM. Fin juillet, l'agriculteur chez qui se font les expérimentations, a découvert qu'un produit herbicide a été déversé sur les parcelles tuant les plants de maïs.

AIN

Champ broyé

Les Faucheurs volontaires ont été devancés à Faramans dans l'Ain. Fin juillet, ils ont découvert que la parcelle d'essais de Monsanto avait été détruite avant la floraison du maïs. Il s'avère que c'est la firme elle-même qui a procédé à la destruction de l'essai. On peut se demander pourquoi ?

Sur le perron des ailleurs

François Blanchard fut musicien (1) et Karine Foussier, responsable, militante, présidente ou permanente régionale au sein de la MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne), en Poitou-Charentes. Ils sont installés sur la propriété des aïeux de François, à 14 km de Chinon, depuis 1999 pour celui-ci, un peu plus récemment pour elle. Après une formation agricole et un travail sur la propriété avec les ouvriers, François démarre en 2003, sur trois hectares seulement, une production d'un vin bio. Ici, les vendanges sont collectives, les travaux quasi-exclusivement manuels ; et rapidement des gens passent, viennent ou s'installent.

Des échanges, des trocs, des coups de main se développent. Pour les vendanges 2005, Lucy Carolan et Richard Glynn sont là pour un mois. Ces deux photographes de Darlington (Grande-Bretagne), travaillant avec de vieux appareils et des techniques premières, profiteront de leur séjour pour photographier la vigne, les outils, la nature et l'équipe de vendangeurs. Ce travail fera l'objet d'une exposition (maraîchage bio, travail coopératif) dans un restaurant bio et végétarien avec galerie et atelier dans leur ville. En avril 2006, François et Karine sont invités là-bas pour parler de ce qu'ils font et visiter une ferme bio avec un café en son sein.

"Tout ce qu'on recherche ailleurs, on l'a peut-être ici"

dira François lors d'un tour du domaine.



Matthieu Barbaroux

Des arts au-delà du vin

Il y a une énergie volontaire, un parfum de rêve, une attention, une sensibilité, une ouverture ici. Ainsi, c'est le souvenir de l'ébulliomètre de son grand-père, ce vieil instrument à mesurer le degré du vin qui danse encore devant les yeux de François et l'amena à reprendre les vignes. A y ajouter d'autres choses aussi comme les arts qui sont rapidement venus accompagner les métiers du vin.

Le bénévolat interdit (assimilé au travail au noir, à la concurrence déloyale dans le milieu marchand), l'association *Grum'Eau d'Terre* offre, via un cahier d'émargement à remplir par les bénévoles, l'assurance de responsabilité civile et officialise malgré tout ce système collectif, cet échange autour du faire. Une convention de partenariat lie l'association au producteur de vin et mentionne comme objet la découverte et la pratique des vendanges à l'ancienne (foulage du raisin au pied, égrappage avec égrappoire en osier, tri à la main, vieux pressoir…).

Cette volonté d'un travail doux et soigné se trouve encore renforcée par l'investissement des gens et des ami-e-s curieux, passionnés ou volontaires. De suite, des activités différentes voient le jour comme cet atelier de fabrication de *barrière de gâtine* ou tel groupe ayant choisi l'apprentissage des techniques et savoir-faire anciens. Et des projets suivent.

On imagine une salle café-concert afin que l'artistique de qualité s'épanouisse en milieu rural, un parcours pédagogique sur les vertus des plantes ou les insectes, un jardin bio et table d'hôte où l'hôte est acteur et non passif, un marché buissonnier des produits bio mais aussi de la presse alternative, des arts et artisanats…

Alors François et Karine réaliseront-ils ce rêve : imaginer ensemble un lieu de découverte des talents, un espace de rencontre et d'entraide où les gens trouvent des réponses, des questions et des savoirs ? Mais… allez-y voir !

Matthieu Barbaroux ■

François Blanchard et Karine Foussier, Château du Perron, 37120 Lémeré, tél : 02 47 95 75 26, www.francois-blanchard.com.

Association Grum'Eau d'Terre, La Forge à fer, 79200 La Peyratte.

(1) Joueur de basse, improvisation jazz, style Bernard Lubat ou André Minvielle.



Matthieu Barbaroux



Santé

Un vaccin obligatoire de moins

L'obligation de vaccination par le BCG a été suspendue le 11 juillet 2007 par le ministère de la santé : s'il est toujours proposé, les parents peuvent maintenant le refuser légalement. Le BCG reste officiellement recommandé pour "les populations à risque". Cette suspension fait suite à la publication de nombreux travaux montrant son inefficacité.

Dépenses mondiales

Les ventes de médicaments en 2006 dans le monde représentent 643 milliards de dollars… dont 290 milliards pour les seuls Etats-Unis et Canada (45 %) et 182 milliards pour l'Union européenne (28 %)… ce qui ne laisse que 27 % pour le reste du monde, qui se soigne avec d'autres méthodes que celles des laboratoires pharmaceutiques.

Inégalités d'espérance de vie

Si vous êtes un homme, mieux vaut vivre à Paris que dans le Nord : dans la capitale, l'espérance de vie masculine est de 78,2 ans contre 72,1 ans pour le Nord. Pour les femmes, c'est encore dans le Nord que c'est le pire (81 ans), mais c'est dans les Hautes-Alpes qu'elles vivent le plus longtemps (84,1 ans) devant Paris (83,9 ans). Explications : Paris dispose du meilleur dispositif médical ; les Hautes-Alpes sont les moins polluées ; le Nord-Pas-de-Calais est la région la plus polluée.

ALLIER

Adisseo condamnée

La société Adisseo (ex Aventis-Animal Nutrition), numéro 3 des compléments alimentaires pour animaux, a été condamnée par le tribunal des affaires sociales de Moulins pour "faute inexcusable" le 2 février 2007. L'entreprise devra verser entre 50 et 60 000 € à chacune des familles des neuf anciens salariés de l'usine de Commentry morts d'un cancer du rein ; 18 autre salariés atteints d'un cancer sont encore en vie. L'affaire remonte à 1982, quand l'usine commence à utiliser du chloracétal C5, une molécule entrant dans la composition de la vitamine A de synthèse. Dès 1990, des études indiquent un possible risque cancérigène. Le premier cancer est diagnostiqué en 1994. Le groupe Adisseo a été vendu par Rhône-Poulenc en janvier 2006 au groupe China national Blue Star.

Tabac

■ **Questions sociales.** La réactualisation de l'interdiction de fumer au travail (de fait prévue depuis la loi Evin de 1992 !) pose des questions sociales : les fumeurs qui sortent pour aller fumer le font-ils pendant leur temps de travail ? Des décomptes font ainsi apparaître que cela peut représenter jusqu'à 1h30 par jour. En cas d'accident à ce moment-là, s'agit-il d'un accident du travail ? La législation estime que ce temps n'est pas un temps de travail, la personne n'étant pas disponible. En Amérique du Nord, où cette interdiction est déjà effective depuis plusieurs années, plusieurs firmes accordent plus de congés (une ou deux semaines) à ceux qui ne fument pas pour inciter les fumeurs à s'arrêter. Un exemple à reprendre.

■ **Les restaurants prêts.** Une enquête réalisée fin mai dans le Haut-Rhin auprès de 200 restaurants montre que 82 % sont prêts à passer en "non-fumeur" au 1er janvier 2008. Dans les faits, 59 % déclarent déjà avoir une zone fumeur et une zone non-fumeur alors que l'association *Droits des non-fumeurs* qui a fait cette enquête n'en a trouvées que 23 % clairement pratiquées.

■ **Interdiction bien acceptée.** Selon un sondage, l'interdiction de fumer dans les lieux de convivialité (restaurants, bars, discothèques) est bien perçue par 79 % des Français et même par 84 % des 15-24 ans. Même les fumeurs sont d'accord à 72 %. Mieux, le sondage révèle que l'interdiction devrait provoquer une hausse de fréquentation dans ces établissements : +19 % dans les restaurants, +18 % dans les cafés, +12 % dans les discothèques.

Amiante

■ **Alstom : juriprudence novatrice**. En 1997, l'usage de l'amiante est interdit en France. Malgré cela, l'usine Alstom de Lys-lez-Lannoy, dans le Nord, va en faire manipuler à ses salariés jusqu'en 2001. Alors que l'usine a fermé, des salariés ont saisi les tribunaux pour "mise en danger de la personne". Le 4 septembre, le tribunal de Lille a condamné l'employeur à 75 000 € d'amende et 10 000 € d'indemnités à chacun des 150 salariés exposés ayant porté plainte. Normalement, 1200 salariés peuvent prétendre à ces indemnités, mais seuls 400 ont pour le moment pu être contactés par la justice. C'est la première fois qu'un tribunal accepte de condamner un employeur alors que les maladies liées à l'amiante ne sont pas encore apparues. Ce jugement inquiète le patronat qui craint que des salariés attaquent maintenant dans d'autres domaines (exposition à la radioactivité, aux ondes électromagnétiques des téléphones portables…). *Ardeva Nord-Pas-de-Calais, Pierre Pluta, 19, rue du Jeu-de-Paume, BP 78, 59942 Dunkerque cedex 2, tél : 03 28 68 27 19.*



Alain Bachellier

■ **Conflit à la SNCF.** Alors que l'utilisation de l'amiante est désormais interdite, on en trouve encore dans les locomotives et leur suppression se fait dans des ateliers de la SNCF au fur et à mesure des processus d'entretien. Le 12 octobre 2006, le syndicat Sud-Rail a dénoncé les conditions de travail dans ces ateliers après l'annonce, à Lyon-Oullins, de trois cas de maladie professionnelle liée à la manipulation de l'amiante.

■ **Eternit joue avec la loi.** Eternit est l'entreprise leader dans la fabrication de l'amiante-ciment. Elle a été attaquée au tribunal et déjà condamnée plusieurs centaines de fois comme étant l'une des responsables des décès liés aux fibres d'amiante. Mais Eternit a réussi un tour de passe-passe juridique en remettant en cause la procédure de reconnaissance en maladie professionnelle par les caisses primaires d'assurance maladie. Elle a ainsi obtenu à de nombreuses reprises l'annulation des condamnations. Selon l'Andeva, Association nationale des victimes de l'amiante, Eternit a réussi à se faire rembourser 1 538 000 € en 2003, 130 000 € en 2004, 235 000 € en 2005.

HAUTES-ALPES

Fêtes des simples

Les simples ou plantes médicinales font aujourd'hui un retour remarqué et les cueilleurs se sont réunis au sein d'un syndicat SIMPLES, qui organise ses rencontres nationales les 13 et 14 octobre à l'occasion de la fêtes des simples de Rosans, entre Nyons et Gap. Le thème de l'année est la fragilité des ressources : la croissance des usages actuels risque en effet de détruire les équilibres fragiles des biotopes où poussent naturellement les plantes. Déséquilibres que l'on observe déjà dans certains cas. *Simples, Champ-Long, 8, route de Sauze, 06470 Guillaumes.*





DR

BELGIQUE

Pédiatres pour l'interdiction

En mars 2007, trente pédiatres flamands ont lancé un appel pour demander l'interdiction des téléphones portables aux moins de 16 ans. Les pédiatres sont inquiets du rayonnement émis par les appareils et par l'utilisation intensive qu'en font les adolescents alors que leur cerveau encore en développement est très sensible à ces ondes. Ces pédiatres ont écrit à leurs collègues pour leur demander d'afficher dans les salles d'attente des lieux médicaux un avertissement "Limiter les radiations" sur les risques que l'on prend avec ces téléphones, avec le wi-fi, mais aussi en téléphonant à côté de son enfant.

BELGIQUE

Conférences

Des conférences se tiennent en Belgique pour alerter sur les dangers de la téléphonie mobile (GSM en Belgique), le 6 octobre à 17 h au salon Aubépine à Arlon ; le 12 octobre à 20 h à la Boutique Santé, rue Marchamps, 40, à Seraing (tél : 04/338 28 33) ; le 14 novembre à 20 h à l'Espace 28, rue Laoureux, 28 à Verviers (tél : 087/22 97 87).

AUTRICHE

Refus du wi-fi

Après un appel signé par des médecins autrichiens, le gouvernement de la province de Salzbourg, en Autriche, a décidé au printemps un moratoire de 18 mois pour étudier l'impact sur la santé du wi-fi avant d'en autoriser éventuellement l'usage. Au mois de juillet, il a annoncé s'orienter vers un bannissement définitif de cette technique.

Inquiétude européenne

Une étude de l'Eurobaromètre, institut travaillant pour le compte de la Commission européenne, montre une montée de l'inquiétude des populations face à l'usage des téléphones portables : alors que 55 % des sondés dans les 27 pays de l'Union européenne ressentaient un risque en 2003, ce taux est passé à 76 % aujourd'hui.

Pas pour les enfants

En janvier 2005, les associations Priartem et Agir pour l'environnement obtenaient des magasins BHV le retrait de la vente du BabyMo, un téléphone mobile pour les enfants. S'il existe encore des débats sur la nocivité des téléphones pour les adultes, on sait que les enfants sont beaucoup plus sensibles à ces ondes. Plusieurs instances officielles déconseillent l'usage par les plus jeunes. Cet été, la firme Cartematics annonce néanmoins la mise en vente d'un nouveau téléphone pour enfants : le Kiditel (ci-dessous). Après un travail de lobbying, Auchan et Carrefour ont annoncé début septembre qu'ils ne commercialiseraient pas ce produit. Par ailleurs, la Direction générale des fraudes a ouvert une enquête pour vérifier la conformité réglementaire d'un tel téléphone. A quand une interdiction nette ?



DR

Spots radios

Les autorités de sécurité sanitaire ont lancé fin juin 2007 une série d'avertissements sur les radios rappelant qu'il ne faut pas téléphoner en voiture (augmentation du champs électromagnétique qui peine à faire la jonction dans une enceinte métallique en déplacement), ne pas porter le téléphone portable en veille à la ceinture (risque d'impuissance ou pire), ne pas confier un téléphone portable à un jeune enfant (cellule du cerveau trop fragile). Quand les procès fleuriront, les autorités auront beau jeu de dire qu'elles ont fait leur travail… les téléphones destructeurs sont toujours en vente libre.

Antennes sans permis ?

Jusqu'à maintenant, la pose d'une antenne-relais de téléphonie mobile nécessitait une autorisation de travaux et la mairie avait l'obligation de rendre publics les lieux d'implantation par affichage en mairie… mais un décret du 5 janvier 2007 qui entrera en application le 1er octobre 2007 modifie la réglementation du code de l'urbanisme : les opérateurs seront dispensés de ces démarches. Une victoire pour les opérateurs, une défaite pour les habitants, d'autant plus que de nombreuses antennes-relais sont maintenant discrètement cachées dans de fausses cheminées en plastique.

Les scientifiques essaient de se faire entendre

Plus de 500 chercheurs nord-américains spécialistes des questions liées à la téléphonie mobile, à la wi-fi et aux autres usages des radiofréquences, se sont regroupés pour faire une énorme synthèse de leurs travaux. Le rapport de 500 pages a été rendu public le 31 août 2007 sur internet (www.bioinitiative.org) : les chercheurs (médecins, épidémiologistes, biologistes…) soulignent que l'on est sûr maintenant que les normes actuelles sont trop élevées et que les effets mesurables en termes de santé se produisent bien en-dessous de ces seuils, que les radiofréquences augmentent les risques de cancer du cerveau… En France, Priartem et Agir pour l'environnement, sont allé remettre ce rapport, le 13 septembre, au Ministère de la Santé, en espérant qu'enfin l'information soit rendue publique.



DR

Des voies pour

Les élections présidentielle et législatives sont passées… à côté de l'essentiel. Encore cinq ans de perdus pour la planète ? Changeons plutôt de perspective pour sortir de l'impuissance ! Quelques pistes constructives basées sur l'expérience du Mouvement de l'appel pour une insurrection des consciences (MAPIC).

En 2002, une tentative de candidature atypique à la présidentielle, celle de Pierre Rabhi, appelle à une insurrection des consciences et proclame que le temps de la décroissance soutenable est venu. Un commentaire politicien dirait que ce fut un échec : il ne parviendra pas aux tribunes de la campagne officielle soumis au sésame des 500 parrainages. Et pourtant, des milliers de personnes sont touchées par cette parole publique, s'y reconnaissent : un mouvement de soutien émerge en quelques semaines. Et puisque cet appel nous dit "le pouvoir est entre nos mains", alors des personnes rassemblées à cette occasion dans des comités partout en France se retroussent les manches. Pour ancrer cette énergie dans la durée et lui donner une cohérence nationale, un mouvement politique est créé, "non conventionnel", porteur d'une aspiration à renouveler les façons de s'engager pour une transformation sociale. Bien du chemin a été parcouru depuis…

L'insurrection des consciences, toujours d'actualité

Aujourd'hui, on peut faire le constat, comme Michel Jarru dans *Silence* en avril 2007, du délabrement de la vie sociale et politique en France… et que cette situation "*perdure grâce à la servitude et à la complaisance de chacun*". Pour en sortir, le premier pas est donc de prendre conscience de notre part de responsabilité et de refuser de rester complices par notre silence ou notre passivité. Il concluait : "*Au delà des élections, il serait peut-être vital de provoquer un sursaut de liberté, de dialogue, humaniste et hédoniste, et de l'organiser pour ne plus avoir à vivre une telle situation.*" Cette conclusion va dans le même sens que d'appeler à une "insurrection des consciences". Le système médiatique et politique concentre ses efforts pour garder le plus possible nos consciences sous contrôle. Comme la grenouille dans la casserole d'eau chauffant progressivement, nous avons tendance à nous engourdir ; nous avons besoin d'un sursaut énergique, de faire ce geste vital de nous dresser face à la destruction planétaire.

Oui mais comment ?

Les débuts du MAPIC ont révélé la richesse humaine de cette démarche, et aussi la difficulté de la tâche. Faire œuvrer ensemble des personnalités fortes ne se fait pas sans étincelles. Se considérer comme une conscience en insurrection amène à une forte exigence d'autonomie de pensée et d'action. Les comités locaux, les assemblées générales annuelles, ont été le creuset de ce travail collectif. Progressivement, des outils ont été expérimentés pour améliorer la qualité des débats, des prises de décision, pour réguler de façon non violente les conflits (1). Le comité de liaison national est aussi le lieu de cet apprentissage (du) collectif. Peu à peu, les membres du MAPIC s'efforcent de construire une culture commune qui les aide à sortir de schémas humains qu'ils ne veulent plus vivre. À l'heure où une majorité des électeurs a porté son espoir vers un frénétique PDG de la France, le MAPIC met en œuvre une dynamique collective basée non sur le commandement mais sur la responsabilité.

Le travail collectif a permis de compléter l'appel fondateur par une charte synthétisant les valeurs essentielles du mouvement. Ce texte de référence inspire l'action de chaque comité, dans une grande diversité d'applications, librement décidées au niveau local : échanges sur la décroissance au quotidien, conférences, forums, projets alternatifs comme des AMAP. Ainsi a émergé une spécificité du MAPIC, qui est d'associer :

- la transformation personnelle, par la prise de conscience et le changement des comportements dans le sens d'une plus grande cohérence.
- l'action collective dans des projets concrets et l'implication sociale dans les réseaux associatifs.
- et l'expression politique sur les enjeux importants pour l'avenir de la Terre et des humains.

En faisant converger ces logiques d'action, il souhaite dépasser deux écueils, celui d'un développement personnel égocentrique, et celui d'un engagement social sans souci de cohérence personnelle.

Et la politique dans tout ça ? Où et comment ?

L'expression politique collective est en évolution, d'abord expérimentée par certains comités locaux. Quelques enjeux sont perçus : participer à la dynamique et à une certaine cohérence de la mouvance écologiste ; trouver des formes d'expression pertinentes ; construire à partir des richesses propres à ce mouvement ; et d'abord appliquer à l'intérieur même du mouvement les idéaux politiques qu'il défend ! L'édition d'un document politique national en 2003 avait été le déclencheur de fortes tensions. Cet événement a permis de poser au sein du mouvement des questions fondamentales, de nature politique : quels sont les

(1) La communication non-violente (CNV), le travail collectif en plus-values mutuelles plutôt qu'en critiquant, le consensus, les débats en alternant grand et petit groupe, la sociocratie…

une régénération

liens entre organisation locale et nationale ? Quelle est la place de Pierre Rabhi ? Quelles sont la raison d'être et l'identité du MAPIC ? Faire émerger des réponses claires, par des méthodes d'écoute et de concertation respectueuses de la diversité des membres, a constitué un bel exercice pratique de "politique non conventionnelle" !

Agir dans la société civile

Une étape significative a été franchie lors de l'assemblée générale en juillet 2006 : le MAPIC a quitté son statut de parti politique pour devenir un "mouvement d'expression politique, économique et humaine, à partir de la société civile". La vocation du MAPIC s'est révélée être ailleurs que dans la participation à des campagnes électorales. A travers la grille de lecture de la tri-articulation sociale (2), une réflexion est menée au sein du mouvement pour prendre conscience du sens de son action dans la société civile plutôt que dans le monde politique, et de ses atouts pour y jouer un rôle essentiel (3).

En deux mots : la crise du sens que traverse notre société serait le résultat d'une pathologie sociale : la domination de la logique financière sur l'ensemble du corps social. Pour y résister, vu l'inertie des institutions politiques, il y a une responsabilité à renforcer le pôle de la société civile. C'est elle qui crée et conserve les cultures ; ces pratiques et connaissances ayant une valeur parce qu'elles ont du sens, non parce qu'elles rapportent. Ce pôle est affaibli par notre mode de vie individualiste et par les pouvoirs en place, mais dans le même temps, il est porteur de beaucoup d'énergie et de créativité, ne demandant qu'à prendre forme et à s'affirmer davantage sur la place publique.

Plusieurs comités locaux ont pu s'appuyer sur leurs valeurs de non-violence, sobriété, coopération, créativité, pour impulser et prendre part à des projets locaux d'importance, en convergence avec les énergies associatives et citoyennes. Ainsi, la SCI Terres Fertiles sur le plateau de Saclay, issue du comité Colibri91 (4), ou encore le Festival de la Terre à La Rochelle, organisé par un collectif d'une trentaine d'associations, pendant sept jours en juin, chaque année depuis 2005 (5). Ces expériences, parmi d'autres, montrent qu'une société civile organisée est capable de peser face aux acteurs politiques et économiques.


DR

Le Festival de la Terre à La Rochelle : des chapiteaux dans un parc de la ville pour 7 jours d'animations écologiques et conviviales.

L'aventure personnelle et collective

Les initiatives de la société civile butent souvent sur des obstacles humains, liés aux relations entre personnes, aux façons de s'organiser, au petit nombre des militants… C'est pourquoi les comités du MAPIC portent une attention particulière à la qualité des relations et à la cohérence de leurs pratiques. C'est un processus lent et exigeant de changement humain, nos anciennes habitudes étant bien ancrées.

Et Pierre Rabhi dans tout ça ?

Il n'a jamais souhaité jouer un quelconque rôle de "chef" au sein du MAPIC. À travers ses conférences et ses écrits, il continue de porter publiquement cet appel à une insurrection des consciences. La charte du Mouvement pose la liberté de conscience comme un principe essentiel. Pierre Rabhi est donc pour le MAPIC une référence éthique fondatrice, mais ses membres ont une grande diversité d'autres sources d'inspiration. Suite à sa décision de ne pas être candidat en 2007, il a fondé le *Mouvement international pour la Terre et l'Humanisme*, organe de communication pour porter plus largement son message et créer davantage de liens entre les diverses réalisations auxquelles il a contribué. Le MAPIC travaille donc en partenariat avec cette nouvelle structure. Sur le plan national, il a aussi été décidé d'adhérer à *l'Alliance pour la Planète*, dynamique de rassemblement pleine de potentialités. Voir www.mouvementth.org et www.lalliance.fr.

(2) Vision de la société comme un organisme fait de trois composantes essentielles, issue des travaux de l'anthroposophie de Rudolf Steiner, remise d'actualité par le philippin Nicanor Perlas, auteur de *La Société civile, le troisième pouvoir*.
(3) Lire sur le site www.appel-consciences.org, le dossier de découverte de cette approche et de quelques applications possibles.
(4) SCI Terres Fertiles, 15 allée de Chartres, 91370 Verrières-le-Buisson, http://terresfertiles-idf.org.
(5) Le Festival de la Terre s'inscrit dans une démarche lancée au niveau mondial. En 2006, il s'est déroulé dans une vingtaine de pays. En France, 318 événements ont eu lieu dans 37 départements. Voir www.festivaldelaterre.org.

De ce fait, certains comités se sont essoufflés mais il subsiste des liens informels entre leurs membres, permettant encore l'émergence de projets. C'est le cas par exemple du comité "Colibri 21", né suite à l'organisation d'une conférence de Pierre Rabhi à Dijon. Une AMAP a été créée en 2005. Deux ans plus tard, constatant de fortes divergences et tensions, les membres du comité ont décidé collectivement de prendre du recul. Un mois plus tard, certains d'entre eux se sont retrouvés dans un collectif associatif pour organiser un forum sur l'agriculture et les alternatives locales… prolongement inattendu de la conférence quatre ans auparavant. Le sentiment d'impuissance se dissipe quand on comprend que les changements essentiels ne sont pas les plus spectaculaires… mais ceux inspirés par la conscience que ce que nous avons à faire est là où nous nous trouvons. C'est semer sans chercher à maîtriser quand et comment cela va pousser.

Les sujets dont les politiques ne parlent pas

Michel Jarru en a dressé une longue liste, sur un ton désabusé.
Mais est-ce surprenant ? Les politiques n'existent que s'ils suscitent l'adhésion d'un grand nombre de gens, leur but est de séduire une majorité. Sinon, ils sont marginalisés et leurs propos sont décrédibilisés. C'est la limite de la démocratie par vote majoritaire. Dans ce système, par principe, les minorités ne peuvent avoir raison, donc elles ne sont pas réellement écoutées. Arrêtons donc d'attendre des politiques l'audace d'introduire des idées nouvelles ou radicales dans le débat public. C'est à la société civile de s'organiser et se mobiliser pour avoir les moyens de le faire. Le cas des OGM en est un bel exemple.
Et pourquoi attendons-nous cela des politiques ? Cela tient peut-être à une croyance sur l'évolution des sociétés humaines : l'économie et la technologie sont souvent considérées, depuis le 19e siècle, comme un moteur important de l'histoire. En réaction, on revalorise l'intervention de la politique, capable de donner de nouvelles règles et orientations à la société. Mais on redécouvre aujourd'hui, confrontés à l'impuissance politique, que la culture d'une société n'est pas qu'un sous-produit des systèmes économiques et politiques, mais *"qu'elle est simultanément et d'abord l'élément structurant fondamental de toute société, la base même de ce qui fait société."*
Comme le dit J.-P. Worms dans la préface du livre *Les Créatifs culturels en France* (éditions Yves Michel), la société civile, porteuse de la culture d'une société, représente donc *"un levier de changement porteur d'avenir pour l'humanité, car assis sur une autre logique, l'outil d'une création sociale nouvelle"*. C'est ce que nous apprennent les études sociologiques au sujet des "créatifs culturels". Cette fraction du monde occidental (17 % en France) se reconnaît dans un ensemble cohérent de valeurs en rupture avec le modèle dominant… et constitue la tête du peloton des évolutions culturelles en cours, sans toutefois former un "groupe" cohérent, isolé du reste de la société. Eh oui, nous ne sommes pas si minoritaires que nous le croyons !

La force fragile des colibris

Face à la puissance des moyens médiatiques au service d'une logique sociale destructrice, celles et ceux qui choisissent d'entrer en insurrection pour prendre soin de la vie sur Terre ne peuvent plus se permettre de rester isolés. Le colibri tout seul face à l'incendie va y laisser des plumes. Le défi collectif est à relever, d'abord à un niveau local, pour relier celles et ceux qui, à travers une grande diversité d'engagements spécialisés, se retrouvent dans une même démarche transversale et globale. C'est ce qui explique aussi l'apparition de nombreux projets collectifs et groupes informels "décroissance". Ce défi collectif est aussi national ; parmi d'autres initiatives, le MAPIC se veut un outil pour savoir prendre de la hauteur par rapport à son contexte local, à travers un réseau de solidarité, de partage d'expériences. La prochaine assemblée générale, les 13 et 14 octobre 2007, à Avignon, va donner le coup d'envoi à une Fédération des comités locaux, mettant en acte l'aspiration à un mouvement émergeant de sa base. Actuellement, le MAPIC compte une centaine d'adhérents réunis en une vingtaine de comités locaux. Après les élections, le chantier permanent de l'autoconstruction humaine et sociale continue !


DR

Le Festival de la Terre à La Rochelle : des curieux sont regroupés autour d'un bac avec des plantes aromatiques et des "mauvaises herbes" utiles.

Alain Aubry, Gaston Jouffroy, Christian Lagasse, Julien Lassauque, Thomas Marshall, Lucie Piro, membres du comité de liaison du MAPIC ■

MAPIC, Lebat, 82110 Cazès-Mondenard,
tél : 05 63 04 79 83, www.appel-consciences.org.





ETATS-UNIS

Dette préoccupante

28 198 000 000 000 $ soit 28 000 milliards de dollars, c'était le montant de la dette des Etats-Unis au 1er janvier 2007, une dette qui a grossi de 2178 milliards en un an. Un niveau qui dépasse depuis longtemps celui atteint lors de la crise de 1929 et qui fait que de nombreux économistes craignent un effondrement similaire.

ISLANDE

Poussée écologiste

Les élections législatives du 13 mai 2007, en Islande, ont été marqué par une forte progression de la liste Gauche verte qui est passée de 8,8% des voix en 2003 à 14,3% après avoir mené la campagne contre les projets industriels que sont les projets de barrage hydroélectrique de Karahnjukar et de fonderie d'aluminium qui le justifie. Ces deux projets situés au milieu des réserves naturelles de l'est de l'Ile provoque un intense débat dans un pays qui n'a pas besoin de nouveaux revenus : l'Islande a le niveau de vie le plus élevé au monde après la Norvège.

ITALIE

L'extrême-droite aime Sarkozy

Pour les élections italienne du 27 et 28 mai 2007, le parti *Alleanza nazionale*, parti post-fasciste italien, a réalisé une affiche où l'on voit en gros plan Nicolas Sarkozy, avec le slogan "Victoire de Sarkozy, changeons l'Europe". Ce qui signifie que l'extrême-droite italienne le juge plus intéressant que le déjà très droitier Berlusconi !

Jean Chesneaux

Né en 1922, arrêté avec des tracts pacifistes par la Gestapo, plus jeune agrégé d'histoire en 1945, spécialiste de l'Orient, militant au parti communiste jusqu'à mai 1968, Jean Chesneaux rejoindra la mouvance écologiste lors de la lutte des paysans du Larzac dans les années 1970. Il publie alors des livres critiques sur la société de consommation : *De la modernité* en 1983, *Modernité-monde* en 1984. Il se lie d'amitié avec François Partant (voir *Silence* de septembre) et commence à publier de nombreux textes critiques sur la notion de développement... dont certains dans *Silence*. Il publie un livre sur le colonialisme de la France en Océanie : *La France dans le Pacifique. De Bougainville à Moruroa*, 1992 et encore *Tahiti après la bombe : quel avenir pour la Polynésie*, 1995. De 1997 à 2004, il est président de *Greenpeace-France*. Puis il rejoint le conseil scientifique d'*Attac* où il anime le groupe de travail "Ecologie et société"... jusqu'à sa mort le 23 juillet dernier, à 85 ans.


Jean Chesneaux
DR

PARIS

Altermondialisme et écologie

La revue *Actuel Marx,* dans le cadre d'un colloque international sur l'altermondialisme et l'anticapitalisme, organise le jeudi 4 octobre à l'Université de Paris X Nanterre, bâtiment L, salle 420, une journée d'études sur le thème "altermondialisme et écologie" avec trois ateliers successifs : à 10 h : Quelle alternative au capitalisme ? Bien commun, gratuité, propriété collective dans une perspective écologique (avec Daniel Tanuro, Michael Löwy, Pedro Ivo Batista, Joel Kovel) ; à 14 h : Altermondialisme et écologie : les convergences possibles (avec Geneviève Azam, François Chesnais, Philippe Mühlstein, Patrick Farbiaz) ; à 16 h : Anti-capitalisme ou décroissance ? (avec Frieder Otto Wolf, Bernard Guibert, Jean-Marie Harribey, Augustin Raymundo Vàsquez Garcia). *Actuel Marx, 19, boulevard du Midi, 92000 Nanterre, fax : 01 46 95 03 51.*

Grenelle et contre-Grenelle de l'environnement ?

■ **Questions gênantes.** Le gouvernement a lancé le principe d'un "Grenelle de l'environnement" pour la fin octobre. Mais comment éviter les questions gênantes ? Tout d'abord, il s'est vite dit dans les ministères que ce processus déboucherait sur des propositions... et qu'ensuite ce serait le gouvernement qui les reprendrait ou non. Ensuite, pour éviter d'avoir trop de dossiers brûlants, le gouvernement a soigneusement mêlé à des organisations reconnues (France-Nature-Environnement, Greenpeace, les Amis de la Terre, le WWF), d'autres inconnues du milieu écologiste comme Ecologie sans frontière (aucun permanent, aucune revue, aucun local comme le révèle le *Canard enchaîné* du 11 juillet 2007) ou contrôlées de toutes pièces comme la fondation Nicolas Hulot ou Good Planet lancé en 2005 par Yann Arthus Bertrand. Le Réseau Sortir du nucléaire qui fédère 800 associations et qui a organisé la plus grosse manifestation de rue pendant les récentes élections (plus de 60 000 personnes), a été soigneusement écarté pour ne pas parler du nucléaire, de même que des groupes comme Agir pour l'environnement qui a mis en avant des sujets gênants : les OGM, les autoroutes, les téléphones portables... Greenpeace a mis en avant comme préalable à l'ouverture des discussions l'amnistie de militants condamnés dans la lutte contre les OGM (José Bové, Jean-Emile Sanchez, Gilles Lemaire...). France-Nature environnement a demandé en préalable un moratoire sur les OGM, le nucléaire (et donc sur l'EPR) et les autoroutes. Elle demande également une politique agricole incitant à la baisse des pesticides et faisant la promotion de l'agriculture biologique.

■ **Pour un Green-elle de l'environnement.** Agir pour l'environnement a lancé une campagne d'interpellation du gouvernement sur les sujets à prendre en compte **avant le Grenelle** pour aborder les questions écologiques : quatre moratoires sont demandés : sur les OGM, sur l'EPR, sur le programme autoroutier, sur l'incinération ; mais qu'également soient ouverts les dossiers sur les points noirs du bruit, l'utilisation des pesticides, la biodiversité et les corridors biologiques, la téléphonie mobile et son interdiction pour les enfants, la baisse des valeurs d'exposition aux antennes-relais, la restriction de la publicité, l'interdiction de la publicité pour les produits qui poussent à la consommation d'énergie, etc. Le document est disponible auprès de *Agir pour l'environnement, 97, rue Pelleport, 75020 Paris, tél : 01 40 31 02 37.*

■ **Lyon : Contre-Grenelle de l'environnement.** Alors que se prépare le "Grenelle de l'écologie", l'association Casseurs de Pub et sa revue *La décroissance* ont lancé un contre-Grenelle de l'environnement qui se tiendra à Lyon, le samedi 6 octobre, salle Victor-Hugo, 33, rue Bossuet (Lyon 6e). Au programme, le matin : critique de la politique spectacle et de l'écologie-alibi (avec Bruno Clémentin et Sophie Divry *La Décroissance,* Paul Ariès, Francine Bavay *Alter Ekolo,* Geneviève Azam *Attac,* Bernard Guibert *Les Verts,* René Balme...) ; l'après-midi : les dossiers interdits à Grenelle : les autoroutes (Julien Milanesi), l'irradiation des aliments (Véronique Gallais, Action environnement), le nucléaire (Roland Desbordes, CRII-Rad), la normalisation au service de la grande industrie (Nelly Pégault, Nature&Progrès), les OGM (Jean-Damien Terreaux, Confédération paysanne), l'idéologie des prix bas (Yann Fiévet, Action consommation), la grande distribution (Christian Jacquiau) et présentation de manière de réagir avec la désobéissance civique (François Vaillant, *Alternatives non-violentes*) et l'engagement politique (Vincent Cheynet, *La Décroissance*). Renseignements : *www.contre-grenelle.org.*

CONTRE-GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT
Casseurs de pub

Quelles ampoules ?

Les incitations à l'utilisation d'ampoules à basse consommation se multiplient depuis quelque temps. Vous parlez même, dans le n°345 de *S!lence* (p.28), de l'interdiction de vente des ampoules à incandescence en Californie et en Australie. J'ai l'impression que la suppression des ampoules à incandescence est devenue la solution miracle pour réduire la consommation d'électricité. Pourtant, dans l'état actuel des choses, il me semble qu'un certain nombre de problèmes se posent, qui sont rarement, voire jamais cités :
1 - Les ampoules fluocompactes contiennent du mercure. Or je n'ai jamais entendu parler d'une quelconque filière de récupération et de recyclage (et même si une telle filière existait, une partie de ces ampoules terminerait de toute façon sa vie dans les poubelles).
2 - Les ampoules fluocompactes ne conviennent pas à tous les usages. Des cycles répétés d'allumage et extinction rapprochés accroissent leur consommation et les vieillissent prématurément. La plupart des fabricants déconseillent d'ailleurs explicitement une utilisation avec des minuteries ainsi que, pour d'autres raisons, avec des variateurs. Il me semble donc absurde de vouloir interdire les ampoules à incandescence si elles ne sont pas intégralement remplaçables par d'autres solutions.
3 - Ces caractéristiques — à moins qu'il ne s'agisse de paresse — font que certaines personnes laissent allumées en permanence des ampoules fluocompactes ("ça ne consomme presque rien") là où elles avaient l'habitude de n'allumer les ampoules à incandescence que lorsqu'elles étaient présentes. Où sont les économies ?
4 - Je m'interroge sur le bilan écologique global des ampoules fluocompactes. Qu'en est-il de l'énergie et des matières premières utilisées pour leur fabrication ? Des pollutions induites ? Avez-vous des informations à ce sujet ?
Je me pose des questions semblables sur les ampoules à led (lampes à diodes électroluminescentes) : contiennent-elles des produits toxiques ? Que coûte leur fabrication en énergie, matières premières, transport, pollution ?
A mon avis, il serait bon de commencer à éteindre les lampes inutiles : enseignes lumineuses et éclairages de vitrines de magasins en service une bonne partie de la nuit, salles de restaurant systématiquement éclairées même quand le soleil pénètre abondamment par les fenêtres... les exemples ne manquent pas.
Par ailleurs, les architectes pourraient utiliser mieux la lumière solaire pour l'éclairage diurne des immenses entrepôts, hypermarchés ou immeubles de bureaux. Actuellement, la plupart de ces bâtiments sont soit dépourvus de fenêtres, soit pourvus de fenêtres sur les murs extérieurs seulement (assez peu sur le toit). Et lorsqu'il y a des fenêtres, je note que la conception de l'éclairage électrique n'en tient pratiquement jamais compte : par exemple, les lampes éclairant les zones périphériques sont commandées par le même interrupteur que celles qui éclairent les zones centrales, si bien que les lampes situées près des fenêtres restent allumées toute la journée. A l'évidence, les concepteurs de l'éclairage électrique ne font pas de différence entre modes de fonctionnement diurne et nocturne. Comment sensibiliser architectes et électriciens ?

Antoine Brolli ■
Haut-Rhin.

S!lence : entièrement d'accord avec la fin de la lettre sur les économies préalables et sur le point 3. Sur le point 1, alors que les ampoules à filament ne sont pas recyclées, celles fluocompactes le sont en principe (et une éco-taxe est perçue sur le prix d'achat)... mais avec un taux de collecte sans doute très faible. Sur le point 2, cela évolue : elles supportent bien maintenant allumages et extinction, mais mal les variateurs. Sur le point 4, l'Ademe a publié des infos sur le sujet qui sont favorables aux ampoules basse consommation et encore plus au led : malgré une technologie plus coûteuse au départ et des déchets plus difficiles à recycler, les nouvelles générations d'ampoules présentent un meilleur bilan... surtout du fait de leur durée de vie.

L'ADFI : un secticide ?

J'ai été très surprise de lire page 14 du numéro 348 de Silence, dans une liste d'associations "Solidarité locale", le nom et l'adresse de l'ADFI, Association de défense des familles et de l'individu. Je suis d'accord pour que votre liste reflète une grande diversité d'actions et d'opinions, mais cela doit-il aller jusqu'à inclure ceux qui s'opposent à cette diversité, par des moyens coercitifs allant jusqu'à la violence et la corruption ? "L'ADFI est un réseau d'associations financé par l'Etat au titre de plusieurs millions de francs. L'UNADFI et l'ADFI ne luttent pas contre les mouvements dits "sectaires" mais contre tout ce qui est différent et qui présente une alternative à la société telle que nous la connaissons. Elles sont devenues une véritable police parallèle et dictatoriale de la pensée !". Ce texte lu sur internet (...) rejoint les informations déjà développées dans le livre "Les radis de la colère, le complot démasqué", de l'avocat Jean-Pierre Joseph qui a défendu une petite communauté agraire et biologique de la Drôme, contre les assauts calomnieux de l'ADFI. En tant que crudivore et instincto, j'ai pu, en lisant ce livre, voir combien les techniques et stratégies calomnieuses et diffamatoires étaient similaires dans ce cas à celles qui ont été utilisées contre notre mouvement. (...) Une des techniques de l'ADFI est d'assurer à certains "témoins" fragiles de très substantiels dommages et intérêts dans le cas où l'accusé est jugé coupable, ce qui peut aider à motiver le témoin...
Pour finir j'ai appris que l'ADFI avait aussi attaqué les écoles Steiner, accusées d'être une secte, et qu'une présidente de l'ADFI avait participé à ces attaques. Puis il s'est trouvé que l'une de ses filles est devenue institutrice, et a trouvé un emploi dans une école Steiner. Alors la mère a pu voir ce qui se passait réellement dans ces écoles et elle en a conclu que c'était l'ADFI qui agissait de manière sectaire : elle a alors donné sa démission ! (...) L'ADFI n'agit pas pour qu' "un autre monde soit possible", mais pour le maintien de l'ordre actuel, et contre toutes les alternatives (...).

France Andrighetto ■
Isère.

Silence : *L'UNADFI est la fédération nationale des groupes locaux ADFI. Il n'y a donc qu'une structure. Les ADFI collectent des informations sur les groupes sectaires... Nous recevons leur revue* Bulles *depuis des années : nous n'y avons rien lu contre les écoles Steiner, ni aucune incitation à porter plainte contre un groupe. Par contre, elle fournit à ceux qui le veulent des éléments sur les groupes, ce qui peut aider dans un procès. La définition d'un groupe sectaire est difficile à donner : celle élaborée par l'Etat pourrait assez bien s'appliquer... à l'armée ! Les données de l'Etat, avec l'aide des renseignements généraux, sont souvent erronées — c'est là qu'on peut y lire des attaques contre Steiner. Quant à ce qui est publié sur internet à propos de l'ADFI, c'est à prendre avec méfiance : les sectes attaquées (notamment l'église de Scientologie) multiplient les infos calomnieuses.*

Fiscalité et pluviométrie

(...) Je voudrais vous apporter une simple réflexion sur le crédit d'impôt en faveur de la récupération des eaux pluviales. Il était dans l'air depuis un certain temps que pour favoriser cette "pratique" le gouvernement souhaitait mettre en œuvre des aides fiscales traduites par un crédit d'impôt. Bonne nouvelle ! Bon, au début c'était 50% sur la récupération (sans spécificité sur l'utilisation) puis il y a eu restriction aux usages externes (pas de crédit pour les plombiers). Après tout c'est logique, quoi de plus écologique que de laver sa voiture ? Ensuite le crédit est descendu : 40 puis 30 et finalement ce sera 25%. C'est écrit dans le bulletin officiel des impôts 5B-18-07 n°96 du 3 août 2007.
Bon, on va pas râler, c'est déjà ça ! Ben en fait en lisant ce texte il faut atténuer encore un peu ! Déjà ce crédit ne s'applique pas aux anciennes cuves à fioul et fosses sceptiques et toutes eaux. Pour les premières, je peux comprendre mais pour les dernières surtout il s'agit d'usages externes : j'ai du mal à suivre. (...) Les propriétaires de maisons existantes possédant en général un jardin et des aires déjà prédéfinies sont, je pense pour leur majorité, peu enclins à faire des trous chez eux (c'est un avis purement personnel). Donc ce crédit s'applique plutôt aux maisons neuves. Qui dit maisons neuves dit pas d'amélioration de l'habitat donc TVA à 19,6% (...).
J'envisage la réalisation d'une installation de récupération d'eaux pluviales d'un montant de 5000€ TTC. (...) Au final, 3000€ seulement sont éligibles. Ainsi, je peux envisager de récupérer 750€ sur mon installation (25% de 3000). Donc l'Etat me propose de me rétribuer 750€ pour la bonne action en faveur de l'environnement. Cool !
Oui mais, n'oublions pas la TVA. Pour l'instant, elle est à 19,6% et jusqu'à preuve du contraire elle s'applique au coût global d'installation, soit, aux 5000€. Donc je dois (car je paie aussi l'artisan) à l'Etat 5000€ x 0,198 = 980€. Toujours jusqu'à preuve du contraire et si mes notions résiduelles de mathématiques traditionnelles ne sont pas erronées, 980 est plus grand que 750. Donc, sur mon installation, je dois plus à l'Etat que ce qu'il me reverse, autrement dit, l'Etat gagne de l'argent sur mon installation. Pas terrible comme mesure d'incitation fiscale ! (...)

Jérôme Spieth ■
Loire-Atlantique.



Domination culturelle

Dans la rubrique “Alternatives” de Silence n°346, un article de Christophe Goby sur l’invasion des logiciels libres qui envahissent la campagne (mais de quelle campagne s’agit-il, du Périgord où les anglais achètent des propriétés rendant inaccessibles l’habitat et le foncier pour les gens qui veulent vivre et travailler au pays…) ne fait pas mention de l’impact et de l’existence d’une quelconque culture à Saint-Alyre d’Arlane. (…)
Ce n’est pas le sujet de l’article, j’en conviens, mais quand même. Certes il s’agit là d’une démarche *a priori* sympa mais se pose-t-on la question sur l’impact que peut avoir une culture exogène sur une région, sur les gens qui y vivent ? Bien entendu, l’on peut préférer l’implantation d’une structure associative ouverte sur le monde qui utilise des logiciels libres pour le bonheur, entre autres, des néo-ruraux qui en profitent. Mais à quel genre d’intégration, si intégration il y a, avons-nous affaire ?
Loin de moi l’idée de vouloir remettre en cause l’existence de migrations de population qui du paléolithique à nos jours est une constante n’en déplaise les tenants de l’identité nationale. Ces migrations par le brassage des cultures (encore faut-il qu’il puisse y avoir brassage et non pas domination) pourraient être un atout pour l’humanité dans le sens où il existe, comme le dit Edgar Morin, une communauté de destin, pour tous les peuples de cette planète bien fragile. Mais voilà qu’une culture dominante avec une sémantique trompeuse (droits de l’homme, égalité des chances, développement durable, etc.), “boostée” par les nouvelles techniques de la communication, telle une lame de fond, remet en cause les cultures “régionales” non seulement au niveau de la planète où 6000 cultures non-occidentales existent encore (cf. l’excellent article de Sabine Rabourdin dans le même numéro) mais aussi les cultures minorisées des pays occidentaux. (…) Hélas nous ne sommes pas à l’abri d’une culture uniformisatrice qui ne nous en déplaise nous détermine dans nos comportements… cybernétiques. Le soleil d’Austerlitz peut cacher Waterloo.

Manrique Bittor
Pays Basque Nord.

Justice sociale et bien-être

Cher Silence, je te lis depuis toujours avec beaucoup d’intérêt et voudrais bien qu’on aborde un sujet qui me fait souci. A savoir concilier justice sociale et bien-être. En effet, je fréquente et fais partie de ces gens qui essaient de mieux consommer (Jardins de Cocagne, covoiturage) enfin qui essaient de faire “moins pire” ! Mais je vois actuellement une dérive qui m’inquiète. Par souci de mieux éduquer ses enfants, on fuit l’éducation nationale au profit d’écoles alternatives, où l’on se retrouve entre soi. Idem pour la santé : l’ostéopathe et autres “-pathe” non-remboursés remplacent le généraliste. Et mon idéal républicain “justice pour tous” se trouve questionné. L’hôpital public, l’école publique etc. ne seraient-ils plus bons que pour ceux, hélas, qui n’auraient pas les moyens de payer autre chose ? Comment faire pour ne pas sacrifier la justice au bien-être ? Cela mérite une discussion qui m’éclairerait.
Merci de ne pas mettre mon nom dans votre journal, je risque de blesser dans mon entourage. Or je veux susciter un débat et non condamner des choix (qui d’ailleurs sont quelquefois les miens).

Le plaisir de vivre simplement

En ce moment je ressens le besoin dans mon engagement pour la planète et ceux qui l’habitent (humains, animaux, végétaux) de partir du plaisir plutôt que de la peur de toutes les menaces qui se profilent. Ainsi j’ai écrit une petite brochure sur “les plaisirs de la simplicité volontaire”, une autre sur “le bonheur d’être végétarien”. La peur existe même chez les gens qui ne bougent pas, qui demeurent spectateurs. L’accentuer ne peut que les paralyser davantage. “A quoi bon réagir, c’est foutu”. Par contre leur montrer mon bonheur d’être autonome, de moins polluer, de moins gaspiller, de moins avoir besoin d’argent et d’être libre face à tout ce que l’on veut nous faire avaler peut donner envie à d’autres de se lancer dans l’aventure, peut donner une raison de vivre à des jeunes qui désespèrent ou se shootent pour fuir la réalité trop cruelle. D’autre part l’envie c’est créatif. Ça fait activer l’imagination. Ça fait passer à l’acte. Je souhaite vraiment un numéro dessus.

Alexis Robert ■
Ille-et-Vilaine.

Barbouillage

Si je soutiens à 100 % l’action des Déboulonneurs de pub, je trouve dommage que la photographie choisie pour illustrer l’article les concernant (*S!lence* n°348, p.51) les montre s’attaquant aux images d’une campagne de prévention (“celui qui conduit, c’est celui qui ne boit pas”) qui est encore malheureusement fort nécessaire, me semble-t-il. Nos rues et paysages sont encombrés de suffisamment de paysages criards et commerciaux pour que l’on montre avant tout ces icônes de la consommation à outrance fort justement barbouillées. Ne nous trompons pas de cible !

Bruno Suzanna ■
Var.



DR

S!lence : Si cette affiche géante appelle à la sobriété sur la route, il faut bien admettre qu’elle se trouve noyée au milieu d’affiches prônant sans vergogne alcool et grosses voitures. Des barbouilleurs ont même constaté que ce type d’affiche "civique" fleurissait particulièrement vite sur des lieux régulièrement barbouillés. Les Déboulonneurs les barbouillent donc comme les autres car c’est moins au contenu de l’affichage qu’ils s’attaquent qu’à son format gigantesque, qui envahit l’espace sans laisser au passant ou à l’automobiliste sa liberté de réception.

Le mensonge des “biocarburants”

Je voudrais signaler que les termes “biocarburants” et “biodiésel” sont des mensonges publicitaires et en plus une moquerie de la loi. D’après la directive européenne le terme bio est réservé seulement à des produits provenant de l’agriculture biologique. Les huiles recyclées utilisées dans la production de ces nouveaux carburants n’ont pas encore le label “bio”. (…)
Ici, en Espagne, a vu le jour un nouveau carburant sous le nom de “biodiésel”. Ce produit contient 10% d’huile végétale mais il est vendu avec toutes les vertus du 100% végétal. Les termes “carburant végétal” ou “agrocarburants” ne sont-ils pas plus adaptés à la réalité ?
Et “bio” quand l’huile provient de l’agriculture biologique.

Daniel Haber ■
Espagne.

Le bio à tous prix !

Manger bio est en même temps plus cher, pas plus cher, et moins cher que le conventionnel. Plus cher dans l’immédiat (coûts directs), +30% ? Pas plus cher si l’on équilibre autrement ses repas (diminuer la partie carnée, —20% à —30%) ou si nous prenons en compte le surplus de nutriments bio qui est en moyenne de 25%. Moins cher si l’on prend en considération les coûts indirects du conventionnel plus les deux arguments ci-dessus. Le bio est moins cher que le conventionnel si l’on tient compte des coûts indirects de ces derniers ! Chaque ménage européen donne 457€ par an via la PAC (politique agricole commune) pour subventionner l’agriculture européenne, essentiellement la conventionnelle, qui coûte plus, du fait de ses pollutions (air, eau, sol) et des coûts générés par les maladies. Nous ne payons donc pas le juste prix en achetant “conventionnel”.

Alfred Hadey ■
Haut-Rhin.

Bâtir écologique
Chronique d'une construction en bois

Emmanuel Carcano
Ed. Terre vivante
(38710 Mens)
2007 - 166 p. - 21€

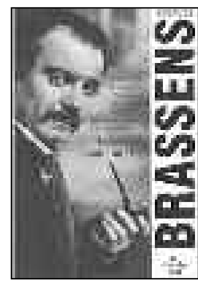


Voici, richement illustrée, l'évolution pas à pas d'un chantier de maison écologique en bois : permis de construire, mise en place d'un puits canadien, d'une cuve de rétention des eaux de pluie, fondation en moellons, ossature bois, plancher cloué, isolation en ouate de cellulose, toiture végétalisée, toiture classique, vitrages, menuiserie, briques autour du chauffage bois, bardage extérieur, chauffage solaire thermique et en annexe, le budget (110 000 €) et les outils nécessaires. A chaque étape, explication des choix, des compromis, des précautions à prendre. Un exemple concret. MB.

Œuvres complètes,
Chansons, poèmes, romans, préfaces, écrits libertaires, correspondance, Georges Brassens,

édition établie par Jean-Paul Liégeois,
Ed. Le Cherche midi
2007 - 1580 p. - 25€

Le bonheur ! L'intégrale extrêmement complète de Georges Brassens, que demander de plus ? On trouve dans ce livre de plus de mille cinq cents pages toutes ses chansons enregistrées, évidemment, mais aussi les chansons chantées par d'autres, les (nombreuses) chansons de



jeunesse inspirées par Trenet, les variantes et de nombreux brouillons, notamment de chansons inédites. Figure aussi l'œuvre poétique de Brassens, soit trois recueils, un long poème qui est quasi une pièce de théâtre, et divers poèmes épars. Citons également deux courts romans, sans doute mineurs.
Les écrits libertaires, et plus encore la correspondance, sont des témoignages irremplaçables de leur époque (l'après-guerre), et des mines d'information sur la vision des choses qu'avait le jeune Brassens baignant dans les milieux anars parisiens. Les chroniques parues sous pseudonyme dans *Le Libertaire* sont d'une vigueur impressionnante. Les préfaces, parfois surprenantes, nous renseignent sur certaines des fréquentations de l'auteur à l'époque où il était connu, ainsi que sur son approche de la question : "*J'ai horreur d'écrire des préfaces, et vous détestez certainement en lire*". Brassens, quoi... Ajoutons que chaque partie est précédée d'une présentation éclairante et que le tout est complété par une série d'index. Bref, tout Brassens pour 25 €, ça ne se discute pas longtemps. Jean-Marc Luquet.

Femme = danger ?
Pour en finir avec le mythe de la femme dangereuse

Gonzague de Sallmard
Ed. Homnisphères, collection Décrypt'age
2007 - 224 p. - 14€

De l'antiquité à nos jours, l'auteur nous dresse un compte-rendu clair et sans concession de la manière dont la femme fut traitée par l'homme. Toutes les époques ont vu naître envers la femme des accusations sans fondement si ce n'est celui de conserver le pouvoir aux mains de l'homme. Des supposées tares physiques aux faiblesses psychiques, de la conception de la femme comme dangereuse au fonctionnement des sociétés à la femme incapable, en passant par les accusations de sorcellerie et les idées fausses colportées par les romanciers, le clergé, les médecins… c'est à un effroyable résumé historique du sexisme auquel nous convie Gonzague.
À lire de toute urgence pour se rendre compte de ce qu'ont eu à subir les femmes et des préjugés qu'il nous reste encore à abattre pour l'égalité des droits. JP.



Petite traité de naturopathie
à l'usage des malades qui veulent retrouver la santé et des biens portants qui veulent le rester

de Christopher Vasey
Ed. Jouvence
2007- 160 p. - 14,50€

Même s'il comporte un long passage consacré aux principes de la naturopathie, ce livre se veut surtout un manuel pratique pour corriger le terrain de chaque individu, et pour le garder en équilibre. Il s'adresse avant tout aux particuliers qui trouveront de nombreuses réponses aux raisons pour lesquelles ils tombent malades et comment ils peuvent remédier aux déséquilibres. Il se termine par un dictionnaire thématique des concepts de la naturopathie. Le côté pratique est trop succinctement abordé, mais cet ouvrage est tout de même une bonne base sur le sujet. MJ.

Les couvre-sols

David S. Mackensie
Ed. du Rouergue
2007 - 240 p. - 22€

Très richement illustré, ce livre nous présente plus de 1000 couvre-sols vivaces avec pour chacun un descriptif complet dont la zone de culture possible. Après une introduction qui nous rappelle les différents rôles des couvre-sols et les grandes lignes de leur entretien, un classement par type nous permet de nous y retrouver devant l'importance de ce répertoire de plantes.
Chacun pourra y puiser des espèces de quoi embellir des parcelles de terrains difficiles à couvrir : buttes, parcelle ombragées, bordures de bâtiments, etc. De nombreux couvre-sols permettent ainsi de lutter contre l'érosion, d'autres s'adaptent à des conditions extrêmes : sécheresse, humidité, ombre, salinité du sol par exemple.
Un festival de couleurs et de formes qui fera rêver tant le jardinier amateur que le paysagiste professionnel.
Un carnet de bonnes adresses manque toutefois à ce guide pour être parfait, mais il aurait été difficile à constituer par son auteur étatsunien œuvrant dans le Michigan. Une belle traduction que l'éditeur français pourrait compléter lors d'une prochaine édition par un répertoire de pépiniéristes et de semenciers proposant un panel de couvre-sols dans nos régions. DF.

Rapide essai de théologie automobile

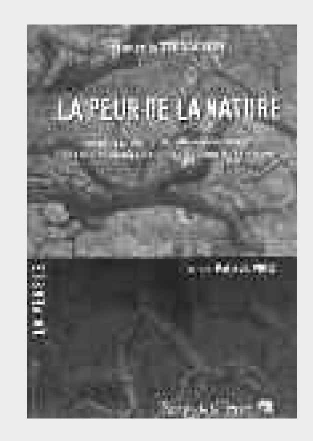
Gaspard-Marie Janvier
Ed. Mille et une nuit
2006 - 170 p. - 12€

C'est avec humour que se trouve développée la thèse présentée dans le titre. Un humour qui met au jour les offrandes et les préceptes de la nouvelle religion qu'est l'automobile et que l'auteur se propose de dévoiler avec force citations philosophiques mais aussi religieuses (de l'islam, de la chrétienté…).
Parmi les points traités nous pourrons retenir celui de la transformation de l'être humain qui, derrière son volant, change totalement de comportement et qui, pas vu pas pris, fonce à travers ces paysages dénaturés pour ses besoins, extermine toute espèce animale croisant sa route et finit par s'accaparer tous les





LE LIVRE DU MOIS



La peur de la nature

François Terrasson
Ed. Sang de la Terre
2007 - 272 p. - 21€

Réédition d'un livre publié en 1988 par un naturaliste aussi passionné qu'atypique, mort en 2006. La thèse est aussi provocante qu'implacablement réaliste : si notre société détruit son environnement naturel, c'est par répulsion envers celui-ci. Nous fondons notre civilisation technicienne et urbaine sur le refoulement de tout ce qui échappe à notre volonté, ce qui est une définition possible de la "nature". Nous sommes d'accord pour aménager des zones de paysage, pour protéger les ours et les chamois, mais gare à ce qui grouille, au poisseux, en un mot à l'organique ! Ces derniers sont moins à protéger qu'à éliminer de notre vision épurée — car apeurée — de la nature. La peur et « l'apartheid » de la nature extérieure vont de pair avec ceux de la nature intérieure : "*Les sociétés qui détruisent la nature sont aussi des sociétés de répression émotive. Des sociétés où l'on assèche les marais, mais aussi les yeux de ceux qui ont envie de pleurer parce que c'est une émotion dégradante*". C'est tout le monde des émotions, de l'inconscient, qui font ainsi l'objet d'une exclusion, mais également la mort, l'enfance et… la femme, jugés proches de la nature, ce gouffre effrayant car non maîtrisable. François Terrasson nous entraîne par des chemins inattendus à travers les mythes et les contes pour rendre compte de ces représentations de la nature profondément ancrées en nous et dont les conséquences historiques sont incalculables. Un livre au style très atypique, limpide et facile de lecture, agrémenté de nombreuses photos. Une lecture essentielle qui ne laissera pas le lecteur indemne. GG.

droits… La loi du plus fort, du plus carrossable, devenant la règle. C'est à un véritable tour d'horizon des méfaits de l'automobile et de ses effets sur nos sociétés que Gaspard-Marie Janvier nous invite, et, malgré quelques longueurs, l'essai est plutôt réussi. JP.

La robe de Médée
Considérations sur la décimation des abeilles

Guy Bernelas
Distribution l'Ange Bleu (41100 Vendôme)
2006 - 144 p. – 10€

Au début des années 1990, la firme agrochimique Bayer mettait sur le marché un insecticide à base d'imidaclopride, puissant neurotoxique, sous le nom de Gaucho. Il s'ensuivit un dépérissement rapide des abeilles butinant les tournesols mais également le maïs traité avec cette substance. Cet ouvrage résume dans une première partie le combat des apiculteurs face à Bayer mais également face à l'État français qui mit tout en œuvre pour ralentir les résultats d'études, les procès… Au final les apiculteurs ont perdu.
Dans la suite de l'ouvrage il est question des relations entre le milieu scientifique, les firmes industrielles et l'État mais également de critiques quant aux protocoles d'expérimentation, de la non-existence de laboratoires de toxicologie en France et du silence général de tout un chacun.
Après un bref historique de la contamination chimique annoncée depuis plusieurs décennies par des Rachel Carson, Charbonneau… ce sera le tour des consommateurs dont, selon Bernelas, "le consensus populaire en faveur de la société industrielle n'est pas selon nous la manifestation de la raison commune, mais la manifestation d'un manque commun de raison".

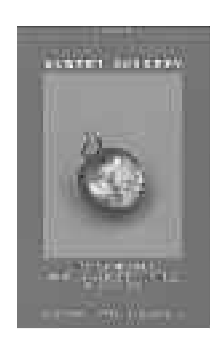
De nombreux problèmes inhérents à la société de consommation sont ici traités sous l'angle du rapport à l'agriculture, à la nature et à l'humain. Ouvrage intéressant qui met à plat certains comportements politiques et économiques déjà connus mais analysés ici dans le contexte particulier des apiculteurs. JP.

THÉÂTRE

Les fainéants dans la vallée fertile

Comédie en trois actes
Albert Cossery
Ed. Joëlle Losfeld (Gallimard)
2004 - 122 p. - 10,50€

Le grand écrivain égyptien Albert Cossery nous invite ici à une incursion jubilatoire dans une famille assez particulière : Hafez et ses trois fils ont érigé la sieste en un véritable art de vivre. A tel point que Galal ne se lève du lit où il est couché depuis 7 ans qu'à contrecœur, de temps à autre, pour prendre un repas. La tranquillité du lieu semblerait ne devoir jamais être perturbée, si des idées tout à fait néfastes n'en étaient venues à traverser l'esprit de certains de ses habitants. Le vieux Hafez a en effet décidé de se marier. De quoi perturber le sommeil général et déclencher les intrigues les plus perfides pour éviter le drame de surgir : la présence d'une femme dans cette maison, avec toute l'agitation inutile et dérangeante que celle-ci impliquerait ! Rafik aura-t-il le courage de… monter l'escalier pour aller dans la chambre de son père discuter avec lui ? Autre calamité : c'est Serag qui s'est mis en tête de… travailler ! La réaction de la famille ne se fait pas attendre : "Travailler ! Je me demande comment cette idée a pu germer dans ta cervelle. ! (…) Crois-moi, il n'y a qu'une seule dignité pour un homme ! De rester au lit. Quelle sorte de monstre es-tu donc ?". Cette pièce donne la preuve que l'éloge de la paresse est un exercice qui se prête plus volontiers encore à la comédie qu'à un sévère essai de philosophie ! GG.



Une étoile pour Noël ou L'ignominie de la bonté

Nasser Djemaï
Actes Sud - Papiers
2006 - 47p. - 8,50€

Dans une ville anonyme se noue le destin de Nabil, adolescent doué issu d'une modeste famille d'immigrés. Faisant d'abord la fierté de son père qui met en lui ses espoirs d'ascension sociale, le garçon subit l'influence grandissante de la famille de Jean-Luc, garçon de bonne famille qu'il fréquente assidûment. Séduit par la perspective d'une intégration fulgurante, Nabil va-t-il y perdre son identité ? En seize tableaux se noue le drame d'une génération déchirée entre la fidélité à ses origines et les sirènes d'une intégration forcenée qui peut mener très loin… Une pièce qui a le mérite de concilier épaisseur des personnages et évocation d'un rapport de domination culturelle et de classe très peu éclairé dans notre société. Une lecture violente et touchante à la fois. GG.



L'éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu

Franck Lepage
Ed. du Cerisier (B-7033 Cuesmes)
2007 - 110 p. - 8€

Lorsqu'on parle de culture, de quoi parle-t-on ? L'auteur qui a essayé de démocratiser la culture comme l'entend la "gauche" tire aujourd'hui un trait sur la question : il y a fausse route ! Car pendant que l'on offre un peu de culture aux pauvres, les plus riches s'en gavent toujours plus

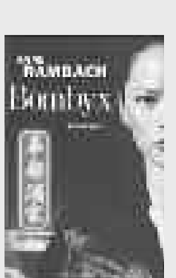
ROMANS



Ecolocash

Alice Audoin
Ed. Anabet
2007 - 144 p. - 14€

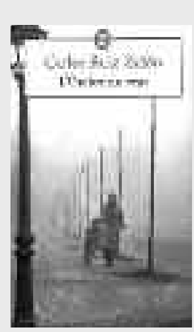
Emilie, jeune consultante dans une entreprise de consultants, s'invente vite une passion pour l'écologie pour postuler au poste de conseillère en développement durable. Pour être crédible, elle va, chez elle, essayer d'adopter un mode de vie plus respectueux de la nature. Mais les obstacles arrivent assez vite : du conjoint qui ne veut pas renoncer à ses pratiques coûteuses pour l'environnement aux entreprises qui lui demandent des conseils pour gagner de l'argent avec le concept du développement durable. L'auteure manie avec beaucoup d'humour les idées écologistes et la confrontation avec ce qui est le but d'une entreprise : gagner de l'argent. Et la course aux mensonges s'amplifiera jusqu'à la chute finale... L'auteure qui a exercé ce métier n'a eu semble-t-il qu'à observer son milieu pour y intégrer une histoire qui somme toute est tout à fait vraisemblable. Un pamphlet contre le développement durable absolument délicieux. MB.



Bombyx

Anne Rambach
Ed. Albin Michel
2007 - 350 p. - 19€

Une journaliste se trouve dans un restaurant du quartier chinois, à Paris, quand elle assiste à un massacre. Version officielle : règlement de compte entre mafias chinoises. Mais cela ne correspond pas à ce qu'elle a vu. Les mensonges tomberont les uns après les autres pour laisser place à une vaste manipulation sur les possibilités du bio-terrorisme. Un bon thriller, sans plus. FV.



L'ombre du vent

Carlos Ruiz Zafon
Ed. Livre de poche
2006 - 638 p. - 8€

Dans l'Espagne de Franco, juste après la guerre civile, à Barcelone, un jeune garçon est amené par son père libraire à choisir un livre au Cimetière des livres oubliés. Ce sera un livre étrange que plusieurs personnes chercheront à se procurer et qui lanceront l'enfant puis l'adulte dans la quête de l'histoire de l'auteur. Avec en toile de fond les blessures de la politique, une quête au sein de la ville, à la limite du fantastique et de la poésie. Une épopée, best-seller en Espagne avec plus de 8 millions d'exemplaires vendus. FV.



Luz ou le temps sauvage

Elsa Osorio
Ed. Métailié
2002 - 354 p. - 10€

En 1998, Luz retrouve son père argentin qui vit à Madrid. Celui-ci, réfugié politique ayant fui la dictature, ignorait totalement qu'il avait une fille, sa compagne étant morte en prison. Luz explique alors comment en deux ans, elle a pu reconstituer son histoire. Comme de nombreux enfants de "disparus" nés en captivité au milieu des années 70, elle a été adoptée par la famille d'un colonel. Une quête de la vérité particulièrement émouvante, avec des plongées dans l'horreur des prisons de l'époque, et la vie d'une jeune fille dans une famille qui vit sous le contrôle d'un militaire proche du pouvoir. Des terribles répressions de la dictature de l'époque au courage des grands-mères de la Place de Mai, avec comme originalité ici que c'est une fille qui cherche sa famille et non l'inverse. Un récit parfois à la limite du supportable tellement Elsa Osorio sait vous plonger dans cette vie quotidienne brutale. MB.

Les cerfs-volants de Kaboul



Khaled Hosseini
Ed. 10/18
2006 - 410 p.

A travers la vie du jeune Amir, fils d'un riche commerçant pachtoun, qui partage sa vie et ses jeux, notamment les concours de cerfs-volants, avec le jeune Hassan, jeune chiite, fils d'un serviteur, l'auteur nous fait revivre la vie à Kaboul, en Afghanistan, dans les années 70, vu du côté des seigneurs. Et puis les troupes soviétiques envahissent le pays et la famille fuit aux USA. Là, la vie est plus morose. Durant l'été 2001, un coup de fil va rappeler Amir en Afghanistan, pour de terribles révélations sur son passé. Une très belle histoire, fort bien écrite, mais qui manque cruellement de recul politique : les charges contre les Talibans et les Soviétiques sont sans doute justes, mais l'auteur évite soigneusement de décrire les visées dominatrices des Etats-Unis sur le pays. Cela sent la propagande pour justifier la situation actuelle. MB.

et comme pour l'argent s'enrichissent plus vite que les autres. Alors que faut-il faire ? Dans un long monologue, l'auteur raconte son enquête sur cette dérive de la culture et nous raconte sa rencontre avec Mademoiselle Faure, une vieille dame qui lui rappelle comment à la fin de la guerre, en France, lors du premier gouvernement d'union nationale, les communistes ont essayé de mettre en place l'éducation populaire et comment les gaullistes ont noyé le projet en l'intégrant dans le et des sports, puis comment André Malraux a créé le ministère de la culture, un moyen de faire entrer au musée les initiatives, de fossiliser la création, de la limiter à quelques grands artistes institutionnels, œuvre brillamment achevée par Jack Lang sous gouvernement socialiste. Et la conclusion de cette première pièce qui en annonce une autre : "L'essentiel n'est pas d'être utiles aux dominés, mais nuisibles aux dominants". Même si on l'a compris, cette pièce de théâtre-action est extrêmement politique, l'humour de l'auteur et, tout au long de la pièce, ses digressions sur sa vie quotidienne, en font que la lecture est facile et passionnante. MB.

C. D.

Le Facteur

Clovis Cayou
2006 - 13 titres

Encore un CD qui ne passera sûrement pas sur les radios. Il faut dire que, par exemple, quand ce chanteur se moque du consumérisme dans "la carte de fidélité", ce n'est pas très porteur ! En fait, avec sa guitare, l'artiste incite l'auditeur à "lâcher prise". Avec humour, un rien de moquerie, une petite ressemblance avec Ricet Barrier et pas mal de références folkloriques, ce chantre de la simplicité, trace un sillon dissolu, festif, et facétieux. Ses airs et ses textes, entraînant pour la plupart, pourraient bien ne plus vous lâcher et vous emballer pour longtemps. MJ




Village
MAGAZINE
L'incontournable
pour bien vivre
à la campagne
68 pages couleurs
Vivre à la campagne sans voiture
Pourquoi pas chez vous ?


Tarif spécial
abonnement découverte !
6 mois :
9 €
au lieu de 12,90 €
(soit 30% d'économie)
OUI ! je m'abonne à Village Magazine
pour 6 mois (3 nos) au tarif de 9€ au lieu de 12,90€
Nom :
Prénom :
Organisme :
Adresse :
Tél. :
Mél. :
Signature :
Je règle ci-joint par chèque à l'ordre de l'Acteur Rural
échange publicitaire



Livres

Descendons dans la rue

Michel Sardon
et le Banga Loping Band
Ed. Dadaprod
(94300 Vincennes) 06 60 77 14 60
banga.dadaprod.org
2007 – 4 titres

Album bref, mais intense. En quatre titres, à l'accent plutôt rock, mâtiné de reggae, le chanteur dénonce les mensonges des politiques (ah les "beaux" discours de Nicolas et de Ségolène !) et en appelle à la résistance dans la rue, s'en prend à l'industrie du disque ainsi qu'aux fans de 4x4. Un dernier morceau plus poétique (texte de Rimbaud) clot cet Opus certes trop court, mais mordant et acéré à souhait. MJ.

Les enchantêtues

Trio vocal
contact : lesench@hotmail.com
2002 - 6 titres

Ce trio féminin interprète *a capella* six chants traditionnels de six cultures différentes. La pureté des voix ne devrait avoir aucun mal à envoûter les inconditionnels de cette forme artistique. MJ.



Le moral des ménages

Céline Caussimon
Ed. Le chant du monde
2007 – 14 titres

Album après album, Céline Caussimon continue de creuser son sillon suave dans la sphère de la chanson à texte. Ici, elle entraîne l'auditeur du côté des bizarreries de la vie d'aujourd'hui : internet, les "micro-ondes" (et tous ces objets inutiles), la surconsommation, la mondialisation, la désertification du monde rural, la malbouffe, ne lui conviennent pas . Elle le revendique, elle le proclame avec conviction et ironie, elle ne va "pas dans le sens de la marche". A ces phénomènes en vogue, elle préfère l'amour, la joie, la fête, la lenteur, l'imagination, la simplicité, ou la poésie, soit de l'intemporel, de l'impérissable. Sur des arrangements comprenant surtout un accordéon et des instruments à cordes, remplaçant la prédominance du piano du précédent album, ses morceaux, moqueurs, joyeux ou doux comme une caresse, projettent des étincelles d'intelligence dans la tête. MJ.

VIDÉO

Simplicité volontaire et décroissance

Jean Claude Decourt
186 Avenue de la Mer,
4, Rés. de la Rascasse,
11210 Port la Nouvelle
2007 - 120' - Prix libre

Ce film est le premier d'une collection sur ces sujets de société. Il est réalisé en autoproduction. Pendant plus d'une heure des individus parlent de la décroissance, ce qu'ils en pensent, ce qu'elle incarne aujourd'hui, les espoirs qu'elle peut représenter pour les hommes et la survie de la planète. Plusieurs chapitres composent cette œuvre. La multiplicité des intervenants rend ce dvd riche, varié et plaisant. On ne voit pas le temps passer. Les nombreuses opinions, émises par Serge Latouche et Paul Ariès (entre autres), sont claires et pleines de bon sens. Malgré quelques petites répétitions (sur l'empreinte écologique notamment), ce documentaire est une bonne base pour parler de la décroissance, et un bon support pour introduire un débat sur ce thème. L'auteur souhaite que son dvd circule le plus largement possible. Aussi une petite aide financière (en commandant ce support notamment) sera la bienvenue, certes pour qu'il rentre dans ses frais, mais surtout pour qu'il puisse continuer à produire d'autres films sur cette question importante. MJ.



NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **La Fin annoncée d'homo sapiens sapiens,** *Lauriane d'Este, éd. Sang de la Terre, 2007, 206 p., 17,80 €.* Dans une première partie, l'auteure fait un tour de ce qui menace l'humanité : l'empoisonnement chimique, les OGM et les biotechnologies, l'extinction des espèces et le changement climatique. Lauriane d'Este s'intéresse ensuite au mythe du progrès en montrant la confusion qu'il entraîne, la croyance que l'on peut dominer la nature, que la technologie résoudra tous les problèmes… et comment la science s'autojustifie pour poursuivre dans des voies que personne n'a finalement choisies. Elle en arrive à la nécessaire décroissance et présente le scénario Négawatt comme une des propositions intéressantes à débattre au plus vite. De bonnes analyses même si le lecteur de Silence y trouvera peu de choses nouvelles.

■ **Les Modèles du futur, changement climatique et scénarios économiques,** *sous la direction de Amy Dahan Dalmedico, éd. La Découverte/Recherche, 2007, 250 p., 29 €* Comment la montée en puissance de la crise climatique mais aussi la critique de la durabilité du développement sont prises en compte dans les sciences, avec les enjeux politiques que cela suppose. Comment les économistes sont amenés à considérer le long terme… et donc à remettre en cause la notion de croissance. Comment les scientifiques doivent faire abstraction des pressions exercées par les politiques, les médias, les lobbies, les associations, pour essayer de rester sur un terrain objectif.

■ **Dis-moi, mon p'pa, c'est quoi l'homme ?** *Bocampe, éd. de l'Escarboucle (CP 894, CH-1401 Yverdon-les-Bains), 2007, 130 p., 17 €.* Monologue de l'auteur vers un fils virtuel, entre poésie et oralité : la place de l'homme sur la planète, la connaissance, la solitude, l'amour, la joie… Pensées philosophiques débridées.

■ **Comment rendre la santé publique ?** *Cosmopolitiques n°14, éd. Apogée, 2007, 190 p., 18 €.* Si "trou" de la Sécu il y a, c'est en grande partie parce que nos politiques de santé sont sous le contrôle des firmes pharmaceutiques. Comment repenser la santé pour le bien des personnes et non pour le portefeuille des actionnaires ? Comment mieux prendre en compte les politiques de prévention, les médecines alternatives, comment dépasser les spécialités médicales actuelles ? Une vingtaine d'auteurs, dont Philippe Pignare ou André Cicolella, font des propositions.

■ **ABC de l'homéopathie animale,** *Benoit Sauvan, éd. Grancher, 2007, 174 p. 16 €.* Les conseils d'un vétérinaire homéopathe.

■ **L'écoagenda 2008,** *éd. La Plage (34200 Sète), 2007, 144 p. 15 €,* sur papier recyclé, en couleurs, avec une double page thématique toutes les quatre semaines… et une énorme erreur : pour inciter les gens à prendre le train, une carte des lignes fournie par la SNCF… où ne figurent plus les petites lignes ! La liaison Lyon-Bordeaux a disparu comme la ligne Paris-Béziers ou encore le train pour Cherbourg !

■ **ABC de l'argile,** *Jean-Christophe Charrié, éd. Grancher, 2007, 240 p. 20 €.* Il y a longtemps que l'on a repéré les bienfaits des argiles. L'auteur présente dans une première partie les différentes argiles, puis longuement les travaux scientifiques qui ont validé les découvertes empiriques ; enfin, dans une dernière partie, il donne des méthodes de soins pour de nombreuses infections. Un moyen peu coûteux de se soigner, valable pour de nombreux maux.

■ **Quinoa,** *Cléa, Delphine Chartron et Philippe Barret, éd. La Plage (34200 Sète), 2007, 100 p. 18 €.* Le quinoa est une fausse céréale importée des Andes (en fait de la famille des blettes, de la betterave et des épinards). Sa culture d'exportation ne va sans problème comme le rappelle un peu brièvement ce très beau livre de cuisine.

■ **L'avenir en vert,** *Comité 21, éd. Seuil, 2007, 220 p. 19 €.* Le comité 21 ou comité français pour l'environnement et le développement durable est un réseau d'acteurs regroupant des collectivités, des associations (FNE, WWF…), des entreprises (GDF, Aéroport de Paris…). Il est né après le sommet de Rio en 1992 pour en faire appliquer les décisions. Ce livre fait des propositions dans le domaine de l'environnement, de la santé et de l'emploi. Si le discours est édulcoré, il a le mérite de regorger de données chiffrées et d'exemples d'actions menées par les Etats ou les collectivités locales.

■ **Putain de guerre,** *Joshua Key, éd. Albin Michel, 2007, 268 p. 19 €.* Engagé dans l'armée pour subvenir aux besoins de sa famille, l'auteur, 20 ans, est envoyé en Irak où il découvre l'horreur de la guerre : pillages, violences, viols, tirs sur les civils… au bout de huit mois, il profite d'une permission pour déserter au Canada. Un témoignage de plus sur l'absurdité de la guerre et sur l'immoralité de la politique des Etats-Unis, vu de l'intérieur.

■ **La conduite conviviale,** *Abdessamad Bennani, éd. Jouvence, 2007, 144 p. 12,90 €.* La théorie de l'auteur est que notre mode de conduite des voitures traduit comment nous nous conduisons dans la vie. Il ne lui vient même pas à l'idée que l'on puisse vivre sans voiture (30% de la population française, 50 % des Parisiens… 90 % de la population mondiale), pire, il écrit "comme la voiture, la téléphonie mobile est un instrument extraordinaire pour notre bien-être. Il est synonyme de liberté et de bien-être". Mais bien sûr ! Il est surtout source de cancers du cerveau, d'autant plus qu'on l'utilise dans un espace métallique fermé… une voiture par exemple. Quand le développement personnel conduit à écrire n'importe quoi !

■ **La morale, les droits de la femme,** *Wolinski, éd. Hors-collection, 2007, 320 p. 15 €.* Recueil de pensées et de dessins de l'auteur, largement en dessous de la ceinture.



✉ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
✆ **Comptabilité - Abonnements :**
04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h
04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Rédaction :**
04 78 39 55 33 mercredi
10h-12h et 14h-17h
✆ **Stands, correspondants, dépositaires :**
04 78 39 55 33 lundi et mardi
10h-12h et 14h-17h
✉ **Virements bancaires :**
CCP 550 39 Y LYON
✉ **Distribution en Belgique :**
Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33 B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48 CCP 000 15 19 365 54
✉ **Distribution en Suisse :**
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.

N° de commission paritaire :
0910 G 87026
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 4e trimestre 2007
Tirage : 8200 ex

Editeur : Association Silence
Permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h
✆ 04 78 39 55 33
Administrateurs : Alexandre Esteban, Myriam Cognard, Mimmo Pucciarelli

RÉALISATION DE LA REVUE
Directeur de publication :
Mimmo Pucciarelli
Secrétaires de rédaction :
Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Maquette : Patrice Farine
Stands, lieux de dépôts : Dorothée Fessler
Rédaction : Matthieu Barbaroux, Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Esteban Montoya, Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Dessinateurs : Elisa, Lasserpe
Correcteurs : Sara Martinez, Sylvie Michel, Emmanuelle Pingault, Raymond Vignal, Françoise Weité
Photographes : ADAV, Alain Bachellier Matthieu Barbaroux, Marie Clem's, J.Nefzger, P .Roullaud, Raymond Vignal, Pierre-Emmanuel Weck
Et pour ce numéro : Alain Aubry, Jacques Caclin, Françoise Chanial, Marguerite Descamps, Fabien, Christophe Goby, Michael Herinx, Gaston Jouffroy, Christian Lagasse, Julien Lassauque, Jean-Marc Luquet, Thomas Marshall, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Marie Najman, Madeleine Nutchey, Mireille Oria, Jocelyn Peyret, Lucie Piro, Alexis Robert, Reine Rosset, Xavier Sérédine, Myriam Travostino, Bernard Valette, Gregg West, Bas Van Zuijlen
Couverture : DR

Commander un ancien numéro

Anciens numéros

- Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

☐ **272-273 Rhône**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . **4 €**

☐ **285-286 Isère**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage . . . . **4 €**

☐ **291-292 Aquitaine**
Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia . . . . **4 €**

☐ **312-313 Poitou-Charentes**
Les maisons de Béruges. Marais poitevin. Kvinpetalo. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. . . . . **4 €**

☐ **318-319 Drôme / Ardèche.**
Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires . . . . **4 €**

☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais.**
Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. . . . **4 €**

☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
Phébus Ariège. La Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleurs. Village écolo ou écovillage ? Millepatte. Prommata. Equitable . . . . **4 €**

☐ **337 Paris**
Paris à vélo. La Passerelle. Le Picoulet. Bébé en vadrouille. Radio libertaire. Le Barbizon. l'UPF. la Piñata. . . . . **4 €**

☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**
Ferme du collet. Diables bleus. Ecco-mondo. Correns. Hélichryse. AMAP, Cravirola, Guy Rottier, Ouvert et durable . . . . . . **4 €**

☐ **348 Région Centre**
La petite Ménardière. Le Chiendent. Cirque Bidon. La Niche. Radio béton . . **4 €**

Autres numéros

☐ **314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. . . . . **4 €**

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires . . . . **4 €**

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie . . . . **4 €**

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible **4 €**

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire . . . . **4 €**

☐ **328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche . . . . **4 €**

☐ **329 Désobéissance civique**
Ecozac à Paris. La maison de l'Ecologie de Lyon. Téléphone portable (2) . . . . . **4 €**

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance . . . . **4 €**

☐ **334 Terre, terroir, territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique . . . . **4 €**

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Nanotechnologies. . . . . **4 €**

☐ **336 Décroissance : penser la transition**
Lyon-Turin : Gérard Leras. Mouvement anti-CPE. . . . . **4 €**

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox. . . . . **4 €**

☐ **339 Handicap et alternatives**
Seveso. Action non-violente. Déboulonneurs. Massage café. Alternative Santé. . . . . **4 €**

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale . **4 €**

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable : pratique néo-coloniale ? . . . . **4 €**

☐ **343 Changeons la recherche !**
Paul Ariès. Révolution et décroissance. Parole et démocratie participative. . . . **4 €**

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde. . . . . **4 €**

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole. . . . . **4 €**

☐ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM: procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille **4 €**

☐ **347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ?. Munich : la bio protège l'eau . . . . . . **4 €**

☐ **349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne **4 €**

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*. 2006, 370 p, 10 € (+ 3€ frais de port)

S'abonner à *S!lence*

France métropolitaine

☐	Découverte 1er abonnement	6 n°	15 €
☐	Particulier	1 an	40 €
☐	Institution	1 an	80 €
☐	Soutien	1 an	50 € et +
☐	Petit futé	2 ans	65 €
☐	Groupés par 3 ex	1 an	100 €
☐	Groupés par 5 ex	1 an	150 €
☐	Petit budget	1 an	25 €

Suisse

☐	Découverte 1er abonnement	6 n°	25 FS
☐	Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐	Découverte 1er abonnement	6 n°	22 €
☐	Particulier	1 an	55 €
☐	Institution	1 an	100 €
☐	Soutien	1 an	60 € et +
☐	Petit futé	2 ans...........	85 €
☐	Petit budget	1 an...........	35 €

je règle un total de :

NOM ______________________________

Prénom ______________________________

Adresse ______________________________

____

Code postal ______________________________

Comune ______________________________

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont, 33, B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : Règlement à Contratom
CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4



SalonBio&Nature

9-18 novembre 2007

500 exposants, 130 ateliers,
20 conférences…

L'éco-attitude, une alternative possible pour tous

10h30-19h - Nocturne 21 h le vendredi 16

Parc Floral de Paris

Ⓜ Château de Vincennes (navette gratuite)

Autorisation ministérielle

Sous l'égide de



Renseignements et programme
sur www.salon-marjolaine.com
ou par tél. : 01 45 56 09 09







échange publicitaire